

# Enfants ? Stop ou encore ?

## Plan de l'ouvrage

Introduction.....2

1. Dénatalité, dépopulation, vieillissement : des questions récurrentes qui polluent les débats autour des enjeux démographiques.....4

*Où l'on précise quelques concepts (le vieillissement,...) et où l'on passe en revue quelques débats : égoïsme et contraception ; avantages et inconvénients d'une population croissante ; liens entre croissances économique et démographique ; croissance et décroissance, écologie...*

2. Basse fécondité et prospective sociétale : perspectives démographiques en Europe et développement durable .....14

*Où le lecteur découvre les trois âges de la démographie, la diversité des situations démographiques européennes, quelques stéréotypes, la manière dont les médias couvrent (ou pas ?) les questions de population, la perception qu'en ont les décideurs politiques, les liens entre population et développement durable*

3. Enfants, parents et grands-parents en Europe ? Harmonie et chaos ! .....25

*Où le lecteur découvre qu'on peut classer les populations européennes en quelques familles à partir de la forme de leurs pyramides des âges et de leur fécondité et où on imagine ce que deviendraient ces familles en 2025 et 2050 si les niveaux de fécondité actuels perduraient, en l'absence de migrations et compte tenu de la poursuite du déclin de la mortalité.*

4. Faire des enfants aujourd'hui comme hier ?.....48

*Où l'on se rend compte qu'en moins de trois cents ans, la résignation face à la mort et à la fécondité a disparu sous les coups de boutoir des nouvelles idées philosophiques, du développement de la santé, de la croissance économique et de la capacité des humains à exercer leur liberté dans bien des domaines. Tout cela dans un contexte où on est passé d'un milliard d'habitants (en 1800) à sept milliards aujourd'hui.*

5. Désir d'enfants.....52

*Ce désir est-il inscrit dans la nature ? Comment l'être humain advient-il à son humanité ? Comment le projet d' "avoir un enfant" se situe-t-il dans notre culture de possession et de performance ? Que peuvent nous dire les Ecritures et la Tradition chrétienne, qui imprègnent notre culture européenne, sur le désir, la fécondité et la dynamique de la Création ?*

6. Mort et longévité.....63

*Où l'on rappelle avec un brin d'impertinence que la fécondité forme avec la mort un couple endiablé, que vivre 1000 ans est peut-être une bien sombre perspective et que tout peut nous arriver, n'en déplaise à notre niveau de développement .*

7 . Pavés.....79

*Au delà des statistiques, quelques éclairs de la vraie vie...*

---

# Enfants ? Stop ou encore ?

Démoscope<sup>1</sup>

décembre 2016

[adrass@skynet.be](mailto:adrass@skynet.be) [ignace.berten@dominicains.be](mailto:ignace.berten@dominicains.be)

---

"*Le vieux continent*" : c'est ainsi que l'on avait – que l'on a encore parfois – l'habitude de désigner l'Europe. Façon de marquer l'antécédence historique et culturelle de cette partie du monde par rapport aux Etats-Unis. Désormais, l'on peut se demander si le vieux continent est en passe de devenir un continent de vieux... Car c'est un fait avéré : les naissances y sont en baisse, entraînant un vieillissement moyen de la population totale.

On pourrait s'en tenir à cette donnée démographique, voire y trouver quelque satisfaction : n'est-il pas régulièrement reproché aux populations immigrées d'avoir trop d'enfants ? N'attribue-t-on pas souvent les difficultés de développement de certains pays du Sud à leur taux de fécondité encore fort élevé ? Ce serait chercher, dans les discours ambiants, une cohérence bien improbable !

Au contraire, ces dernières années ont connu une prolifération de discours alarmistes, négatifs, sinon apocalyptiques, tenus par des acteurs sociaux aux horizons et cadres de pensée bien différents : démographes patentés, journalistes, économistes, groupes religieux... Pour faire court, nous serions à l'aube d'une *révolution grise*, qui rendrait impossible le maintien du système de sécurité sociale, tant la facture serait lourde pour les jeunes, écrasés sous le poids de leurs aînés. Il faudrait alors se résoudre à consentir à une immigration accrue – alors même qu'elle engendre des crispations récurrentes – ou accepter que l'Europe connaisse un déclin économique et culturel inéluctable, sous la poussée des pays émergents, à la moyenne d'âge nettement plus jeune. Sans parler des problèmes sociaux liés aux aléas de l'âge : morbidité, soins médicaux accrus, pénurie de lieux d'accueil pour les personnes âgées... On en passe, et des pires.

Véhiculées par l'air du temps, ces idées finissent par acquérir une forme de validité et de légitimité. Si des études – a priori honnêtes et scientifiquement menées – avancent ces hypothèses, c'est bien qu'elles doivent avoir un socle de réalité ! Et sans même en être tout à fait conscient, on finirait par se convaincre que le vieux continent est vraiment... très vieux, anormalement vieux et qu'il faut décidément s'en inquiéter, trouver des remèdes qui, à défaut de procurer l'éternelle jeunesse, enraieront cette dangereuse spirale prête à aspirer le devenir des jeunes générations.

Cela vaut la peine de faire un arrêt sur image. De s'arrêter, pour prendre distance et examiner à tête reposée, comme on dit, ces idées prêtes-à-penser que charrie l'air du temps qui est le nôtre. Par définition, une idée reçue trouve son origine dans une source qui nous reste extérieure. Sans doute n'est-il pas possible ni même nécessaire de jeter le soupçon sur toutes les propositions que nous acceptons et relayons sans autre vérification. La masse d'informations qui nous est quotidiennement livrée est telle qu'il est matériellement

---

<sup>1</sup> DEMOSCOPE est une association temporaire de personnes en questionnement devant la faiblesse de la fécondité dans nombre de pays d'Europe. Démoscope se compose de Ignace BERTEN op (théologien, animateur du groupe), Anne Calcagni (médecin), André Lambert, Louis Lohlé-Tart, Michel Loriaux, Eric Vilquin (démographes) et Myriam Tonus (enseignante retraitée et chroniqueuse).

impensable de ne les accepter que si nous avons pu en examiner personnellement la preuve. Mais cela n'annule pas la nécessaire fonction critique, surtout lorsque les enjeux des idées reçues touchent au devenir collectif dans lequel chacune et chacun de nous est impliqué. Et concernant la problématique démographique en Europe voici ce qui peut alerter : la plupart des discours évoqués plus haut sont tenus dans les sphères économique et politique. Soit des sphères particulièrement sensibles, car elles organisent, qu'on le veuille ou non, nos vies au quotidien.

Après tout, que la population vieillisse pourrait être considéré, au plan philosophique, comme une chance : l'expérience des aînés est un facteur de pérennité et de transmission culturelles qui sont l'un des atouts de l'Europe ! Mais que vaut encore la philosophie, au regard des agences de notation, des humeurs des marchés et de leurs impératifs de rentabilité ? Quant à la classe politique, elle semble avoir elle aussi définitivement réglé son focus de vision sur les normes économiques. L'emploi, la croissance, la compétitivité, l'assainissement des finances tendent désormais à devenir les critères d'appréciation prioritaires, par-delà même les traditionnels clivages d'opinion. Qu'il s'agisse de résultats scolaires, d'accueil des réfugiés ou d'aides aux familles, c'est en fonction de balises strictement économiques que sont prises et validées bien des décisions politiques.

Comme si cela allait de soi. Comme si, en faisant moins d'enfants, les citoyennes et citoyens d'Europe mettaient eux-mêmes leur avenir en péril. Lourde responsabilité !

Quel crédit accorder à ces discours ? Sont-ils vraiment portés par la neutralité scientifique dont ils se revendiquent ? Les scénarii-catastrophe sont-ils valides ? Et surtout sont-ils les seuls possibles ?

C'est pour les placer sous la loupe et, éventuellement, tordre le cou à l'un ou l'autre d'entre eux que notre groupe pluridisciplinaire – DEMOSCOPE - a longuement mûri ce projet. Composé de démographes – c'est bien le moins ! – mais aussi de sociologues, médecin, philosophes et théologiens, il privilégie le concert des voix plutôt que le discours unique, la pluralité des approches plutôt que l'axiome obligé. Parce que nous sommes toutes et tous convaincus que la réalité humaine est complexe, touffue, échappant à l'évidence et aux simplismes.

Notre entreprise se reconnaît modeste et limitée.

Mais il n'est pas besoin que le grain de sable soit bien gros pour que la machine à penser, trop bien huilée par ces temps qui courent, connaisse quelques féconds ratés...

## **Dénatalité, dépopulation, vieillissement : des questions récurrentes qui polluent les débats autour des enjeux démographiques**

**Michel LORIAUX — UCL**

La démographie est une science sociale relativement jeune, mais son champ a été très rapidement envahi par des questions aux réponses scientifiques incertaines et aux fondements idéologiques mal dissimulés. Le fait que les études de population ont surtout pris leur essor à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et au début du XX<sup>ème</sup> à une époque où la révolution démographique a commencé à manifester ses grandes mutations, a conduit les premiers démographes, et ceux qui les écoutent, à prendre des positions normatives qui se sont perpétuées jusqu'à nos jours et qui continuent à polluer les débats autour des questions de population.

On peut comprendre l'émoi des chercheurs qui ont découvert que, dans les pays occidentaux à tout le moins, les paramètres du mouvement démographique se sont mis à évoluer rapidement, entraînant des changements profonds dans les structures par âge et sexe des populations. D'où l'expression de révolution démographique inaugurée par Landry et qui deviendra plus tard la transition démographique, illustrant l'idée qu'il s'agissait bien d'un processus entraînant le passage séculaire d'un état d'équilibre — plus ou moins précaire — à un autre état d'équilibre. Non seulement, la natalité a amorcé son grand déclin historique, mais la mortalité qui régnait en grande maîtresse des destins sur tous les âges de la vie, s'est elle-même mise à reculer de façon significative. Bien que la question des causes et des effets soit toujours difficile à trancher, et qu'elle puisse même paraître non significative à ceux qui privilégient l'approche systémique par rapport à l'approche causale, il est évident que les deux mouvements de la natalité et de la mortalité ont été intimement associés, puisqu'il a fallu que la mortalité des enfants cesse de culminer à des sommets aujourd'hui inimaginable (un nourrisson sur quatre décédant avant son premier anniversaire et des enfants en bas âge continuant à être décimés massivement) et commence à refluer, pour que les couples prennent conscience que les hautes fécondités et les grandes descendance étaient moins nécessaires qu'autrefois, dans l'ancien régime démographique, non seulement pour assurer la transmission familiale et la prise en charge des parents par leurs enfants, mais aussi pour maintenir la pérennité du clan ou de la communauté, sans parler de la nation.

## **Des changements qui inquiètent**

On sait que pendant les siècles et les millénaires précédents, le grand danger auquel étaient confrontées les sociétés humaines n'était pas la croissance démographique, et encore moins l'explosion, mais bien la décroissance, et même l'extinction des groupes décimés par les disettes, les maladies, les fléaux naturels et les guerres. Bien sûr aussi, il est évident que ces mutations n'ont été rendues possibles que parce qu'elles ont été soutenues et accompagnées d'autres mutations qui ont touché pratiquement tous les secteurs de la vie collective, à commencer par l'économie, mais aussi les sciences et les techniques, l'urbanisation, l'hygiène, le progrès social, etc.

Quoi qu'il en soit, les démographes qui furent les premiers à observer, et surtout à mesurer les transformations des populations, éprouvèrent des difficultés à accepter les changements dont ils étaient les témoins privilégiés et à comprendre les liens nombreux et subtils qui reliaient entre eux tous les éléments du système sociétal.

Les concepts de "dépopulation" et de "dénatalité" illustrent bien cet état d'esprit conservateur où la nouveauté est toujours suspecte par rapport au statut quo. L'idée que les berceaux étaient moins nombreux que les cercueils et que les villes étaient en train de se transformer en cimetières alimenta beaucoup de débats. Les plus vifs furent cependant ceux relatifs au vieillissement démographique, une expression qui n'émergea qu'au tournant des années trente, sous la plume d'Alfred Sauvy, pour illustrer les modifications des structures par âge dans le sens d'une diminution des classes d'âge jeune et/ou une augmentation des classes d'âge élevé.

## **Le vieillissement : une expression malheureuse ?**

Le choix de ce terme pouvait se justifier historiquement en ce sens que, sous l'effet de ces modifications, l'âge moyen des populations augmente à la façon d'un individu dont l'avancée en âge traduit un certain vieillissement. En même temps, son choix peut être jugé malheureux dans la mesure où la comparaison entre le vieillissement individuel et le vieillissement démographique s'arrête là, puisque ce dernier est seulement un indice statistique sans connotation biologique. On comprend cependant que le choix de la dénomination n'était pas innocent puisqu'il était probablement destiné à provoquer un sentiment collectif de peur, à l'image de la vieillesse qui inquiète la plupart d'entre-nous parce qu'elle s'apparente souvent à la mort.

Manifestement, le choix d'un autre terme pour désigner ce phénomène aurait permis d'éviter bien des confusions, des assimilations douteuses et des discours catastrophisants. En optant pour ce terme, Sauvy, malgré ses intuitions souvent remarquables et ses finesses d'analyse, a contrevenu à une des règles fondamentales de l'épistémologie : éviter d'utiliser des concepts du sens commun pour désigner des concepts scientifiques.

Mais le mal était fait et il n'a fait que s'aggraver au fil des décennies suivantes, pour arriver à des formulations beaucoup plus violentes de la part de certains disciples du précurseur, plus amateurs de formules médiatiquement frappantes que de discours objectifs.

Il est donc devenu urgent de se réinterroger sur les fondements des idées relatives aux populations qui se sont diffusées et reproduites au cours des années en étant souvent acceptées comme des vérités scientifiques incontestables qu'il n'est même plus nécessaire de démontrer ou d'argumenter.

## **Les équilibres sociétaux sont-ils compromis ?**

Une seule question peut à elle seule résumer la plupart des autres : la transition démographique telle qu'elle s'est déroulée depuis son démarrage jusqu'à nos jours, à la fois en termes de nombre et de structure, est-elle de nature à compromettre l'équilibre de nos sociétés européennes post-modernes, ou au moins de réclamer des politiques vigoureuses d'adaptation?

Un préalable doit être posé avec force : il n'y a pas en soi de bonne ou de mauvaise population, il n'y a que des populations congruentes ou non par rapport à leur environnement sociétal. Cette règle découle bien évidemment du fait que, même s'il existe un système de la population, avec sa dynamique et ses lois d'évolution, ce système n'est jamais autonome et évolue toujours en interaction avec le système sociétal global qui intègre tous les autres systèmes, de la famille, des rapports sociaux, des modes de production et d'échange, des valeurs, des représentations collectives, de l'écosystème, etc.

Il ne s'agit pas ici de prétendre que toutes les évolutions démographiques sont naturellement en harmonie avec les autres transformations sociétales, mais que des évolutions fortement divergentes ou contradictoires ne peuvent pas perdurer sans se modifier eux-mêmes ou sans provoquer des transformations dans d'autres secteurs de la société.

Le récent débat franco-français sur le "mariage pour tous" a illustré cette règle de la systémique : une simple transformation des textes juridiques réglant la constitution des familles en accordant à tous les citoyens, quel que soit leur sexe, les mêmes droits face à cette institution millénaire qu'est le mariage, est susceptible d'innombrables répercussions, parfois inattendues, comme en matière de procréation ou d'adoption, au point que certains adversaires de la réforme n'ont pas hésité à parler de rupture de civilisation et que le fossé entre partisans et contempteurs de la nouvelle loi semble s'être définitivement creusé pour longtemps.

Ceci étant admis, et plus proche de la démographie, demandons-nous si une diminution de la population en terme numérique est de nature à entrer en contradiction avec nos modes de fonctionnement collectifs. Autrefois, dans les sociétés agraires préindustrielles, la réponse aurait pu être résolument affirmative, dans la mesure où la production des biens primaires, surtout alimentaires, reposait sur une main-d'œuvre agricole représentant une part majoritaire de la population active, le facteur capital intervenant peu dans l'équation de production. Pour peu que la population totale diminue de façon sensible, l'emploi agricole était aussi appelé à diminuer en créant des pénuries dommageables pour l'approvisionnement des populations.

Cependant, on sait qu'historiquement, c'est l'inverse qui s'est produit puisque la révolution industrielle a modifié les pratiques de production industrielle en introduisant des progrès de productivité qui ont entraîné un exode rural massif vers les villes, ayant provoqué un essor de l'urbanisation qui aura à son tour des conséquences ultérieures nombreuses (extension mal contrôlée du milieu urbain, paupérisation des classes ouvrières, désertification des campagnes, etc.). Autrement dit, la diminution de la population et la dénatalité qui auraient pu provoquer des catastrophes a été surcompensée par le progrès technique.

L'erreur des démographes a souvent été de considérer que les populations adoptaient des comportements irrationnels en maintenant au Sud des fécondités trop élevée et au Nord des fécondités trop basses, alors que, dans les deux hémisphères, il s'agissait seulement d'adapter les comportements reproducteurs aux contraintes différentielles de l'environnement.

## **Egoïsme et contraception : des causes simplistes**

Pourquoi en irait-il autrement aujourd'hui ? Si les fécondités sont généralement faibles en Europe, souvent en dessous du seuil de remplacement des générations (sauf dans quelques pays comme la France ou l'Irlande), c'est que leur baisse répondait aussi à d'autres évolutions. Même les causes un peu simplistes qui sont souvent évoquées correspondent ni plus ni moins à des changements des valeurs collectives.

C'est le cas par exemple de "l'égoïsme des couples" qui n'est qu'une conséquence de l'individualisme exacerbé qui a gagné toutes nos sociétés à partir du moment où les solidarités publiques ont pris le relais des solidarités familiales et où chacun s'est mis à penser qu'il était préférable de jouer ses propres cartes plutôt que de miser sur le groupe, formidable contradiction en quelque sorte puisque c'était en réalité le groupe qui conférait à ses membres ce sentiment de libertés tous azimuts gagnées sur l'insécurité d'autrefois. Sans cette sécurité accrue durant toutes les phases de la vie accordée à travers les politiques de protection sociale, il est fort à parier que le libéralisme, tant politique qu'économique, n'aurait pas connu le succès qu'il a rencontré au cours de la dernière moitié du vingtième siècle et plus encore des dernières décennies. L'état providence, aujourd'hui tellement dénigré, a été la victime de son propre succès, qui s'est retourné contre lui-même, en générant les germes de sa remise en cause idéologique.

C'est encore le cas par exemple du contrôle des naissances par des moyens contraceptifs modernes qui ne fut pas la cause directe de la baisse de la fécondité comme on l'évoque souvent en dénonçant le rôle joué par la pilule dans le déclin de la natalité, mais au contraire la conséquence, dans la mesure où c'est plutôt la demande des femmes de limiter leur descendance qui a provoqué une demande dont se sont emparés le secteur pharmaceutique et chimique pour satisfaire un besoin latent et non résolu de la population.

Moins de grossesses signifiait pour beaucoup de femmes plus d'opportunités de s'inscrire dans des carrières professionnelles comme l'exigeait l'économie, soucieuse de réduire les coûts de production en diminuant les salaires et en accroissant la compétition entre les sexes.

Pas étonnant si aujourd'hui un ménage a besoin en règle générale de deux salaires pour s'épanouir dans de bonnes conditions matérielles, correspondant aux normes de l'époque, alors qu'il y a quelques décennies le seul salaire du mari suffisait généralement à satisfaire les besoins du foyer. Mais quel mouvement féministe oserait aujourd'hui le reconnaître sans donner l'impression de saborder toutes les valeurs sur lesquelles son action s'est fondée ?

## **La question qui fâche : plus d'enfants pour quoi faire ?**

Quoi qu'il en soit, une question apparaît incontournable : à quoi servirait-il de donner la vie à davantage d'enfants, alors que tous les indices convergent pour démontrer que ces enfants ne sont pas les bienvenus dans nos sociétés et que, même avec des taux de natalité aussi faibles que ceux actuellement observés, ils semblent encore pléthoriques.

Un slogan comme "une société enfants admis", à l'instar de celui défendu autrefois par la Ligue des Familles nombreuses belge, n'est manifestement plus d'actualité ou, en tout cas, ne figure plus au cœur des politiques d'intégration et d'emploi de nos pays. Sinon comment expliquer que les taux de chômage des jeunes culminent un peu partout à des valeurs jamais atteintes dans le passé ?

Par une inadéquation de l'offre à la demande ou par un manque de qualification des nouveaux arrivés sur le marché de l'emploi ? Peu plausible, sauf à admettre que les systèmes éducatifs sont responsables de ces déséquilibres et donc gravement déficients. Ou encore, à argumenter que les jeunes générations répugnent à exercer certains emplois, jugés trop pénibles ou trop

mal rémunérés, qu'elles délaissent alors au profit des immigrants moins bien formés et prêts à accepter des conditions de travail précaires? Possible, mais si même l'immigration ne parvient pas à résorber ces déficits sectoriels de main-d'œuvre, peut-être faudrait-il envisager sérieusement de réformer en profondeur le système économique qui les a générés. Et peut-être même qu'alors les couples retrouveraient le chemin des berceaux, et non la fin, selon une formule qui a souvent été employée pour dénoncer la dénatalité.

Malheureusement (heureusement diront certains) on en est loin tant les facteurs qui contribuent à cette faible natalité (et fécondité) sont nombreux et puissants et peuvent être difficilement contrés par des mesures volontaristes comme l'a démontré l'échec de la plupart des politiques de population lorsqu'elles prétendaient s'inscrire à l'opposé des tendances "évolutives" naturelles des sociétés ou lorsqu'elles ne mettaient pas en œuvre les moyens financiers importants indispensables à leur réussite.

Pour illustrer ce genre de raisonnement, on peut penser par exemple que la mondialisation exerce une pression insupportable à la baisse des salaires en raison des conditions concurrentielles de nos économies, mais en même temps on sait que le système libéral d'économie de marché qui domine les échanges mondiaux rend pratiquement impossible l'isolement d'un pays ou d'une région, fût-elle aussi importante que l'Union européenne, et l'instauration de politiques protectionnistes sans entraîner des dysfonctionnements encore plus graves.

### **Avantages et inconvénients d'une population croissante**

Mais en poursuivant plus avant la réflexion, quelle raison impérieuse devrait nous inciter à penser qu'une population croissante (donc dans laquelle les naissances sont durablement supérieures aux décès ou, en d'autres termes, dont la fécondité est supérieure au taux de remplacement des générations si l'on s'en tient au seul mouvement naturel, ou dont les immigrants compensent les éventuels déficits naturels si on considère aussi le mouvement migratoire) serait systématiquement préférable à une population décroissante, voire à une population simplement stationnaire ?

L'idée semble tellement évidente et bien établie qu'elle ne mériterait même plus une démonstration, un peu comme la loi de la gravitation. Pourtant, à moins de se référer à des époques lointaines où la survie du groupe était menacée par la force de la mortalité, comme nous l'avons évoqué plus haut, il est devenu évident que cette question s'inscrit dorénavant dans une problématique "avantages-inconvénients" qui ne penche plus forcément dans le sens des avantages.

Certes une population (fortement) croissante peut constituer un atout sérieux pour une nation belliqueuse ou conquérante comme l'Histoire nous en apporte beaucoup d'illustrations tragiques. Mais au sein de nations dont les relations sont pacifiées grâce notamment à l'adoption de régimes démocratiques, l'argument militariste et de la puissance numérique est beaucoup moins évident à défendre, quand les différents potentiels se règlent par la négociation plutôt que par l'invasion militaire.

A la limite l'atout de la prédominance numérique peut rester décisif dans le rapport des forces politiques (comme c'est le cas en Belgique par référence aux deux communautés linguistiques), ou dans les échanges commerciaux (comme c'est le cas de la Chine par rapport à l'Europe). Par contre, dans les autres situations, les évidences sont loin d'être aussi clairement établies.

## Qui gagnera le match France-Allemagne ?

Néanmoins, il peut être intéressant de constater que, même au niveau européen, des comparaisons entre pays membres de l'Union circulent qui tendraient à accréditer la thèse selon laquelle la dynamique démographique peut devenir déterminante dans la confrontation des pays. C'est ainsi le cas de la comparaison France-Allemagne. On sait qu'actuellement la confrontation des deux pays comme locomotives de l'Europe donne l'avantage à l'Allemagne, si du moins on l'aborde par le biais de l'économie (meilleure politique industrielle, meilleure balance commerciale, meilleure maîtrise des déficits publics, etc.).

Par contre, en changeant de point de vue et en adoptant celui de la population, l'avantage est clairement à la France puisqu'elle affiche le niveau le plus élevé de fécondité en Europe et une croissance numérique assez forte alors que l'Allemagne connaît un déclin numérique lié à sa faible fécondité et à son vieillissement accéléré, malgré les appels soutenus à l'immigration. Très probablement que l'avenir renforcera ces tendances comme le laissent présager les projections démographiques et que l'écart s'accroîtra entre les tailles des deux populations.

Mais ce qui est pour le moins interpellant, c'est que les démographes français, toujours influencés par les thèses de Sauvy, et tous les hommes politiques de l'Hexagone, de gauche ou de droite, sont convaincus que ce différentiel démographique va permettre à leur pays de se ressaisir et de reprendre l'avantage sur leur concurrent le plus redouté. En somme, la démographie française vainqueur par KO de l'économie allemande ! On aimerait pouvoir y croire, mais même un systémiste convaincu peut éprouver quelques sérieuses difficultés à reconnaître la pertinence du raisonnement en cause.

En forçant un peu le trait, on peut dire que les experts français sont convaincus que leur croissance démographique va créer une demande susceptible de booster l'économie, tandis que le déclin numérique allemand, associé à un vieillissement accentué, va obliger les décideurs du pays de Bismark à creuser les déficits publics en consacrant des ressources de plus en plus importantes à la protection de leur population vieillissante fragilisée et en détruisant ainsi les frêles équilibres de leur système de protection sociale. De surcroît, ils seront obligés de faire appel à des flux migratoires de plus en plus importants qui ne feront qu'accroître les déséquilibres financiers et à renforcer la xénophobie et les confrontations socio-ethniques. C'est d'ailleurs bien ce qui se passe actuellement depuis que des vagues de migrants en provenance du Moyen-Orient se bousculent aux portes de l'Europe en réclamant le droit d'asile pour échapper aux guerres locales.

En somme, pour la France tout se passe comme s'il s'agissait d'une réédition du baby-boom d'après-guerre qui avait permis une relance de la production, une croissance du PIB et un partage du surplus. En oubliant toutefois de préciser que les nouvelles générations de l'époque se profilaient dans un pays dévasté et une économie en déroute en bénéficiant en plus de l'aide généreuse de l'allié américain, à travers le plan Marshall, dont on sait qu'il a été un élément déterminant de la domination du monde par les USA.

Nous aimerions laisser nos collègues français continuer à entretenir ce rêve, mais non sans leur avoir rappelé, s'il était nécessaire, que leur fécondité relativement élevée ne les mettra pas à l'abri du vieillissement qui se poursuivra aussi inéluctablement, tout au plus à un rythme légèrement moins soutenu (du fait de la progression continue probable des progrès de longévité)<sup>2</sup> et aussi que des générations jeunes plus "pleines" ne constitueront un facteur de développement de l'économie que si leur employabilité n'est pas remise en cause par la persistance de taux de chômage élevés, comme c'est cependant à craindre. (Et comme c'est aussi actuellement le cas illustré par l'échec persistant des politiques de relance vainement tentées par le gouvernement de gauche sous la quinquennat du Président Hollande).

---

<sup>2</sup> Probablement de plus en plus contestée par certains lanceurs d'alertes qui redoutent un retour en force de la morbidité.

## **L'alliance douteuse entre croissance démographique et croissance économique**

Mais d'où vient cette croyance persistante à la vie dure selon laquelle la croissance démographique serait en quelque sorte une condition nécessaire à la croissance économique ? Sans doute de l'identification de plusieurs périodes où les deux phénomènes ont été associés, aussi bien positivement (l'après deuxième guerre mondiale évoquée plus haut) ou négativement (les années trente et la crise financière internationale associées à un déclin de la natalité), mais aussi la période récente où les faibles fécondités coexistent avec une crise économique et financière d'une rare intensité).

Pourtant, il existe aussi des exemples qui invalident cette thèse, comme le fait que dans la plupart des pays en développement soumis à des croissances démographiques considérées comme explosives, le développement économique est longtemps resté bloqué et que, à l'inverse, dans les pays émergents qui affichent des taux de croissance insolents, la transition démographique a progressé parallèlement à grands pas en réduisant de façon drastique leur fécondité, pour les inscrire à des niveaux voisins de ceux des pays occidentaux.

Les statisticiens et les économistes ont leur part de responsabilité dans la propagation de cette croyance à partir du moment où ils ont confronté des séries chronologiques et/ou géographiques de taux de croissance dans les deux domaines et ont interprété les taux de corrélation élevés ainsi calculés comme la preuve de l'existence d'une loi universelle irréfutable. On sait pourtant depuis longtemps que les corrélations écologiques peuvent être fallacieuses et qu'elles n'ont souvent qu'une simple valeur informative, toujours à interpréter avec la plus grande prudence. Malgré tout, les experts de la Commission européenne n'ont pas hésité à affirmer avec force, en 2005 dans un livre vert consacré aux relations intergénérationnelles les qu'il n'existait pas d'exemples dans l'histoire où la croissance économique n'avait pas été associée à une croissance de la population.

Belle preuve d'aveuglement idéologique difficile à éradiquer, puisque très récemment des économistes réputés ont pris le risque d'énoncer une autre loi sur la relation entre le niveau d'endettement public et la possibilité de soutenir une croissance économique, l'idée étant qu'au-delà d'un certain seuil de déficit, la croissance était bloquée, le tout en se basant aussi sur de simples calculs de corrélation entachés de surcroît d'erreur de données et de méthode comme la faille fut reconnue ultérieurement.

La notoriété des auteurs et le présumé sérieux de leurs travaux ont cependant réussi à convaincre la communauté des économistes et des agences internationales de préconiser à tous les états d'adopter des politiques d'austérité et de limitation des déficits budgétaires pour éviter de handicaper la croissance économique, sans d'ailleurs que la remise en question des travaux incriminés ait d'une quelconque façon provoqué une révision des recommandations politiques ou une atténuation des contraintes budgétaires préconisées.

Une règle s'impose : en démographie, comme en économie, il est absurde de ramener des problèmes aussi complexes que les relations entre des phénomènes par nature multidimensionnels à une simple compétition entre deux taux, mesurés avec des outils aussi primitifs qu'une corrélation simple et même avec des modèles économétriques nettement plus sophistiqués. On peut mettre les phénomènes humains et sociaux en équations, mais il ne faut pas s'étonner quand ils prennent quelques distances avec les solutions mathématiques préconisées.

## **L'écologie a mauvaise presse**

Reste à se demander pourquoi la croissance, de quelque nature qu'elle soit, est devenue un objectif prioritaire pour lequel tous les sacrifices devraient être consentis, un peu comme l'élixir de jeunesse éternelle qui n'a cessé d'être convoité par tous les gérontes puissants. Difficile question à débattre, sans faire appel à la psychanalyse pour sonder le tréfonds des esprits. Elle est d'autant plus pertinente que depuis déjà quelque temps les méfaits de la croissance ont été révélés à l'opinion publique et aux dirigeants de nos nations qui tentent de la manipuler. On le sait, c'est l'émergence du nouveau paradigme écologique apparu principalement après la conférence de Rio qui mit le feu aux poudres.

La planète terre est limitée dans ses espaces et ses ressources et une population trop nombreuse peut contribuer à les épuiser trop rapidement, comme d'ailleurs une exploitation trop intensive. Les écologistes "profonds" (c'est-à-dire ceux sans concession) ont d'ailleurs souvent tenté de chiffrer la population mondiale maximale qui assurerait un développement durable de la terre et de ses habitants. Généralement les chiffres cités (appelés aussi capacité de charge) sont inférieurs à 4 ou 5 milliards (voire 2 ou 3 parfois), alors qu'en réalité la population planétaire frise les 7 milliards et s'achemine vraisemblablement vers les 10 milliards à l'horizon de la fin du siècle.

Les catastrophes en tous genres risquent donc de déferler sur l'humanité (quand ce n'est pas déjà le cas) : réchauffement climatique, déforestation, désertification, inondation des zones côtières, débordement des fleuves, fontes des glaciers, disparition des pôles et de la banquise, pénurie de denrées alimentaires, épuisement des ressources non renouvelables et inflation des prix, pollution des villes, multiplication des pandémies, exode climatique, disparition de la biodiversité et des espèces sauvages menacées, sans parler des conséquences sociales de ces évolutions qui les accompagnent nécessairement : multiplication des conflits armés locaux, déclenchement de guerres pour la maîtrise des approvisionnements énergétiques, etc.

Dans beaucoup de lieux, la cote d'alerte est atteinte, mais curieusement l'attention qu'on y prête est loin d'être à la hauteur des menaces et les préoccupations écologiques sont presque toujours reléguées loin derrière les contraintes budgétaires et économiques comme si les impératifs de la croissance devaient toujours surclasser les urgences de la défense de l'environnement<sup>3</sup>. Le ministre de l'écologie occupe presque toujours un strapontin éjectable et les énergies douces ont bien du mal à s'imposer face à une centrale nucléaire.

L'explication tient peut-être au fait que l'écologie et le développement durable restent des concepts ambigus face au réalisme du pouvoir d'achat qui parle à tous les consommateurs, lesquels sont aussi, comme on le sait, les électeurs.

## **Croissance ou décroissance : le choix improbable**

Mais à l'évidence installer des panneaux solaires sur les toits, remplacer les ampoules à incandescence par des leds, trier les déchets, consommer des aliments de l'agriculture biologique sont des initiatives sympathiques qui ne feront cependant que retarder le moment où les contraintes environnementales deviendront incontournables, aussi longtemps, en tout cas, que notre modèle de fonctionnement sociétal n'aura pas été réformé complètement dans ses finalités et ses moyens.

L'objectif prioritaire ne devrait peut-être pas être la croissance, mais la décroissance, un mot maudit qui a été pratiquement exclu de tous les débats. Qu'on ne s'y trompe cependant pas : la

---

<sup>3</sup> La preuve en a encore été administrée lors de la conférence de Paris sur le climat fin 2015 où malgré une prise de conscience plus aigüe des urgences, il est apparu qu'il serait difficile d'obtenir un consensus sur les mesures à adopter.

décroissance n'implique pas le retour à l'âge des cavernes et l'hébergement dans les arbres de la forêt, comme les plus stupides de ses détracteurs aiment à le faire croire. Il s'agit seulement de revoir fondamentalement nos modes de vie en évitant les gaspillages et les pratiques ostentatoires, en éliminant les investissements inutiles et les modes de production non durables. Difficile cependant de penser que nous sommes prêts d'en prendre la direction.

### **Qui a peur du vieillissement ?**

Parmi tous les phénomènes qui ont accompagnés la transition démographique, il est incontestable que celui qui a eu les répercussions les plus importantes est le vieillissement démographique, lequel dépend d'ailleurs de la façon dont évoluent la fécondité et la mortalité. Il est tout aussi incontestable que le vieillissement a un coût et que ce coût ne fera que s'accroître au fur et à mesure de sa progression. Mais à nouveau, la question qui s'impose avant tout est de savoir dans quel sens penche la balance "coûts-bénéfices". Or, en mettant régulièrement l'accent sur la hausse des dépenses sociales à travers le paiement des retraites et la prise en charge des coûts de l'hébergement et des soins de santé, on finit par perdre de vue que le principal avantage du vieillissement c'est d'avoir accompagné le recul de la mort et engagé la victoire de la vie. Certes le vieillissement signifie plus de personnes âgées, mais en même temps des personnes qui vivent plus longtemps et en meilleure santé, au point qu'on puisse parler de rajeunissement collectif plutôt que de vieillissement.

Au passif, on ne peut pas sous-estimer pour autant la charge accrue qui pèse sur les jeunes générations, mises en demeure de supporter les coûts croissants des générations âgées, de sorte que le problème du vieillissement n'est plus seulement de faire face à un alourdissement des dépenses publiques, mais de gérer la difficile question des rapports entre les générations pour éviter qu'elles ne dérivent dans le sens de la compétition et de l'affrontement, plutôt que dans celui de la complémentarité et de la cohésion sociale.

### **Pas de salut sans un contrat intergénérationnel**

D'où l'urgence de négocier un nouveau contrat, non plus seulement social comme au XXe siècle, mais aussi et avant tout intergénérationnel, ce qui sera un des grands chantiers du XXIe siècle. Et pour que ce contrat soit équilibré, il importe que les seniors puissent apporter une contribution forte à la gestion des sociétés vieillissantes et qu'ils cessent d'être considérés comme des parasites à la charge des seuls actifs.

Pour ce faire, les aînés doivent être reconnus comme des citoyens à part entière susceptibles de participer à la gestion de la cité et pas seulement d'en recevoir des biens et des services. C'est donc un changement radical d'organisation qui s'impose pour quitter le modèle actuel de la dépendance et de l'assistance pour celui de la participation et de l'intégration.

Or, on en est loin actuellement, et les mesures qui sont prises par les politiques publiques dans la période d'austérité et de récession que nous vivons sont presque toujours des mesures de réduction et de limitation des transferts vers les personnes âgées : réduction des retraites, réduction de l'accessibilité aux soins de santé, augmentation du prix des produits pharmaceutiques, limitation du nombre de places en institution, relèvement du coût de l'hébergement, abaissement des exonérations fiscales, etc. Le tout au nom de la rigueur budgétaire imposée par l'Union européenne et les grandes agences internationales.

Le danger est bien entendu que les gains engrangés grâce aux progrès de la longévité soient perdus et que la pauvreté, qui fut un moment presque éradiquée de la vieillesse, revienne en

force, avec son cortège de misères auxquelles les personnes âgées fragilisées sont sensibles : malnutrition, morbidité, isolement, détresse morale, etc.

### **La révolution grise est-elle condamnée ?**

Reconnaissons-le avec humilité : la révolution grise que nous avons anticipée il y a déjà quelques décennies a du plomb dans l'aile et les faits semblent donner raison aux prophètes de l'apocalypse qui dénonçaient les catastrophes séniles et les hivers démographiques.

En quelque sorte, la situation est analogue à celle constatée à propos du choc écologique. Les diagnostics existent et les remèdes sont à portée de main, mais la prudence et l'attachement à des vieux réflexes conservateurs nous tétanisent et nous empêchent de nous engager résolument dans la voie des réformes audacieuses qui s'imposent.

Une chose semble certaine : ce ne sont pas quelques mesurées fiscales pour grappiller par ci par là quelques milliards supplémentaires afin de combler le trou de la sécurité sociale et les déficits qui fleurissent de tous côtés qui viendront à bout de cette grande crise de société qu'il faut bien désigner comme une crise de civilisation plus que d'économie.

La réforme dont il s'agit devra être globale et totale, sans être dominée par les diktats des marchés financiers ou la peur de rompre avec les sacro-saints principes du libéralisme et de l'économie de marché.

Un défi à relever, mais aurons-nous d'autres alternatives, en nous réfugiant derrière la science et la technologie pour résoudre toutes les difficultés dont l'avenir semble encombré ?

# Basse fécondité et prospective sociétale

## Perspectives démographiques en Europe et développement durable

Ignace Berten

### Problématique

Nombre de pays membres de l'Union européenne connaissent depuis plusieurs décennies des niveaux de fécondité assez bas, qui se situent nettement en dessous du taux de renouvellement des générations. Du point de vue démographique, la situation est cependant loin d'être uniforme. Par ailleurs les toutes dernières années, on avait constaté dans divers pays des signes d'un léger redressement, mais avec un léger fléchissement depuis le début de la crise de 2008<sup>4</sup>. Cette situation, – ainsi que les perspectives de poursuite de cet « étiage », – est bien étudiée par les démographes et les experts des systèmes sociaux. De façon relativement récente, les milieux économiques et politiques expriment leur inquiétude à ce sujet. On peut cependant se demander si cette inquiétude mesure bien toute la portée de ce fait quand à l'avenir de nos sociétés européennes. En effet, les préoccupations exprimées, entre autres au niveau de l'Union européenne, sont presque exclusivement d'ordre économique. L'inquiétude porte sur l'avenir des systèmes de retraite et de leur financement, sur la disponibilité des forces de travail, sur l'apport nécessaire de l'immigration. L'ambition de notre projet est plus large et plus fondamentale, puisqu'elle vise à s'interroger à la fois sur le sens à donner à la raréfaction de la production d'enfants et sur les conséquences sociétales globales d'une telle donnée.

Ce phénomène renvoie à des questions fondamentales : quelle société est-il en train d'engendrer ? Quelles conséquences possibles sur la cohésion et l'avenir de l'Union européenne ? Quelles sont les prises possibles sur cette évolution démographique ? Si les tendances se prolongent et que l'ensemble de leurs paramètres n'évoluent pas non plus de façon significative (mais on sait la grande inertie des tendances démographiques), la figure que prendra la société à long terme, autour de 2050 pour fixer un terme, pourra-t-elle être une société de bien-être, de bonheur de vivre, compte tenu d'une pyramide des âges inversée ?

Depuis quelques années, le thème du développement durable s'est imposé tant à la conscience collective, qu'au discours politique : épuisement des ressources, réchauffement climatique, disparition des espèces animales, etc. Il y a de plus en plus d'études et de réflexions dans la perspective d'un développement durable. Mais en ce qui concerne l'Europe, le facteur démographique n'est jamais intégré à cette approche (il n'est pris en compte que pour les pays du Sud, c'est-à-dire là où la forte croissance des populations pose problème<sup>5</sup>). Notre étude part de la conviction qu'il y a urgence à croiser les deux problématiques, politico-économique d'une part, durabilité du développement d'autre part, à partir de ce facteur démographique.

---

<sup>4</sup> Cf. les derniers chiffres d'Eurostat pour l'Union européenne : Giampaolo LANZIERI, *Towards a 'baby recession' in Europe ? differential fertility trends during the economic crisis*. Eurostat, Statistics in focus 13/2013. Les chiffres les plus bas de naissances vivantes ont été atteints en 2002 ; ils ont remonté progressivement jusqu'en 2008, et ont recommencé à décliner ensuite.

<sup>5</sup> On constate cependant que dans nombre de pays du Sud, les taux de fécondité ont baissé beaucoup plus vite qu'on ne l'avait prévu.

## Les trois âges de la démographie

Le vieillissement que connaissent nos sociétés signifie un changement radical d'époque qu'il faut situer dans l'histoire démographique. La transition démographique a été caractérisée d'abord par une baisse des indices de mortalité, – tant la mortalité infantile<sup>6</sup>, que la mortalité à l'âge adulte, – baisse directement liée au progrès médicaux et à ceux des politiques sanitaires, et ensuite par une baisse progressive de la natalité. Au cœur de ce processus, il y a un moment où l'écart entre la mortalité et la natalité est maximum, ce qui induit une phase de croissance démographique rapide, avant que la stabilisation de la mortalité et de la natalité à des niveaux bas n'aboutisse à une population stagnante, ou même décroissante.

Il est utile de caractériser ici les traits principaux, quant à l'image de la société, des trois étapes de l'histoire démographique en Europe. Cette histoire étant elle-même liée à celle des sciences et des techniques.

Avant la transition démographique, la mortalité est très élevée à tout âge, mais particulièrement autour de la naissance. La mort est omniprésente et l'individu est marqué par une temporalité courte et une insécurité massive. La permanence appartient non à l'individu, mais à la société qui affirme sa permanence par ses structures de pouvoir et ses expressions symboliques : la société est stable, fortement stratifiées et hiérarchisée, les statuts étant verrouillés. Une fécondité élevée est nécessaire pour assurer la reproduction de la société et la survie des familles. En même temps, il y a une lente montée vers l'autonomie individuelle.

Les progrès de la médecine réduisent considérablement la mortalité. Les repères et cadres de la société précédente sont bousculés. Une main-d'œuvre abondante et jeune est mobilisée par l'industrie. Le risque de vie biologique est devenu surtout un risque social, couvert par l'État providence. L'autonomie individuelle étend son emprise, des possibilités d'ascension sociale s'ouvrent. L'âge d'or industriel réussit une forme d'intégration de masses numériquement croissantes. En même temps, grâce entre autres à la contraception, la natalité baisse rapidement. La contraception n'est cependant pas la cause de la baisse de la natalité, comme un discours trop simple le suggère trop facilement. C'est parce que les femmes ont acquis davantage d'autonomie et exprimé le désir de maîtriser leur fécondité, que les firmes pharmaceutiques ont produit des contraceptifs efficaces et commercialement rentables, fournissant ainsi aux femmes un moyen sûr et pratique de réalisation de leur désir, alors qu'une réduction de la natalité était déjà nettement observable, réduction obtenue grâce à divers autres moyens moins efficaces. Cette réduction de la natalité est directement liée au fait qu'autrefois, dans le monde rural, une nombreuse progéniture représentait à la fois une offre de travail et donc une ressource économique et une assurance sur l'avenir (le soin des parents vieillissants), alors qu'aujourd'hui les enfants sont une charge supplémentaire. D'où une influence de la situation économique du pays sur la fécondité.

Une nouvelle étape se marque ensuite, bousculant à nouveau les traits de la société industrielle, en raison à la fois de l'allongement de la vie (plus de quatre-vingts ans, c'est-à-dire un doublement en deux siècles<sup>7</sup>), de la faible natalité, et des nouvelles techniques d'information et de communication. Le temps personnel s'allonge, l'espace social est celui de la concurrence, et donc de la mobilité et du mouvement permanent. L'individu s'affirme, à la recherche d'appartenances limitées et instables, mais est livré à l'insécurité de son statut, dans la discontinuité et l'émiettement social.

---

<sup>6</sup> La mortalité infantile (décès avant un an) a été réduite de façon considérable en deux siècles. En France, jusqu'au 18<sup>e</sup> s., elle était autour de 300‰ ; au 19<sup>e</sup> s., elle tombe à 150‰ ; il y a 30 ans elle est de 15,4‰ et actuellement de 4,5‰. Aujourd'hui, elle dépasse les 100‰ dans nombre de pays africains, pour atteindre 182‰ en Angola.

<sup>7</sup> Depuis quelques années les statistiques reprenant la répartition de la population par tranches d'âge comportent souvent une catégorie nouvelle : 100 ans et plus.

La croissance de la population n'est pas un objectif à poursuivre en soi : dans nombre de pays du Sud, elle constitue un problème majeur (même si cette croissance a décréu dans bien des pays bien plus rapidement qu'on ne le pensait). La terre ne peut en tout cas pas supporter une croissance indéfinie. Le « croissez et multipliez vous » n'est plus à l'ordre du jour. Une contraction de la population n'est pas non plus un mal en soi, ni non plus un vieillissement marqué de la population. Mais un effondrement de la population peut réellement poser problème. Il n'existe pas un taux idéal de peuplement en relation avec la diversité des territoires.

Pour l'Europe, nous devons nous poser la question : quel visage prendrait notre société si les données démographiques actuelles sont simplement prolongée sur un espace temporel de cinquante ans ? Indépendamment du facteur de croissance ou de décroissance de la population, celle-ci vieillit. Ce vieillissement va de toute façon s'accroître, du fait de l'allongement constant de l'espérance de vie, de l'ordre de trois mois par an depuis une centaine d'années. Rien ne permet de penser que cette tendance de fond ne va pas se prolonger pendant un temps encore relativement long<sup>8</sup>. Sauf catastrophe majeure : guerre, pandémie, mais aussi crise économique profonde. L'espérance de vie a diminué en Russie ces dernières décennies ; la mortalité a significativement augmenté en Grèce en raison de la crise financière et économique dans laquelle elle est plongée.

Mais ce vieillissement, c'est-à-dire le rapport entre les personnes âgées et les plus jeunes, est et sera d'autant plus marqué que la fécondité est basse, c'est-à-dire que la relève des générations est faible. Cet équilibre des âges s'annonce très différent selon les différents États européens. En effet, une population qui se réduirait de 20 ou 30% ne sera pas seulement une population nettement moins nombreuse, mais ce sera une population très significativement plus vieille, une population dont la pyramide des âges sera nettement inversée. La question est donc de savoir si nous aurons une société plus vieille qui aura plus ou moins d'enfants, plus ou moins de jeunes : cela constitue une différence considérable.

## **Il y a démographie et démographies**

Il n'y a pas une démographie en Europe : il y a des démographies assez contrastées. L'analyse par groupes de pays le montre clairement. C'est bien pourquoi, les discours généraux et les cris alarmistes, de l'OCDE par exemple, concernant l'avenir des retraites, ou les rapports entre forces de travail et immigration, ne sont pas pertinents dans leur généralisation. Certains phénomènes sont évidemment communs à l'ensemble des pays européens. La longévité augmente partout : il y a et il y aura de plus en plus de centenaires. Sur la durée d'un siècle, la fécondité a partout baissé, mais de façon diversifiée. Les évolutions démographiques sont caractérisées par une importante inertie, elles se situent dans le temps moyen ou long, les modifications de comportements ou de situations n'ayant d'effets que très progressifs. Certaines prévisions raisonnables sont donc possibles, même si l'avenir n'est pas toujours la simple prolongation des tendances actuelles.

Il faut aussi observer que les évolutions démographiques naturelles ne sont qu'un élément parmi ceux qui déterminent l'avenir de nos sociétés européennes : les phénomènes politiques, économiques et sociaux ont leurs dynamiques propres, de même que les mouvements migratoires. Des événements sociaux violents, une guerre ou une pandémie peuvent aussi modifier profondément et brutalement les données, tandis que la dégradation des conditions économiques a des conséquences sur la longévité. Ainsi, si l'allongement de l'espérance de vie est un trait commun sur le long terme, – mais n'est évidemment pas infini, – on doit se demander jusqu'où il se prolongera nécessairement dans le moyen terme : ces dernières

---

<sup>8</sup> Cf. André LAMBERT et Louis LOHLE-TART, *L'inconcevable explosion des centenaires*, Document ADRASS, 2002.

années, certains pays européens ont connu un recul sur ce terrain, et surtout un recul d'un allongement de la vie en bonne santé. Les choses sont étroitement liées à la bonne ou mauvaise santé de l'économie et des politiques sociales.

L'Union européenne prise dans son ensemble connaîtra à l'horizon 2050 une évolution marquée par trois facteurs, dont deux sont dès aujourd'hui quasi certains : un vieillissement significatif des populations et une diminution du volume global de la population (d'environ quarante millions d'habitants), et par ailleurs probablement la continuation d'une immigration modérée.

Les calculs démographiques montrent que si une immigration plus importante peut répondre momentanément à une pénurie de main-d'œuvre, elle ne peut contribuer sur le plus long terme à un rajeunissement de la population ou plus précisément à une forme de rééquilibrage entre population active et population âgée financièrement dépendante, vu que 1° les immigrants sont dans l'ensemble des adultes qui vieillissent à leur tour, et que 2° ces immigrants se rapprochent assez rapidement de la population locale quant à leur comportement de fécondité.

Cela dit, les analyses montrent des situations assez contrastées (en ne retenant que les groupes de pays les plus importants). En l'absence de migrations, en 2050 :

- Les pays Nord-Ouest (9 pays : la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Scandinavie, etc.) auront gagné 9 millions d'habitants, soit 5% ;
- Les pays germaniques (4 pays : Allemagne, Autriche, Lichtenstein et Suisse) en auront perdu 18 millions, soit 19% ;
- Les pays du Sud (4 pays : Grèce, Espagne, Italie, Portugal) en auront perdu 20 millions, soit 16% ;
- Les pays centraux (18 anciens pays de l'Europe communiste, y compris la Russie) en auront perdu 53 millions, soit 17% ;
- Les pays de l'islam (Turquie, Albanie, Azerbaïdjan) en auront gagné 33 millions, soit 40% ;
- L'Europe des 47 aura perdu près de 52 millions d'habitants, soit 8%. Quant à l'Europe des 27, elle aura perdu près de 43 millions d'habitants, soit 9% ;

Ces chiffres montrent combien il n'y a de fait pas une démographie en Europe, mais bien des démographies très différentes, tant au niveau de la grande Europe (47 pays) que de l'Union européenne (actuellement 28 pays).

Ce fait de différenciations démographiques suggère quelques constatations importantes :

- Un discours alarmiste général (hiver démographique, culture de mort...) est en décalage avec la réalité. Que la population totale se réduise de 8 ou 9% au cours des quarante prochaines années n'est pas en soi une catastrophe totale.
- Les projections ne portent que sur le mouvement naturel de la population actuelle, hors immigration. Or l'Europe est et restera terre d'immigration, qu'on veuille fermer les frontières ou non, qu'on fasse appel explicite ou non à de la main-d'œuvre importée. La baisse sera donc certainement moindre que ce qui est calculé.
- Comme les analyses et projections le montrent, si l'immigration peut répondre, à certaines conditions, à un manque de main-d'œuvre, elle ne peut réellement contribuer à améliorer le rapport entre actifs et dépendants en termes d'évolution démographique, en particulier en ce qui concerne le financement des retraites.

Ce fait suggère aussi des questions importantes :

- Pour les pays qui seront le plus marqués par le vieillissement, trois questions se poseront. 1) le dynamisme et la créativité de la société ne seront-ils pas touchés négativement ? 2) la qualité de la vie relationnelle, compte tenu, de ce nouvel équilibre des relations ne sera-t-il pas aussi négativement touché ? 3) si on développe une politique active d'immigration importante pour répondre au besoin de main-d'œuvre, comment cela sera-t-il accepté par

une population qui a déjà tendance à se plaindre qu'il y a trop d'immigrés ? On voit à l'heure actuelle l'opposition des populations à accueillir les demandeurs d'asile en provenance du Moyen Orient, particulièrement en Europe centrale, dans les pays où le déficit démographique est très marqué. Par ailleurs, la politique d'accueil ouverte et généreuse des demandeurs d'asile de la part d'Angela Merkel en Allemagne, politique dont les intentions humanistes sont évidentes, mais qui est aussi marquée par une intention économique d'accueil d'un supplément de main-d'œuvre, cette politique se heurte à une forte opposition interne.

- Au niveau de l'ensemble de l'Union européenne, ces perspectives démographiques posent aussi question. De plus en plus, l'Union souffre d'un manque de cohésion entre un Nord relativement privilégié du point de vue économique (ce qui ne veut pas dire sans problèmes, comme le développement d'une classe de travailleurs pauvres en Allemagne), et un Sud et un Centre frappés durement par la pauvreté. Si à ce déséquilibre s'en rajoute un second de type démographique, avec des pyramides des âges très différentes (ce second déséquilibre ne recouvrant pas géographiquement le premier), cela n'augmentera-t-il pas les problèmes de manque de cohésion, et finalement la viabilité de l'Union elle-même comme ensemble économique-politique ?
- Enfin on doit se poser une question politique fondamentale : de véritables politiques démographiques sont-elles souhaitables ? sont-elles possibles ? À quelles conditions le seraient-elles pour être efficaces ? avec quels moyens ?

## **De quelques stéréotypes**

### *Dénatalité et vieillissement*

On relie spontanément dénatalité et vieillissement : si les femmes mettent au monde moins d'enfants, la population vieillit. Il suffit de comparer le visage d'une ville d'Afrique ou d'Asie avec les nôtres pour s'en convaincre. C'est une évidence. Mais que dit-on quand on parle de vieillissement ? En données absolues, cela signifie qu'il y a accroissement du nombre et de la proportion de vieux. Une natalité plus élevée ne diminuerait en rien le nombre vieux. Elle modifierait cependant la proportion des vieux dans la population, et changerait donc les données relatives. De cette donnée relative, on conclut, au sujet de pensions, qu'il faudrait augmenter le nombre de cotisants par rapport au nombre de pensions à payer, et cela dans un horizon temporel assez court : une vingtaine d'années. Mais à un tel horizon, un sursaut spectaculaire de la natalité n'apporterait aucun cotisant de plus ! Dans cette approche comptable, il n'y a alors pas d'autre moyen que de faire venir des cotisants d'ailleurs. Et on est renvoyé au problème de l'immigration...

Il faut prendre acte du fait que, à moins d'une fécondité explosive, ce qui est inimaginable, nos sociétés vieillissent de toute façon, en raison de la prolongation constante de l'espérance de vie. À supposer qu'on ait une fécondité assurant le renouvellement des générations, la pyramide des âges ne cessera pourtant de se transformer, le sommet ayant tendance constante à s'élargir.

Il faut noter par ailleurs que le vieillissement moyen est accompagné du fait qu'on vit aussi de plus en plus longtemps en bonne santé, grâce aux progrès de la médecine : avoir 80 ans aujourd'hui n'a pas la même signification du point de vue de la santé moyenne qu'il y a cent ou cinquante ans.

### *Une fécondité inférieure à 2,1 entraîne-t-il nécessairement une chute de la population ?*

Le taux de fécondité assurant un renouvellement naturel de la population se situe à 2,1. On en conclut rapidement, qu'en deçà de ce chiffre, la population va inexorablement décroître. Or c'est faux.

D'une part, avec des taux autour de 1,8, à l'horizon de 2050 et 2100, la population ne diminuera pas (malgré les apparences), si l'espérance de vie continue à augmenter au même rythme que pendant le siècle dernier, ce qui est très probable pendant encore un certain temps<sup>9</sup>. Mais cela entraînera évidemment un vieillissement constant de la population. Ce n'est que si, à plus long terme, l'espérance de vie se stabilise qu'il y aura décroissance de la population.

D'autre part, il faut tenir compte du fait de l'immigration. Malgré une politique très restrictive depuis de nombreuses années déjà, les pays européens connaissent des taux significatifs et permanents d'immigration, nettement plus élevés que ceux qui concernent l'émigration (ou le retour au pays d'immigrés).

S'il est vrai que quelques pays sont menacés d'une diminution sévère de leur population dans les décennies à venir (typiquement Russie ou Bulgarie, non seulement par la chute de la natalité, mais aussi en raison d'une forte émigration), ce n'est pas vrai pour la majorité des pays européens, même là où les taux de fécondité sont en deçà de celui de renouvellement de la population. Les cris alarmistes sont souvent aussi très idéologiques<sup>10</sup> : les choses demandent à être sérieusement nuancées. Nous reviendrons de façon plus précise sur les différents scénarios possibles à partir des simulations statistiques prospectives.

### *L'Union aurait besoin de 160 millions d'immigrés d'ici 2025 ?*

En janvier 2000, l'ONU publie un rapport dans lequel elle fait quelques hypothèses quand à l'avenir de la population en Europe<sup>11</sup>. Les médias ne retiennent de ce rapport qu'un seul scénario, totalement invraisemblable, selon lequel l'Union européenne aurait besoin de 160 millions d'immigrés d'ici 2025. L'hypothèse retenue dans ce scénario est celle d'un même rapport entre la population en âge de travailler (20-64 ans) et la population âgée (65 ans et plus), c'est-à-dire une hypothèse selon laquelle on chercherait à éviter le vieillissement relatif de la population, et cela dans la seule perspective, non déclarée, du marché du travail. Mais si on suit un tel raisonnement, en tenant compte du fait que les immigrés viennent jeunes, qu'ils font des enfants (plus que la moyenne, pour la première génération en tout cas, puis s'alignent assez rapidement sur les taux moyens), qu'ils vieillissent à leur tour, c'est-à-dire requièrent de nouveaux immigrants pour maintenir le même équilibre, à l'horizon de 2050, cela ferait une population de 1,2 milliards pour l'Union européenne!

Pour la Belgique, une simulation depuis 1948 montre que l'immigration n'est pas un moyen de rajeunir la population, mais a surtout pour effet d'augmenter la population. Sans immigration : la Belgique aurait compté aujourd'hui 8,8 millions d'habitants au lieu de 10,2 millions de population totale et de 9,4 millions de Belges réellement observés. L'apport des étrangers à la population du pays a donc été de 1,4 million d'habitants en un demi siècle (près de 15%) ; sur ce total, l'apport des étrangers à la population de nationalité belge a été de huit cent mille personnes, par les naturalisations, directement ou indirectement (par exemple, les naissances des 'nouveaux' Belges). L'impact est donc important. Mais, en ce qui concerne la

---

<sup>9</sup> Il est évident, cependant, que l'allongement de l'espérance de vie ne durera pas indéfiniment : mais quelle est la limite ? Par ailleurs, un accident démographique majeur est toujours possible : guerre, pandémie non maîtrisée... Ou encore le chaos : en Russie, l'espérance de vie a nettement régressé depuis la chute du communisme.

<sup>10</sup> Comme Michel SCHOYANS dans *Le crash démographique*, Paris, Fayard, 1999. Et Gérard-François DUMONT, *Les conséquences géopolitiques de « l'hiver démographique en Europe »*, dans Marie-Laure BECK et François GEINOT, *Europe, l'hiver démographique*, Lausanne, L'Âge de l'homme, 1989. Schooyans ne parle pas seulement de l'Europe, mais du monde : « Le déclin démographique prend la forme d'une débacle, d'un naufrage : si l'homme rend à disparaître, que avenir pour le monde ? » (p. 8). En p. 14, il présente un graphique selon lequel, dans les années 1960, le taux de croissance de la population mondiale était de 2% an, en 2010 de 1,3, et en 2050, il serait de 0,5%. Faut-il tirer la sonnette d'alarme ? Une stabilisation de la population mondiale, compte tenu de la limite des ressources, ne serait-elle pas le scénario le plus souhaitable ?

<sup>11</sup> « Les migrations de remplacement : s'agit-il d'une solution au déclin et au vieillissement des populations ? »

répartition par âge, les résultats sont par contre beaucoup plus mitigés : sans les étrangers, la Belgique aurait compté aujourd'hui 23,2% de personnes de moins de 20 ans et 23,3% de personnes de 60 ans et plus. Avec l'apport étranger, les pourcentages observés sont respectivement de 23,6% et de 21,9%. Ces chiffres montrent bien que, contrairement à la croyance répandue, l'apport, même important d'étrangers à la population ne 'rajeunit' pas significativement celle-ci et ne diminue guère la proportion d'âgés<sup>12</sup>.

Si donc l'apport étranger a été déterminant en termes de volume puisqu'il a gonflé notre population de 15% en cinquante ans, l'effet est ténu en termes de moindre vieillissement. Il n'y a rien d'anormal à cela si l'on se souvient que les étrangers vieillissent aussi d'un an chaque année ! En transposant ces conclusions pour l'avenir, on peut donc dire que si l'on voulait lutter contre le vieillissement par le recours à l'immigration, il faudrait accueillir sans discontinuer des flux d'immigrants ; dès lors, on accroîtrait substantiellement le volume de la population, mais on ne la rajeunirait quasiment pas. En outre, ce mouvement d'immigration serait inéluctablement amené à s'accélérer, puisqu'il faudrait compenser aussi le vieillissement des précédents immigrés, qui s'ajoute à celui des populations plus anciennes...

### Démographie et médias

Les questions de population sont peu présentes dans les médias. Plus ou moins régulièrement, on trouve des échos, présentés à titre d'information brute, des données publiées par les institutions officielles, nationales ou internationales, concernant les populations (Instituts nationaux de statistique, services de Sécurité sociale, divisions statistiques des Nations unies, de l'OCDE, Eurostat pour l'Union européenne, etc.). Épisodiquement, on réagit, de manière informative, sur un événement particulier comme les Conférences mondiales sur la population (Mexico 1984, Le Caire 1994)<sup>13</sup>, ou sur un rapport, comme celui des Nations unies sur le nombre de migrants 'nécessaires' à l'Europe (janvier 2000) : quelques réactions d'actualité immédiate, alimentées par les deux grandes peurs contradictoires, le dépeuplement de l'Europe (« l'hiver démographique » dont parlent certains documents romains) et l'invasion musulmane... La problématique globale et systémique des questions de population pour l'Europe est complètement ignorée, et a fortiori les questions éthiques, une réflexion sur les valeurs et sur les enjeux sociaux.

Cette observation vaut tout autant pour les grands médias (journaux, radio, télévision), que pour les médias spécialisés dans la grande vulgarisation scientifique : quasi pas d'articles de fond concernant la population.

Comment expliquer ce phénomène, alors que dans la population les inquiétudes existent : qui paiera nos pensions ? les immigrés, particulièrement d'appartenance musulmane, vont-ils devenir majoritaires parmi nous<sup>14</sup> ?

### Démographie et discours politique

Les politiques s'interrogent et s'inquiètent de la situation démographique essentiellement pour des raisons économiques : comment financera-t-on les retraites demain<sup>15</sup> ? Y aura-t-il encore

---

<sup>12</sup> Cf. André LAMBERT, *Aperçu de l'histoire démographique de la Belgique de 1948 à 2000*, ADRASSS, 2007.

<sup>13</sup> Avec, du côté de l'Église catholique, les controverses concernant l'utilisation des contraceptifs ou la mise en cause de la politique des Nations unies (exemples les ouvrages de Michel SCHOYANS, *La face cachée de l'ONU*, Paris, Le Sarmant, 2000, et *Le terrorisme à visage humain*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2006).

<sup>14</sup> Par exemple un article du *Figaro Magazine* de 1986 sous le titre : « Serons-nous encore français en 2030 ? », ou plusieurs articles récents en Belgique annonçant que dans dix ans Bruxelles serait une ville à majorité musulmane et peut-être régie par la charia !

<sup>15</sup> Typiquement la Communication de la Commission européenne du 11.10.2000 (COM(2000) 622 final) : « L'évolution à venir de la protection sociale dans une perspective à long terme : Des pensions sûres et viables ». Dans le même sens, Xavier CHOJNICKI, « La population prend un coup de vieux », *Altgenatives*

une force de travail suffisante pour répondre aux besoins de l'économie ? Et politiquement, quelles seraient les conséquences d'un appel massif à l'immigration pour résoudre les problèmes économiques<sup>16</sup> ? Ces questions sont réelles et importantes. Mais elles passent sans doute à côté de l'essentiel. Et surtout, identifier la problématique de la dénatalité à une question de volume de population est très réducteur. En effet, résoudre ce genre de problème en imaginant des flux d'immigration, c'est appliquer une logique unidimensionnelle et simpliste des vases communicants : -1 / + 1. Logique arithmétique, apparemment sensée, mais qui ignore d'autres dimensions de la réalité, telles que la difficulté socio-économique et culturelle de faire cohabiter de manière volontaire des populations d'horizons différents. Logique économique qui réduit la question de la natalité à un problème quantitatif de pénurie de main d'œuvre. Or la problématique de la fécondité, et donc celle de la démographie, est fondamentalement multidimensionnelle. La question majeure n'est-elle pas, en effet : quelle société préparons-nous pour les générations qui viennent, à l'horizon de 20, 50 ou 100 ans ?

Dans *Le Monde* du 8 février 2000, Michel Godet signait un article sous le titre « Croissance et démographie : le refus de voir<sup>17</sup> ». Il y disait : « L'implosion démographique de l'Europe va être spectaculaire. En 1975, la France comptait 1,7 millions de jeunes de moins de vingt ans de plus qu'aujourd'hui. Le taux de fécondité en Italie du Nord et en Catalogne est tombé à moins d'un enfant par femme depuis vingt ans ! [...] Les pays européens sont comme des vergers dont les arbres, en plein rendement pendant quarante ans, arrivent à maturité sans que l'on ait prévu leur remplacement par de jeunes pousses. [...] En Europe, les efforts pour doper la demande de renouvellement des adultes équipés ne suffiront pas à compenser les pertes de consommation et surtout de dynamisme liées à l'effondrement de la jeunesse. C'est bien ce que ne comprennent pas les responsables des pays européens : il n'y aura pas de reprise économique durable sans dynamisme démographique. » Il faut se demander si un tel alarmisme est pertinent. Nous pensons qu'il nécessite pas de sérieuses nuances.

Ce qui est en cause, ce n'est pas seulement le dynamisme économique de la société de demain, c'est le dynamisme des sociétés en tant que telles. Le discours démographique sur l'Europe est trompeur : il n'y a pas une dynamique démographique en Europe, mais des dynamiques très contrastées. En sachant qu'aucune prospective n'est une connaissance

---

*économiques Hors-série*, n° 95, déc. 2012 : l'approche est exclusivement économique, portant sur le coût relatif du vieillissement, retraites et santé. – La proposition souvent débattue aujourd'hui d'un report de l'âge de la retraite est une façon trop étroite de poser la question : il faut faire une distinction entre troisième et quatrième âge, ce dernier, âge de la vieillesse, étant défini par la dépendance, or cet âge de la vieillesse ne cesse de reculer. L'enjeu, de ce point de vue, est celui de la valorisation sociale et économique des capacités disponibles du troisième âge, mais selon des formules plus créatives que le seul déplacement de l'âge de la retraite, d'autant plus que 1° la proportion de jeunes ne trouvant pas d'emplois est aujourd'hui très élevée (ce n'est pas en maintenant plus longtemps les âgés au travail qu'on favorise l'emploi des jeunes !) et que 2° la personne mise au chômage à 45 ou 50 ans a de grandes difficultés à retrouver un emploi. Aujourd'hui, le thème du recul de l'âge de la pension est d'abord une entourloupette qui vise à réduire le coût des retraites, et en fait le montant des retraites perçues réellement par les retraités.

<sup>16</sup> L'immigration est un fait et une nécessité (malgré tous les discours sur la fermeture des portes de l'Union). Mais elle ne peut simplement remplacer le vide créé par une démographie effondrée : une proportion fortement croissante d'étrangers serait probablement explosive du point de vue social : risques de rejet violent, de racisme croissant, etc. En ce sens, *Le Monde*, titrant son éditorial du 8 novembre 2003 « Besoin d'étrangers » a sans nul doute raison. Mais il faut bien remarquer que « l'immigration n'est pas la solution universelle pour combler les déficits démographiques et le manque de main-d'œuvre prévisible, mais elle peut y contribuer ». Par contre l'*Opinion*, exprimée par Ian DAVIDSON (de l'European Policy Center), dans *La Libre Belgique* du 5 avril 2001, « L'Europe dépeuplée », n'est guère crédible quand, en tête de l'article, il déclare : « Non seulement la population européenne vieillit, mais elle commence à diminuer et va probablement dégringoler dans les décades à venir. Ce déclin ne pourra être contenu que par une immigration significative » (en-tête de l'article de *La Libre*, reprenant une phrase de son texte).

<sup>17</sup> *Le Monde*, 08.02.00. Michel GODET est titulaire de la chaire de prospective industrielle au Conservatoire national des arts et métiers.

scientifique, qu'il y a toujours de l'imprévu en positif ou en négatif, on doit se poser deux questions au moins. Toutes choses égales par ailleurs, si on prolonge la dynamique de population actuelle des pays connaissant un taux de fécondité très bas, en tenant compte des différents facteurs déterminant l'évolution démographique (fécondité, allongement de la vie, immigration), quel type de société est-il en préparation ? Un autre projet est-il souhaitable ? Peut-on y contribuer pour qu'il soit faisable ? Ou encore : Comment exprimer et définir la société souhaitable, et pour cela quels procédures sociales et politiques afin de déterminer collectivement un tel objectif ? Et ensuite : Comment mobiliser ou susciter un engagement collectif en vue d'une telle société, compte tenu de la grande diversité des pays ? En ce sens, la question démographique prend place dans le paradigme du développement durable.

L'autre face de la question concerne le projet européen en tant que tel : en quoi des dynamiques démographiques très différentes peuvent elles avoir des conséquences sur le projet européen lui-même, sur la cohésion sociale, économique et politique de l'ensemble des pays constituant l'Union européenne (actuellement 28, mais normalement davantage d'ici 2050, à moins que l'Union ne s'effondre ou n'éclate) ? Nous ne traiterons pas spécifiquement de cette seconde question, mais il importe qu'elle soit aussi posée et rencontrée.

### **Sur le développement durable**

Les théories du développement durable affirment qu'il y a une responsabilité politique et économique vis-à-vis de l'avenir : « Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs<sup>18</sup> ».

Le concept de développement durable<sup>19</sup> a été proposé afin de faire face à une triple contrainte : la limitation des ressources naturelle et le gaspillage actuel de ces ressources ; la pollution croissante de l'environnement engendrée par les processus de production et de consommation ; la croissance démographique mondiale, surtout dans les pays du Sud, et les limites de capacité de la terre à supporter et nourrir une population en croissance exponentielle. De façon plus récente s'est imposée la question du réchauffement climatique.

Le développement durable propose une perspective holistique qui recherche

- une harmonie ou un équilibre entre l'être humain, ses activités productives industrielles et ses modes de consommation, d'une part, la nature, la réalité physique de la planète dans ses ressources, son intégrité écologique et son équilibre climatique, d'autre part ;
- une harmonie ou un équilibre entre les populations dans la répartition des biens essentiels et dans les possibilités d'accès à une vie dans la dignité pour tous ;
- une harmonie ou un équilibre dans les relations collectives entre États, groupes ethniques ou culturels, communautés convictionnelles ou idéologiques, en renonçant définitivement à la violence pour résoudre les conflits ;
- une harmonie ou un équilibre au sein des sociétés et dans la durée longue, quant à la densité des populations, la répartition des âges ou générations, les rapports entre autochtones et allochtones.

---

<sup>18</sup> Définition proposée par le Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Commission mondiale sur l'environnement et le développement, 1987. Aujourd'hui, on parle plutôt de développement durable.

<sup>19</sup> Introduit dans le cadre des Nations unies à la fin des années 1970, élaboré davantage pour le rapport Brundtland en 1987, et popularisé après la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, à Rio en 1992.

Le véritable développement (de l'homme et de tout l'homme, ou de tout l'homme et tous les hommes, disait Lebreton<sup>20</sup>) est l'orientation active vers un mieux-être pour tous, ce développement est durable dans la mesure où il permet aux générations futures à la fois d'en profiter et de maintenir la même dynamique.

Nous n'entrons pas ici dans le débat sur les termes à utiliser (débat qui ne porte évidemment pas seulement sur le vocabulaire, mais davantage sur le type d'évolution souhaitable de la société) : développement soutenable, développement durable, décroissance, abondance frugale... Il nous semble que la définition ici retenue est suffisamment générale que pour faire consensus. En précisant peut-être que toute société est évolutive et qu'il est souhaitable que cette évolution soit positive pour tous (ce qu'évoque le terme de développement pour autant qu'on ne le réduise pas à l'économique et au technique, et encore moins à la simple croissance du PN B). La perspective d'une croissance infinie n'est pas soutenable, en raison des limites de nos ressources ; la continuation et l'extension planétaire de notre type de développement et de croissance n'est pas non plus soutenable, pour la même raison, mais aussi en raison des dégâts causés par cette croissance à l'environnement<sup>21</sup>. Dès lors se pose nécessairement la question : quelle évolution sociétale<sup>22</sup> ? Il y a une exigence fondamentale pour tous : le passage de situations moins humaines à des situations plus humaines.

La mise en œuvre de ce paradigme du développement durable suppose une revalorisation forte du politique comme instrument de maîtrise douce (c'est-à-dire sans imposition idéologique totalitaire) des processus sociaux, du destin de l'humanité. Revalorisation du politique par l'explicitation des valeurs communes. Revalorisation du politique par l'affermissement de la démocratie représentative et la valorisation de la démocratie participative, aux niveaux local, national et régional (Union européenne). Revalorisation du politique par l'affermissement de l'autorité des Nations unies, dans un juste équilibre entre les instances chargées du maintien de la paix (Conseil de Sécurité), de la sauvegarde des Droits de l'Homme, de la régulation du commerce (OMC), de la gestion financière mondiale (FMI et BM), de la garantie des droits sociaux des travailleurs (OIT), de la vigilance dans le domaine de la santé (OMS), etc. Et cela exige une nouvelle articulation entre l'OMC, dont les règles s'imposent et qui dispose d'une instance de règlement de différends qui a force exécutoire, et les autres organismes à dimension sociale, sanitaire ou environnementale qui n'ont pas d'instrument leur donnant force contraignante. Le développement durable comporte nécessairement une composante démographique. Il y a longtemps que la question est posée pour les pays pauvres du Sud, en raison de leur croissance démographique intense et de fait insoutenable<sup>23</sup>. Mais, dans la perspective d'une société de mieux-être, il y a tout lieu de se

---

<sup>20</sup> Expressions reprises par l'encyclique *Populorum progressio* de Paul VI, en 1967 : texte assez prophétique par sa conception très globales du développement conçu comme développement proprement humain.

<sup>21</sup> Cf. *Notre monde de vie est-il durable ?* publié par Justice et Paix France

<sup>22</sup> Pour une analyse nuancée sur la question, critique à la fois vis-à-vis de l'idéologie régnante de la croissance et vis-à-vis des idées de décroissance, Jean-Marie HARRIBÉY, « Développement ne rime pas nécessairement avec croissance », *Le Monde diplomatique*, juillet 2004.

<sup>23</sup> Cf. André LAMBERT, *Des dynamiques économiques et démographiques génératrices de violence ? Petites réflexions à partir du cas du Pakistan*, ADRASS, 2002. « La durabilité du développement inclut la maîtrise démographique de la planète. [...] Sans cette maîtrise, la possibilité de développement devient une gageure pour les nations actuellement pauvres et prolifiques. Pourtant, au niveau planétaire, la limitation de la croissance du nombre de personnes ne s'avérera porteuse d'avenir que si la consommation de biens et la production de déchets, particulièrement celle des plus riches est elle aussi contingentée. S'il est clair que la planète ne peut pas supporter indéfiniment un accroissement du nombre d'humains, il est tout à fait aussi évident qu'elle ne peut pas supporter non plus qu'un nombre limité d'humains accroisse indéfiniment sa consommation et, en conséquence, les diverses pollutions. La maîtrise démographique qui est indispensable d'abord en vue d'un mieux-être des populations du Sud de la planète, ensuite pour l'équilibre global doit s'accompagner d'une retenue dans les modes de consommation et de pollution des riches d'aujourd'hui et de ceux qui le deviendront sans doute demain... C'est parce qu'on a largement oublié ce second volet que la seule évocation du mot "démographie" a

poser aussi la question des conséquences d'une démographie en net déclin et se situant fortement en deçà du taux de renouvellement des générations. On pourrait facilement dire que du fait de cette démographie localement récessive, ces pays sont sans doute concernés, au premier chef, par les défis de la limitation des ressources naturelles, de la pollution de l'environnement ou du changement climatique, mais nullement par la question de l'équilibre population - environnement dans une perspective de développement durable. L'hypothèse sur laquelle nous travaillons est qu'un déficit important de renouvellement démographique pose justement une question quant à cet équilibre, question qui est d'un tout autre ordre, certes, que celui d'une surpopulation, mais qui est bien celle d'un équilibre satisfaisant et qui ait du sens, à condition d'entendre l'environnement en un sens suffisamment large : rapport à la nature et à la figure générale de la société. Dans quelle mesure les manières de vivre aujourd'hui, et en l'occurrence les comportements concernant la fécondité, annoncent-ils ou n'annoncent-ils pas un monde souhaitable et de bien-vivre possible ? Autrement dit, le développement durable n'impliquerait-il pas à la fois une maîtrise démographique dans le Sud (réduction de croissance démographique) et en Europe (stabilisation démographique), et la maîtrise de la production et de la consommation (augmentation de la productivité, réduction de l'utilisation des ressources, réduction de la production des déchets, etc.) ? Ce développement durable implique aussi des changements profonds des modes de vie de nos sociétés industrielles : modération, sobriété, au profit de la cohésion sociale, de la qualité de vie et de la valorisation des dimensions relationnelles. Or, il faut bien constater que la composante démographique n'est jamais prise en compte en ce qui concerne la signification d'un développement durable en Europe.

Une des difficultés que rencontre l'ensemble de cette problématique démographique, est le fait que la fécondité est à la fois une question fondamentalement personnelle pour les femmes, interpersonnelle pour les couples, et politique pour l'ensemble de la société : quelle articulation possible entre volonté politique de maîtrise de la fécondité et respect de la liberté et de la responsabilité des personnes ? De ce point de vue, la question du taux de fécondité est une abstraction : aucune femme ne donne naissance à 1,3 enfants au cours de sa vie ! La question est moins celle du nombre d'enfants par femme, que celle qui ne font pas d'enfant du tout et celles qui en font. Par rapport à cette différence, il est évident qu'interviennent de multiples facteurs de type économique (les revenus, le coût des enfants...), sociaux (qualité des logements, disponibilités de crèches), conjoncturels (inquiétudes sur l'avenir), mais aussi culturels. Ainsi en Allemagne, la basse fécondité est en partie liée à la conviction partagée qu'une femme qui a des enfants ne peut travailler parce qu'elle doit s'en occuper (il y a donc tension entre désir de carrière et désir d'enfant), et pour cette raison il n'est pas nécessaire de développer un réseau de crèches, l'élément culturel et l'élément socio-économique se renforçant mutuellement. De façon toute récente la question politique des crèches est mise à l'ordre du jour. Cet exemple montre la complexité culturelle et politique de la question démographique.

---

hérissé le nationalisme sourcilieux des représentants des pays économiquement faibles et a été interprété comme une volonté de stérilisation » (p. 13).

# Enfants, parents et grands-parents en Europe ?

## Harmonie et chaos !

*André Lambert et Louis Lohlé-Tart, ADRASS*

### 1. Une prospective démographique

Pour le démographe, une population (implicitement humaine ; mais on pourrait imaginer des populations de logements, etc..) est un ensemble d'individus en perpétuel renouvellement. Cela veut dire d'emblée que si « la pyramide des âges » est emblématique des travaux du démographe, elle ne représente qu'une facette de la démarche de l'expert en population. En effet, la pyramide est une belle image – à un moment donné - de la répartition d'individus selon deux grandes caractéristiques : le sexe et l'âge.

Mais on pourrait catégoriser les individus selon d'autres critères, éventuellement combinables à l'âge : le degré d'instruction, par exemple, ou encore le niveau de revenu, la religion pratiquée ou la langue parlée, la bonne ou mauvaise santé, etc..

Cependant, tous ces classements ne doivent pas occulter le phénomène permanent et puissant qu'est le « renouvellement » de la population. Quelle qu'elle soit, et quelles qu'en soient les caractéristiques étudiées, une population voit entrer de nouveaux individus (les enfants, les migrants, les promus, ...) et constate le départ de certains. Quand à ceux qui sont déjà entrés mais pas encore sortis, ils ont changé de look : un an de plus, un diplôme supplémentaire, une maladie de plus ou de moins...

Quand on étudie une population, il est donc crucial d'aborder tant l'aspect structurel, symbolisé par la pyramide des âges que le contenu événementiel qu'est le renouvellement. C'est bien la raison pour laquelle il nous semble que la démarche prospective est parfaitement adaptée à l'approche démographique car on peut alors faire s'exprimer les tendances du renouvellement. Encore faut-il s'entendre sur le concept de « prospective » : on veut mettre en évidence le dynamisme de cette population dans ses interactions entre sa structure et les divers mouvements qui la font évoluer. Pour ce faire, on la projette dans le futur ou on la reconstitue dans le passé afin d'y mettre en évidence les ressorts de son évolution, généralement pour mieux la comprendre et débroussailler l'avenir en meilleure connaissance.

Mais jamais il ne faut croire qu'un exercice prospectif puisse être une prévision – sauf lorsque on se situe dans le très court terme ! En effet, à l'instar des autres scientifiques, les démographes – qui sont trop pauvres pour s'acheter une boule de cristal de qualité - ne

connaissent pas l'avenir et les enseignements qu'ils tirent du passé ou du présent ne servent qu'à deux choses : définir les limites d'un intervalle dans lequel la population future s'inscrira et tester des scénarios d'évolution.

C'est déjà beaucoup. Ainsi, on peut par exemple réfuter des bobards selon lesquels l'Europe va devenir une contrée uniquement peuplée de vieillards. Plus finement, on pourra également montrer comment les mouvements migratoires (ne) modifient (pas) beaucoup le pourcentage des âgés.

Une tradition, surtout française, considère que la prospective est un exercice relativement qualitatif, multi- ou interdisciplinaire, faisant intervenir de multiples partenaires dont l'objectif final est le partage d'une vision d'avenir.

En ce qui nous concerne, l'exercice prospectif que nous réalisons ici est uniquement centré sur la dynamique démographique. Il ne cherche pas à établir une vision d'un avenir démographique souhaitable. Il se veut uniquement exploratoire et destructeur : exploratoire en ce qu'il veut dessiner les contours des caractéristiques démographiques des populations européennes à l'horizon 2025 et 2050 en soulignant les convergences et les divergences ; destructeur en ce qu'il veut annihiler quelques idées reçues sur la population, cette « terra incognita » des décideurs politiques et de nombreux corps scientifiques, à commencer par les économistes.

## **2. La structure des populations européennes au début du 21<sup>e</sup> siècle**

Les répartitions par sexe et âge des populations des pays d'Europe – particulièrement « les 27 » apparaissent fort proches les unes des autres quand on les compare aux populations africaines, asiatiques ou américaines. Cependant, si on rétrécit le champ de la comparaison aux seuls pays européens, des particularités apparaissent. Pour mettre en évidence ces particularités, on va analyser la proximité des répartitions des populations selon l'âge et regrouper celles qui se ressemblent en quelques familles. On a procédé pratiquement comme suit :

- On possède pour l'an 2008 les répartitions par groupes d'âge quinquennaux (0-4, 5-9, ...,95-99) de 47 pays d'Europe (tous ceux du Conseil de l'Europe plus la Biélorussie dont les dirigeants ne sont pas acceptés au Conseil; cela inclut donc des entités aussi différentes que l'Allemagne, Andorre, l'Arménie ou l'Islande). On n'a pas tenu compte de la répartition par sexe.
- On calcule les répartitions en pourcentages des populations en classes quinquennales d'âge.
- On établit un tableau de 47 lignes sur 47 colonnes dans lequel chaque élément est la moyenne arithmétique des écarts quadratiques entre structures. L'écart quadratique est la somme des carrés des différences entre les valeurs relatives des groupes d'âge d'un

pays par rapport à un autre pris comme standard. Cette somme est divisée par le nombre de groupes d'âge considérés (20 en l'occurrence) et on en tire la racine carrée. Chaque pays est donc pris comme standard et comparé aux 47 pays. Plus le résultat est faible et moins il y a d'écart entre les deux pays considérés (bien évidemment, le pays comparé à lui-même donne la valeur zéro).

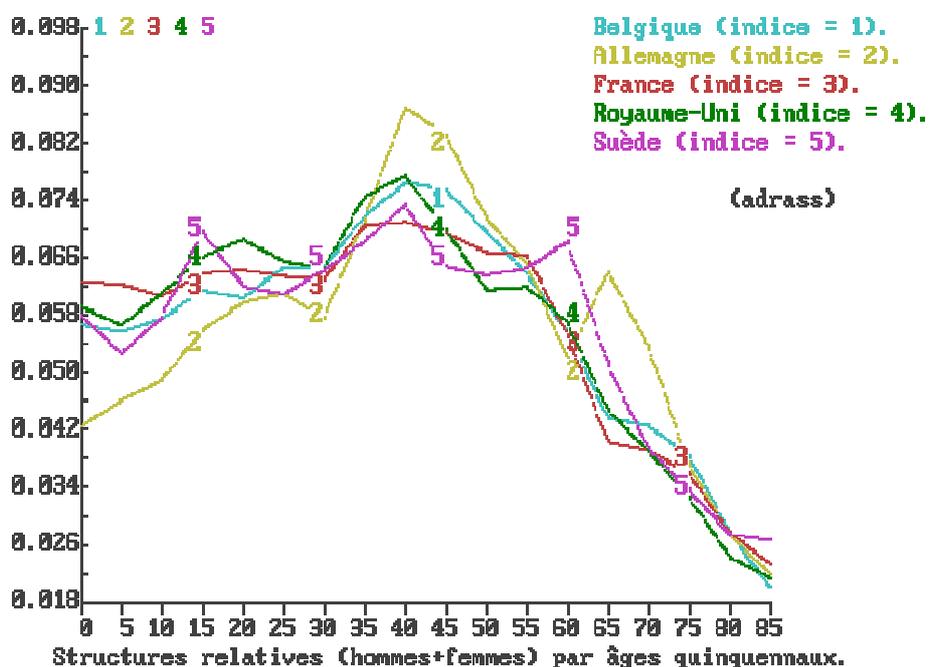
- On lit alors ce tableau en pointant partout les valeurs les plus faibles et on voit ainsi l'apparition de familles de pays. On constitue alors des entités en additionnant les populations de ces familles et on recommence l'exercice.

Les familles de pays ont été composées quasi exclusivement à partir de l'observation des valeurs calculées. Cependant, on a voulu garder une cohérence géopolitique au classement ; de ce fait, il est arrivé qu'un pays soit classé non pas automatiquement par la valeur de son indice le plus faible mais en fonction de son deuxième indice le plus faible lorsque ce choix est géo-politiquement cohérent. Les pays qui ont subi ce classement raisonné sont Andorre, la Bulgarie, la Croatie, la Tchéquie, la Hongrie, Malte, la Slovénie et la Serbie. Tous ensemble, ces pays ne représentent qu'une part très réduite de la population totale de l'Europe et ne biaisent donc pas fondamentalement les caractéristiques d'âge des familles dans lesquelles ils ont été placés. Les familles sont au nombre de cinq et comprennent les pays suivants (on n'a pas pu intégrer Monaco et le Kosovo par manque d'informations) :

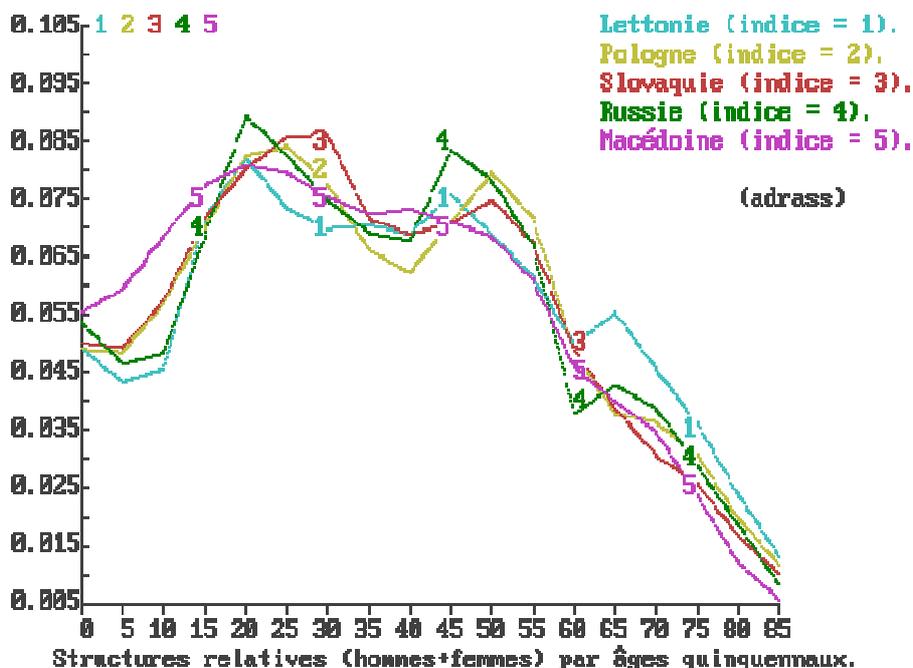
- **Ouest:** *Andorre, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Saint-Marin, Suède, Suisse, Royaume-Uni.*
- **Centre:** Bulgarie, Croatie, Tchéquie, Estonie, Géorgie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Russie, Slovaquie, Slovénie, Ukraine, Biélorussie, Serbie, Monténégro.
- **« Iles » :** Arménie, Bosnie, Chypre, Islande, Irlande, Malte, Macédoine, Moldavie.
- **Sud :** Grèce, Italie, Portugal, Espagne
- **Islam :** Albanie, Turquie, Azerbaïdjan

Les cinq graphiques suivants illustrent la démarche : ils présentent la répartition par âge de la population exprimée en valeurs relatives.

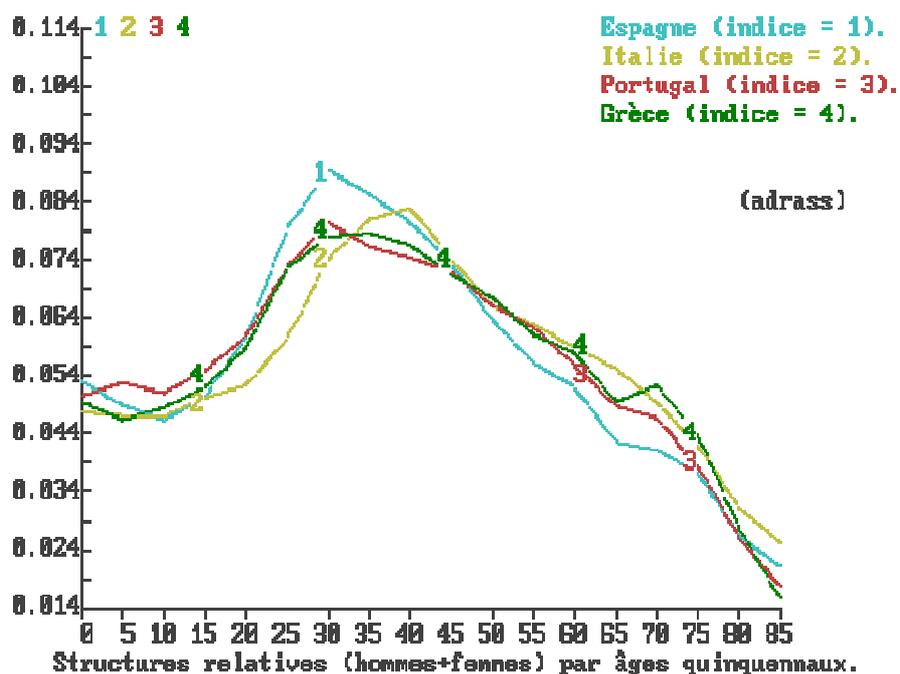
Graphique 1 : Exemple de proximité structurelle dans la famille OUEST



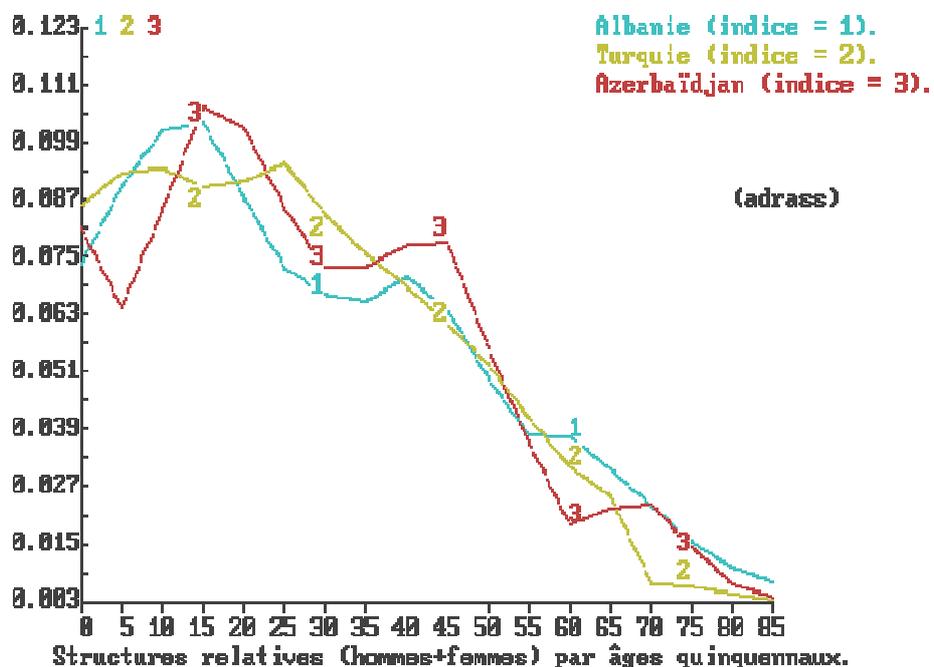
Graphique 2 : Exemple de proximité structurelle dans la famille CENTRE



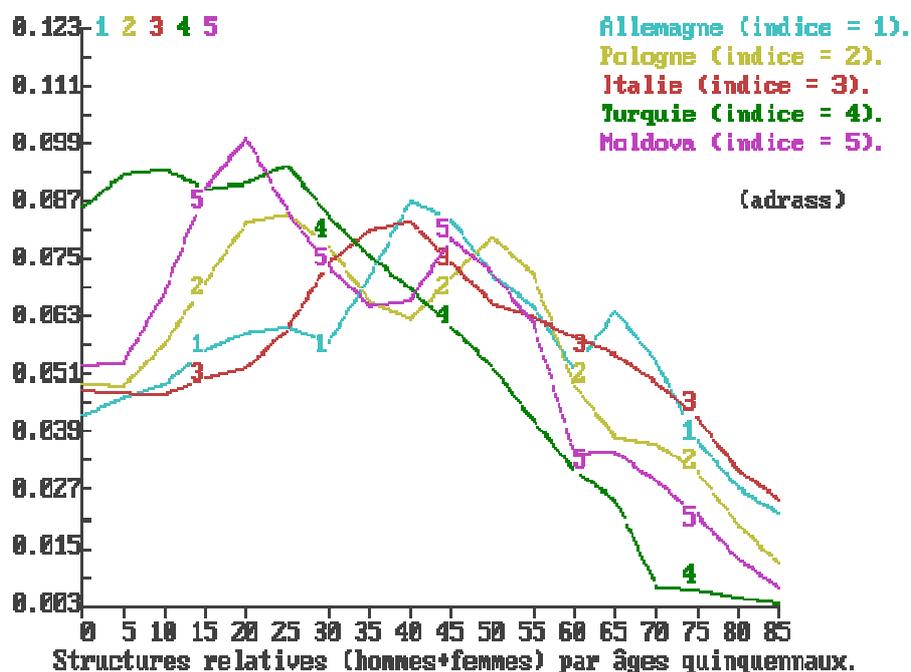
Graphique 3 : Exemple de proximité structurelle dans la famille SUD



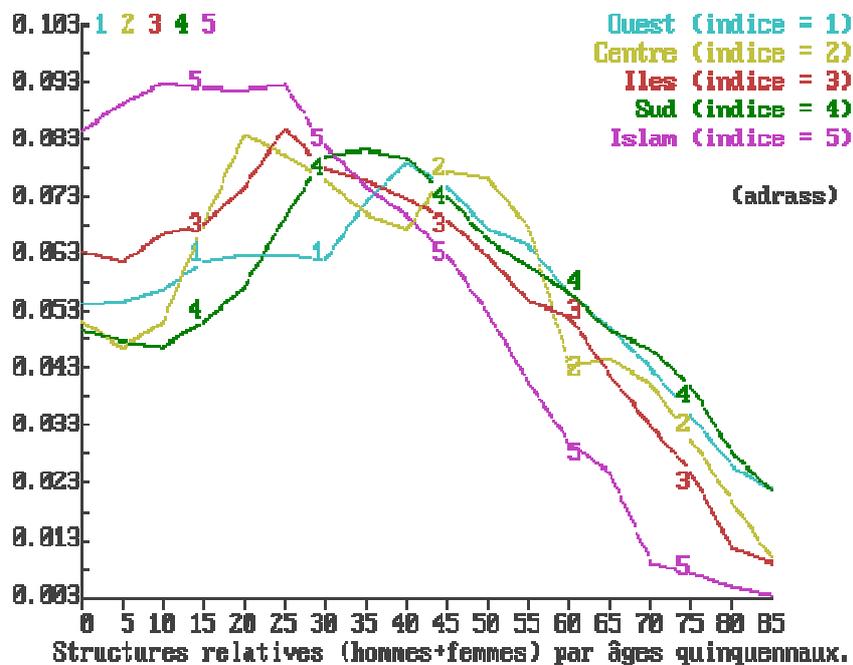
Graphique 4 : Exemple de proximité structurelle dans la famille ISLAM



Graphique 5 : Exemple d'éloignement structurel: on a pris cinq pays de familles différentes.



Graphique 6 : Exemple d'éloignement structurel : cinq familles.



### 3. Le mouvement démographique des populations européennes

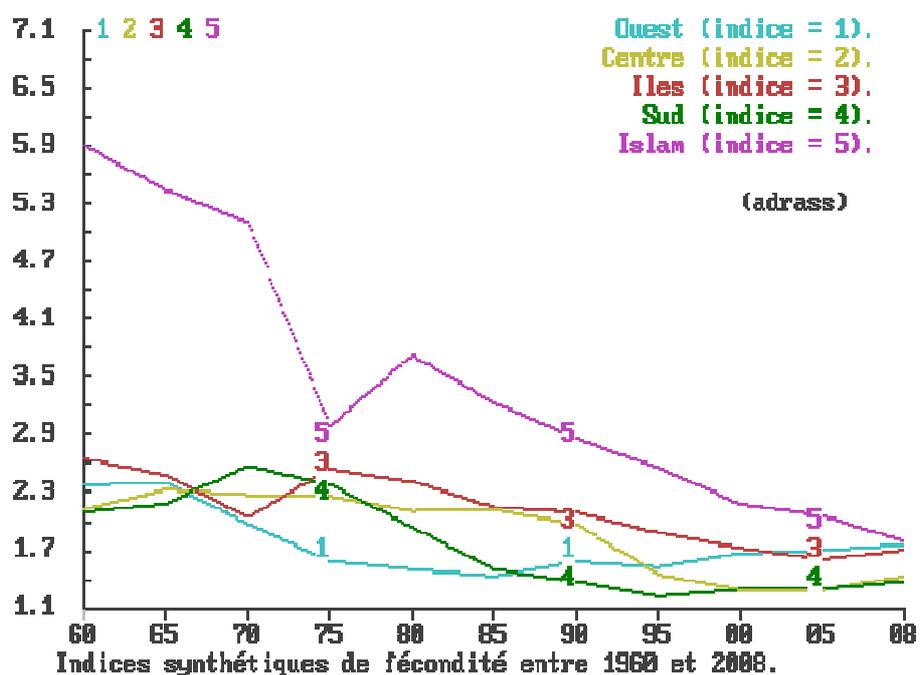
Le mouvement démographique regroupe trois composantes : la fécondité, la mortalité et les migrations. Dans la prospective qui suit, on ne s'intéresse pas aux mouvements migratoires même si pour certains pays, ils modifient puissamment l'évolution démographique. Cependant, comme le cadre retenu est la grande Europe, beaucoup de mouvements migratoires s'annulent puisqu'ils considèrent des pays d'émigration (par exemple la Turquie) et des pays d'immigration (par exemple l'Allemagne). D'autre part, l'objectif de la réflexion est relatif à l'évolution des populations du fait de fécondités parfois très basses.

En ce qui concerne la mortalité, on a choisi de partir des niveaux d'espérances de vie selon le sexe de chaque pays et de leur appliquer un schéma identique de déclin de plus en plus faible de la mortalité, d'environ un cinquième d'année par an, à partir de 2008.

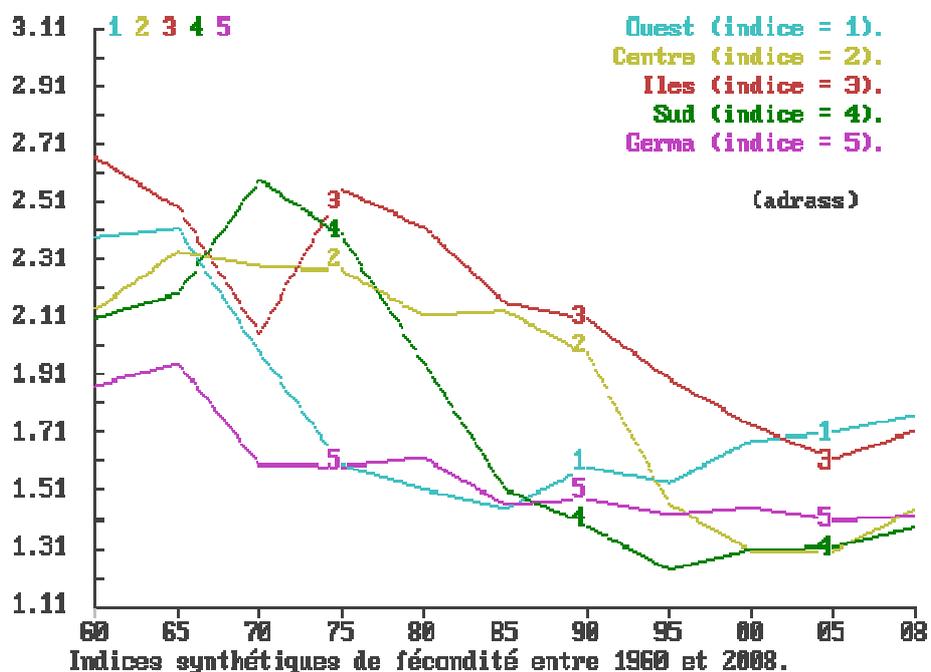
Reste la fécondité. On a calculé les évolutions des fécondités depuis 1960 des 47 pays. Compte tenu de la fécondité extrêmement basse des quatre pays germaniques (Allemagne, Autriche, Liechtenstein et Suisse), on a fait de ces pays une sixième famille qu'on a donc séparée de la famille « Ouest ». On voit aux graphiques 7 et 8 que les courbes selon les familles sont très différenciées : ainsi la famille « Islam » a la fécondité la plus élevée depuis 1960 quoique la chute de celle-ci est impressionnante (graphique 7). Mais si on fait abstraction de cette famille (graphique 8), on distingue des différences significatives entre la fécondité germanique, toujours très basse, celle des pays du Sud, élevée jusqu'au début des années 1980 puis en chute remarquable, celle des pays du centre, où la chute, importante, a coïncidé avec la chute du communisme, et enfin, celle de la famille « Ouest », en très léger progrès depuis 1985.

On notera que pour le plus grand nombre de pays, la fécondité de 2008 est très légèrement supérieure à celle de 2005 sans qu'il soit déjà possible d'en tirer des conclusions pour l'avenir.

Graphique 7 : Les fécondités dans cinq familles de 1960 à 2004



Graphique 8 : Les fécondités dans cinq familles, « Islam » excepté.



#### 4. Exploration de l'avenir aux horizons 2030 et 2050

- Chaque pays est simulé séparément sur base de sa fécondité de 2008, gardée constante tout au long du processus de simulation, et sur base de sa mortalité de 2008 qu'on fait diminuer lentement au cours du temps, selon le rythme moyen de baisse constaté en Europe occidentale depuis plusieurs décennies.
- Les structures de départ sont par sexe et groupes quinquennaux d'âge. Elles sont interpolées par âge sur base des interpolateurs de Sprague afin de pouvoir procéder à une projection par années d'âge et bonds d'un an.
- Au terme de la projection, le pays est intégré dans la zone à laquelle il a été affecté en 2008 selon l'allure de sa structure d'âge. On n'a pas discriminé selon la mortalité.
- Chaque population est considérée comme « fermée » : il n'y a pas de migrations.

Le tableau 1 présente les résultats par famille observés en 2008 et calculés en 2025 et 2050

**Tableau 1 : la situation en 2008, en 2025 et en 2050**

<b>2008</b>	<b>Population totale</b>			<b>%0-19</b>	<b>%20-59</b>	<b>% 60+</b>	<b>Charge</b>
L'Europe des 27	498	234	048	.216	.558	.226	79
Les pays germaniques	98	130	192	.195	.555	.249	80
Les pays centraux	316	612	416	.216	.596	.188	68
Les pays du Sud	127	247	424	.194	.565	.241	77
Les îles	11	852	776	.259	.570	.171	75
Les pays de l'Ouest	177	559	008	.243	.537	.220	86
Les pays de l'Islam	81	358	360	.358	.564	.078	77
L'Europe des 47	819	648	192	.231	.570	.199	75
Les 47-27	321	414	144	.254	.589	.157	70
<b>2025</b>							
L'Europe des 27	495	930	880	.191	.500	.309	94
Les pays germaniques	94	242	656	.161	.484	.355	107
Les pays centraux	304	973	632	.198	.532	.270	88
Les pays du Sud	123	185	568	.164	.508	.328	97
Les îles	16	281	541	.229	.535	.236	87
Les pays de l'Ouest	185	519	504	.224	.485	.291	106
Les pays de l'Islam	98	370	440	.293	.556	.151	80
L'Europe des 47	822	573	248	.207	.515	.278	94
Les 47-27	326	642	368	.230	.538	.232	86
<b>2050</b>							
L'Europe des 27	455	748	000	.166	.419	.415	123
Les pays germaniques	80	088	968	.133	.400	.467	150
Les pays centraux	263	336	432	.160	.436	.404	129
Les pays du Sud	107	501	104	.135	.390	.475	156
Les îles	16	053	395	.193	.452	.355	121
Les pays de l'Ouest	186	817	440	.205	.438	.356	128
Les pays de l'Islam	114	105	192	.247	.491	.262	104
L'Europe des 47	767	902	656	.178	.435	.387	130
Les 47-27	312	154	656	.195	.458	.347	118

Charge = (0-19 ans) + (60 ans et +) / (20-59 ans) : c'est une approximation de la charge qui pèse sur les actifs potentiels.

### **En termes d'effectifs totaux :**

- En 2025, les volumes totaux de population des familles n'auront pas beaucoup évolué par rapport à 2008, sauf en ce qui concerne les « îles » et les pays de l'Islam : ces derniers croissent de 21%.
  - Si les volumes de 2025 seront quasi équivalents à ceux de 2008, les répartitions en grands groupes d'âge auront fortement changé : si on compare l'indice de charge démographique (les moins de vingt ans et les soixante ans et plus rapportés aux « 20-59 ans », on observe une hausse qui avoisine souvent 25%, sauf pour les pays de l'Islam où la hausse est limitée à 4% et pour les pays germaniques où l'accroissement de charge est maximal à 33%.
  - Partout, le pourcentage de jeunes diminuera et celui des âgés augmentera, même dans les pays de l'Islam.
  - En 2050, par rapport à 2008, l'Europe des 47 perdrait 6% de son poids démographique actuel, soit plus de 50 millions de personnes. Ce déclin se produirait après 2025.
  - L'Europe des 27 perdrait 42 millions d'habitants. Mais dans la grande Europe, les contrastes sont impressionnants
1. Les 4 pays germaniques perdraient 18 millions d'habitants
  2. Les 4 pays du Sud perdraient 20 millions d'habitants.
  3. Les 9 pays de l'Ouest gagneraient 9 millions.
  4. Les « îles » gagneraient 4 millions d'habitants.
  5. Les pays de l'Islam gagneraient 33 millions d'habitants.
  6. Les pays centraux perdraient 53 millions d'habitants.

**Les tendances démographiques fondamentales varient d'une famille de pays à l'autre. Si la tendance globale est effectivement orientée au déclin, on note une croissance très forte des pays de l'Islam (soit pour la quasi totalité, la Turquie) et une croissance modérée pour les pays de l'Ouest. Parler de la démographie européenne dans son entier en soulignant le déclin pervertit la réalité et donne faussement à penser qu'une politique uniforme puisse être envisageable. A supposer que cette politique soit celle de la croissance démographique, par immigration ou relèvement de la fécondité, il y aurait lieu de craindre que cela renforce encore le dynamisme démographique des pays de l'Ouest qui, même sans prise en compte de l'immigration, croîtraient de toute façon...**

5. Focus sur « l'Europe des 27 » en 2025 et 2050 en l'absence de migrations et selon la poursuite des niveaux de fécondité de 2008 et des tendances récentes des espérances de vie

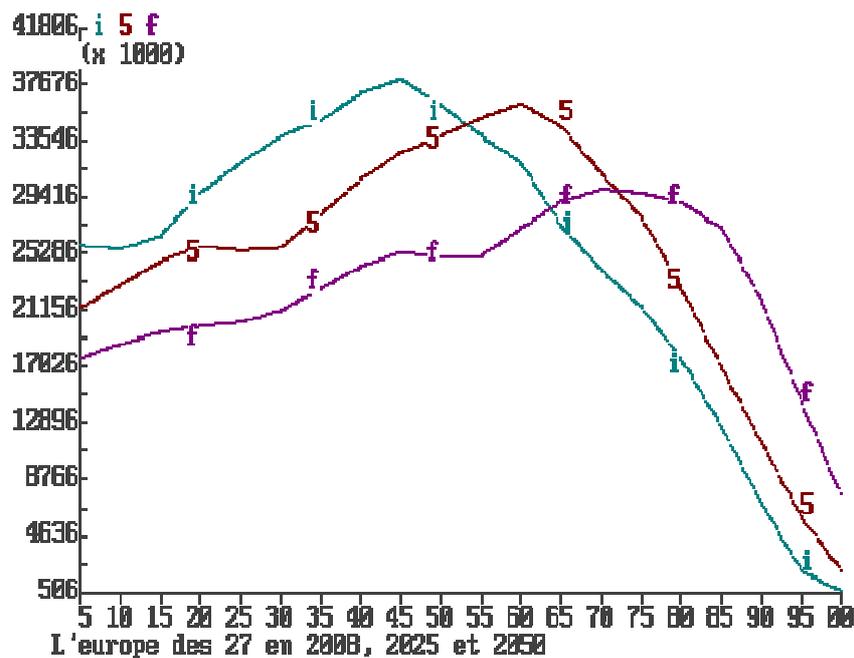
Tableau 2 : Les « 27 »

Les 27	Population	% 0 – 19 ans	% 20 – 59 ans	% 60 ans et +	Charge
2008	498 234 048	21,6	55,8	22,6	79
2025	495 930 880	19,1	50,0	30,9	94
2050	455 748 000	16,6	41,9	41,5	123

- A partir de 2008, en dessous de l'âge 45, les effectifs sont de plus en plus faibles. Ce caractère s'affirme par la suite
- Le volume de population est quasi stationnaire jusqu'en 2025.
- Les âgés croissent au détriment des jeunes et, surtout, des adultes d'âge actif. En conséquence, le charge s'alourdit.
- A partir de 2025, le volume de la population décroît. Les « 27 » perdent 9% de leur poids initial.
- Les âgés pèsent autant que les adultes d'âge actif.
- La charge est lourde.

A plus long terme, cette tendance perdurerait tandis que la population continuerait de décroître.

Graphique 9 : Les répartitions relatives en « Europe des 27 » par âge en 2008 (courbe « i »), en 2025 (courbe « 5 ») et en 2050 (courbe « f »)



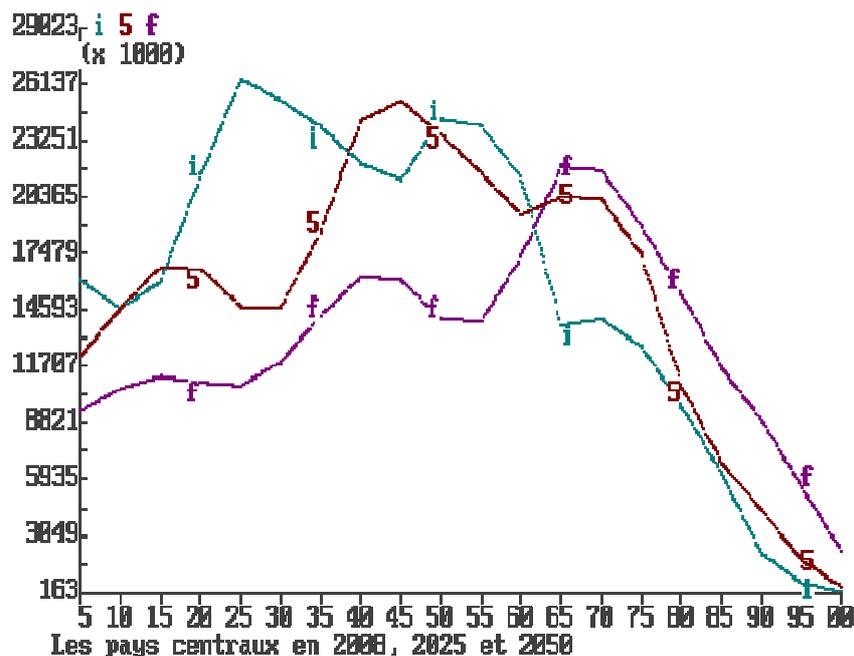
6. Focus sur « les pays centraux » en 2025 et 2050 en l'absence de migrations et selon la poursuite des niveaux de fécondité de 2008 et des tendances récentes des espérances de vie

Tableau 3 : Les « pays centraux »

Pays centraux	Population	% 0 – 19 ans	% 20 – 59 ans	% 60 ans et +	Charge
2008	316 612 416	21,6	59,6	18,8	68
2025	304 973 632	19,8	53,2	27,0	88
2050	263 336 432	16,0	43,6	40,4	129

- En 2008, les effectifs d'âge jeune sont déjà fortement réduits..
- En 2025, la charge est modérée parce que les adultes d'âge actif ont un poids plus important que chez les « 27 »
- La diminution de 12 millions entre 2008 et 2025 est de loin plus importante que chez les « 27 ».
- En 2025, la charge est plus forte que chez les « 27 ». c'était le contraire en 2008.
- Après 2025, la perte de population est sévère.
- Comme pour « l'Europe des 27 », les âgés équivalent presque aux adultes d'âge actif.

Graphique 10 : Les répartitions relatives dans « les pays centraux » par âge en 2008 (courbe « i »), en 2025 (courbe « 5 ») et en 2050 (courbe « f »)



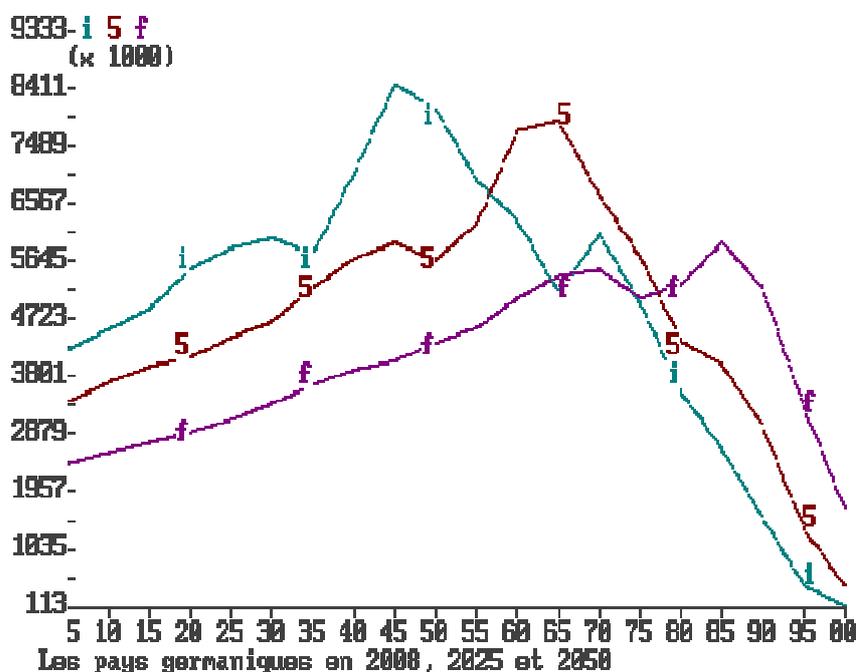
7. Focus sur « les pays germaniques» en 2025 et 2050 en l'absence de migrations et selon la poursuite des niveaux de fécondité de 2008 et des tendances récentes des espérances de vie (Note : L'essentiel de cet ensemble fait partie des « 27 »)

Tableau 4 : Les « pays germaniques »

Pays german.	Population	% 0 – 19 ans	% 20 – 59 ans	% 60 ans et +	Charge
2008	98 130 192	19,5	55,5	24,9	80
2025	94 242 656	16,1	48,4	35,5	107
2050	80 088 968	13,3	40,0	46,7	150

- Déjà en 2008, la répartition par âges est clairement façonnée par le régime de basse fécondité.
- En 2025, cette répartition continue d'évoluer par une raréfaction des jeunes qui ne représentent pas la moitié des âges
- Les âgés pèsent plus lourd que les adultes d'âge actif dès 2025.
- En 2050, les jeunes ne représentent pas le tiers du poids des âgés.

Graphique 11 : Les répartitions relatives dans « les pays germaniques » par âge en 2008 (courbe « i »), en 2025 (courbe « 5 ») et en 2050 (courbe « f »)



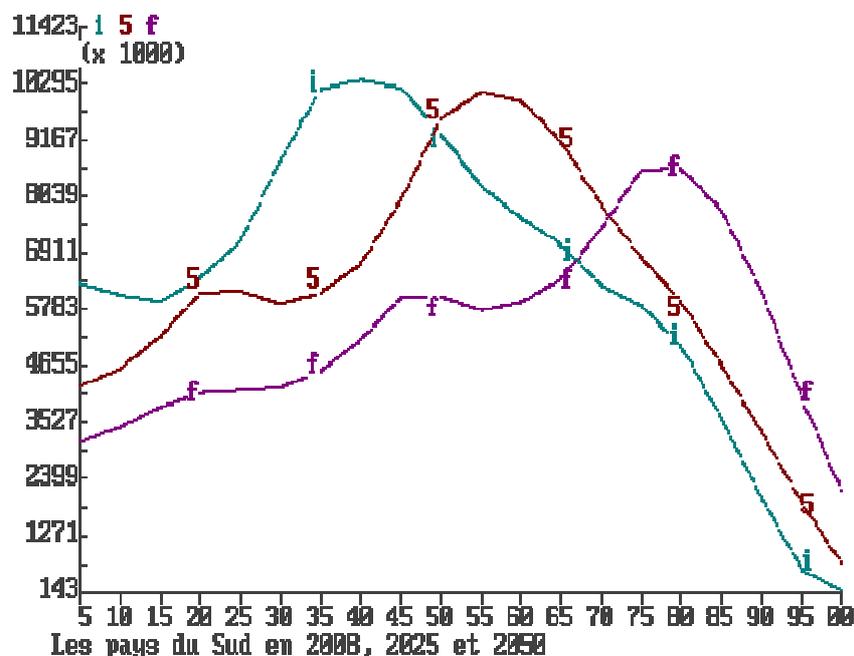
8. Focus sur « les pays du Sud » en 2025 et 2050 en l'absence de migrations et selon la poursuite des niveaux de fécondité de 2008 et des tendances récentes des espérances de vie (*note : cet ensemble fait partie des « 27 »*)

Tableau 5 : Les « pays du Sud »

Pays du Sud.	Population	% 0 – 19 ans	% 20 – 59 ans	% 60 ans et +	Charge
2008	127 247 424	19,4	56,5	24,1	77
2025	123 185 568	16,4	50,8	32,8	97
2050	107 501 104	13,5	39,0	47,5	15,6

- En 2008, la répartition par âge montre une grande faiblesse du poids relatif des jeunes.
- En 2025, la basse fécondité façonne clairement la base de la pyramide. Les jeunes représentent juste la moitié des âgés.
- En 2050, Les âgés pèsent plus lourd que les adultes d'âge actif et les jeunes ne représentent pas le tiers du poids des âgés.

Graphique 12 : Les répartitions relatives dans « les pays du Sud » par âge en 2008 (courbe « i »), en 2025 (courbe « 5 » et en 2050 (courbe « f »)



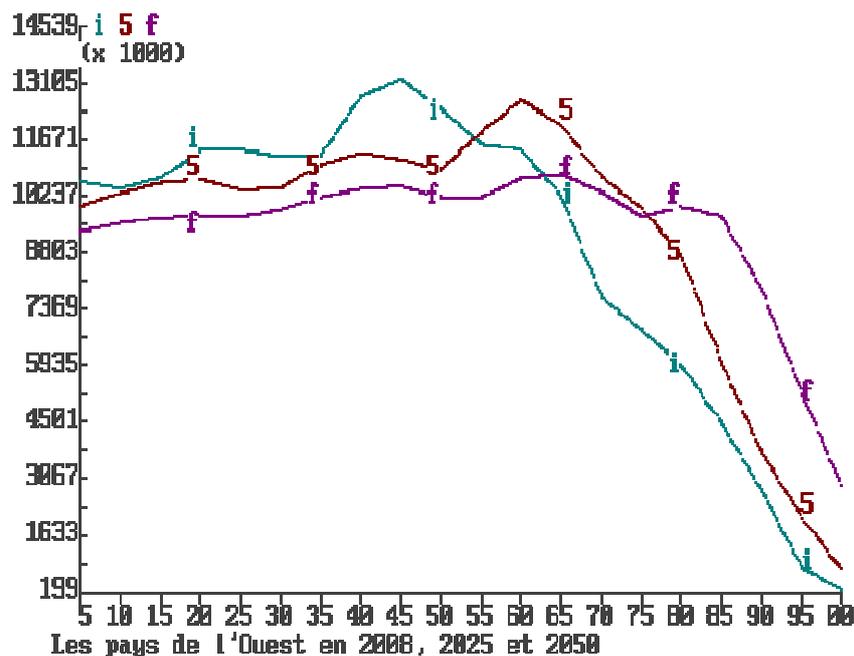
9. Focus sur « les pays du Nord-Ouest » en 2025 et 2050 en l'absence de migrations et selon la poursuite des niveaux de fécondité de 2008 et des tendances récentes des espérances de vie (Note : cet ensemble fait partie des « 27 »)

Tableau 6 : Les « pays du Nord-Ouest »

Pays du N – O	Population	% 0 – 19 ans	% 20 – 59 ans	% 60 ans et +	Charge
2008	177 559 008	24,3	53,7	22,0	86
2025	185 519 504	22,4	48,5	29,1	10,6
2050	186 817 440	20,5	43,8	35,6	12,8

- En 2008, la répartition des âges est régulière; il y a peu de rétrécissement à la base.
- En 2025, Cette répartition reste quasiment inchangée. Et la population augmente de 8 millions d'habitants.
- Les adultes d'âge actif restent plus importants que les âgés tout au long de la période.
- En 2050, il n'y a pas de changement fondamental dans la répartition par âge aux âges jeunes.
- Entre 2025 et 2050, la population ne croît que d'un million d'habitants. Mais cette croissance contraste avec la diminution observée ailleurs.
- En 2050, la charge a augmenté mais demeure inférieure à celles des pays du Sud et des pays germaniques.

Graphique 13 : Les répartitions relatives dans « les pays du Nord-Ouest » par âge en 2008 (courbe « i »), en 2025 (courbe « 5 ») et en 2050 (courbe « f »)



**10. Focus sur « les pays de l’Islam » en 2025 et 2050 en l’absence de migrations et selon la poursuite des niveaux de fécondité de 2008 et des tendances récentes des espérances de vie**

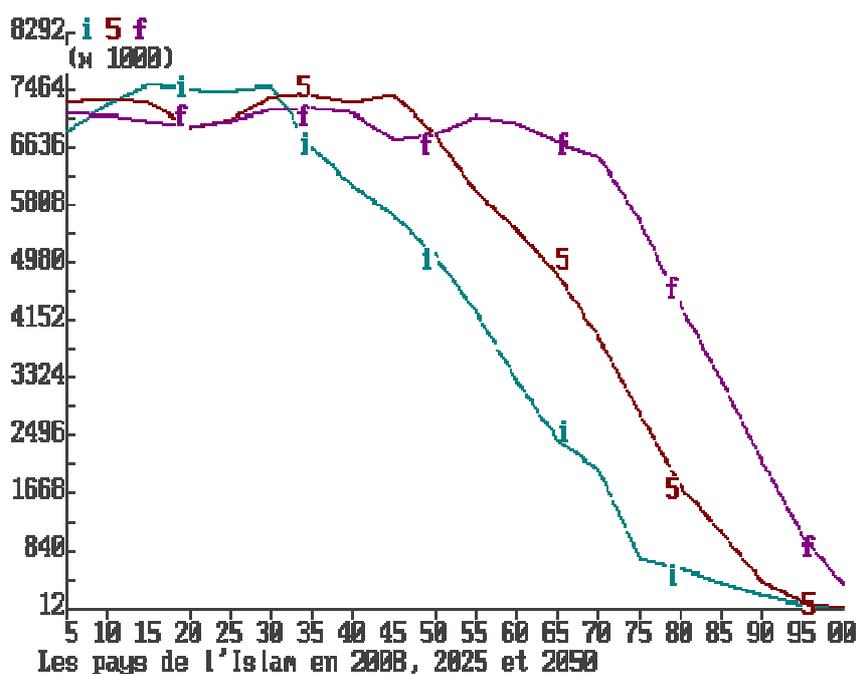
*Tableau 7 : Les « pays de l’Islam »*

Pays d’Islam	Population	% 0 – 19 ans	% 20 – 59 ans	% 60 ans et +	Charge
2008	81 358 360	35,8	56,4	7,8	77
2025	98 370 440	29,3	55,6	15,1	80
2050	114 105 192	24,7	49,1	26,2	104

- Avec le temps qui passe, de plus en plus d’effectifs par âge pèsent le même poids, signe d’une fécondité devenue modérée.
- En 2025, la population a augmenté de 17 millions d’habitants et il y a deux fois plus de jeunes que d’âgés.
- En 2050, les adultes d’âge actif demeurent quasiment deux fois plus nombreux que les âgés.
- La population croît de 16 millions d’habitants entre 2025 et 2050.

La charge a augmenté mais demeure inférieure à toutes celles de tous les autres ensembles.

*Graphique 14 : Les répartitions relatives dans « les pays de l’Islam » par âge en 2008 (courbe « i »), en 2025 (courbe « 5 ») et en 2050 (courbe « f »)*



### 11. Focus sur « les îles » en 2025 et 2050 en l'absence de migrations et selon la poursuite des niveaux de fécondité de 2008 et des tendances récentes des espérances de vie

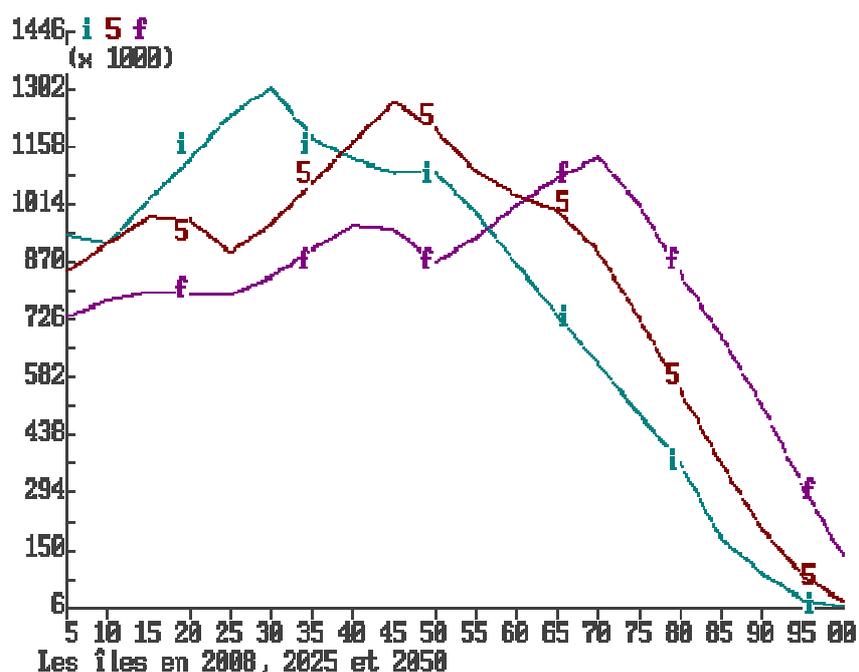
Rappelons que sous la dénomination « îles » se retrouvent des pays qui n'en sont pas, sauf à penser qu'ils sont très différenciés de leurs voisins. L'ensemble de cette famille regroupe l'Arménie, la Bosnie, Chypre, l'Islande, l'Irlande, Malte, la Macédoine et la Moldavie.

**Tableau 8 : Les « îles »**

Les « îles »	Population	% 0 – 19 ans	% 20 – 59 ans	% 60 ans et +	Charge
2008	15 422 894	26,0	57,7	16,3	73
2025	16 281 541	22,9	53,5	23,6	87
2050	16 053 395	19,3	45,2	35,5	12,1

- En 2008, les effectifs aux jeunes âges se sont déjà rétrécis.
- Si ce processus se poursuit au cours du temps, on observe cependant qu'en 2050, un nouvel équilibre se produit, fait d'une relative constance des poids des effectifs par âge en dessous de l'âge 50.

**Graphique 15 : Les répartitions relatives dans « les îles » par âge en 2008 (courbe « i »), en 2025 (courbe « 5 ») et en 2050 (courbe « f »)**



## 12. Focus sur la Russie en 2025 et 2050 en l'absence de migrations et selon la poursuite des niveaux de fécondité de 2008 et des tendances récentes des espérances de vie

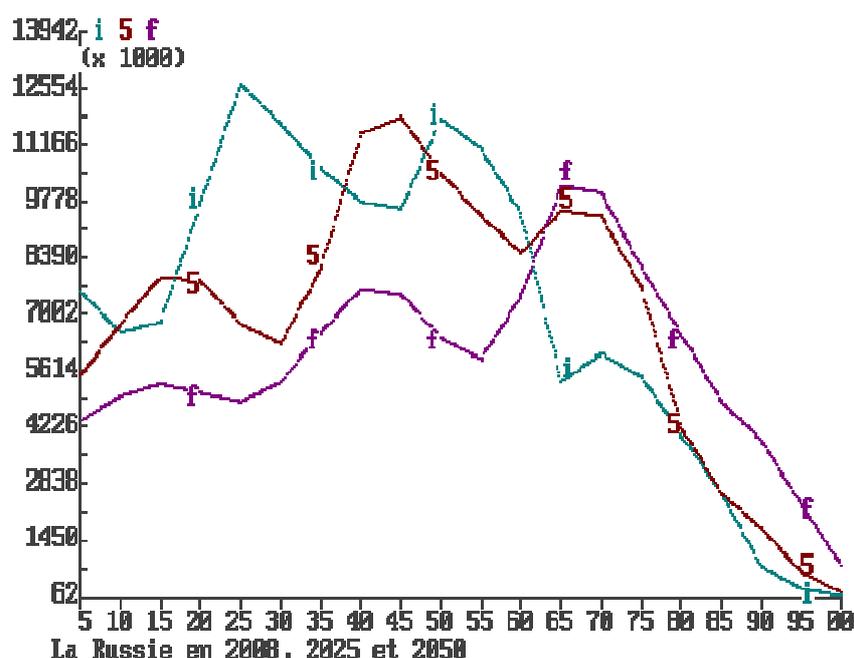
Pourquoi la Russie ? Simplement parce que c'est le plus grand et le plus peuplé des pays d'Europe. Rappelons qu'avec l'Ukraine, il est également compris dans la famille des pays centraux.

**Tableau 9 : La Russie**

La Russie	Population	% 0 – 19 ans	% 20 – 59 ans	% 60 ans et +	Charge
2008	141 956 416	21,6	61,1	17,3	64
2025	136 917 808	20,5	53,2	26,3	88
2050	118 073 632	16,7	43,7	39,5	129

- En 2008, la répartition par âge porte encore les stigmates des guerres et des autres événements politiques. On voit qu'avec la fin du communisme, les effectifs jeunes se sont réduits.
- Cette réduction va s'approfondir sur la période 2008 – 2050
- La charge démographique va doubler entre 2008 et 2050. Elle était très faible en 2008 parce que la mortalité, surtout masculine, est extrêmement élevée actuellement en Russie.

**Graphique 16 : Les répartitions relatives en Russie par âge en 2008 (courbe « i »), en 2025 (courbe « 5 ») et en 2050 (courbe « f »)**



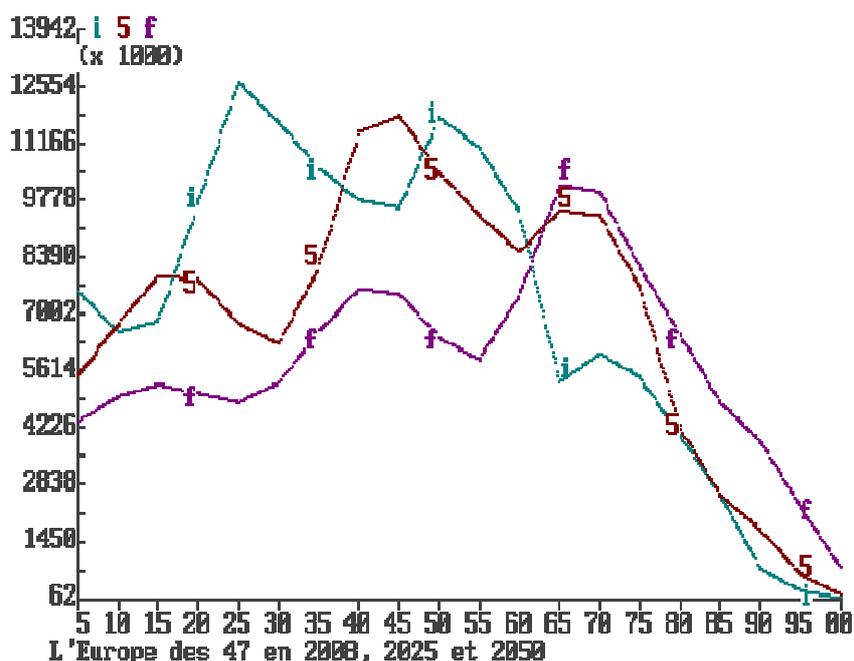
**13. Focus sur la Grande Europe (47 pays) en 2025 et 2050 en l'absence de migrations et selon la poursuite des niveaux de fécondité de 2008 et des tendances récentes des espérances de vie**

**Tableau 10 : La Grande Europe (les « 47 »)**

Les « 47 »	Population	% 0 – 19 ans	% 20 – 59 ans	% 60 ans et +	Charge
2008	819 648 192	23,1	57,0	19,9	75
2025	822 573 248	20,7	51,5	27,8	94
2050	767 902 656	17,8	43,5	38,7	130

- En 2008, les effectifs d'âge jeune sont déjà réduits.
- En 2025 et après, Ce processus s'amplifie. C'est la tendance dominante européenne
- La population augmente de 3 millions d'habitants de 2008 à 2025.
- Les adultes d'âge actif représentent la moitié de la population en 2025.
- Après 2025, les adultes d'âge actif deviennent minoritaires par rapport aux deux autres groupes.
- La population décroît de plus de 50 millions d'habitants entre 2025 et 2050.
- La charge a augmenté et vaut presque la même chose que celle du Nord-Ouest.

**Graphique 17 : Les répartitions relatives dans l'Europe des « 47 » par âge en 2008 (courbe « i »), en 2025 (courbe « 5 ») et en 2050 (courbe « f »)**



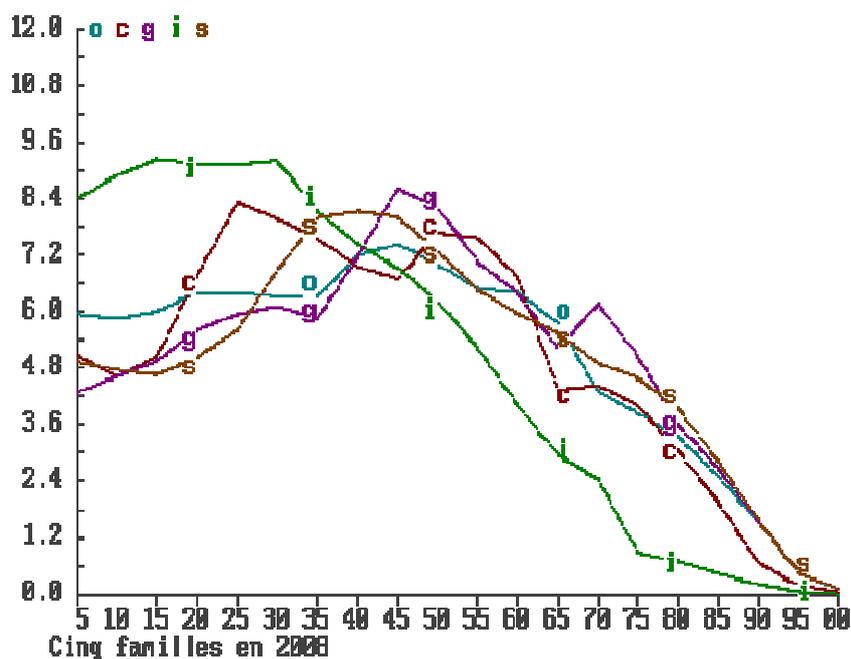
Dans un souci d'allègement de ce texte, on n'a pas esquissé les contours de l'Europe des « 47-27 » parce que elle est aussi hétéroclite si l'on pense qu'elle regroupe par exemple la Russie, classée dans les pays centraux et la Turquie, classée dans « les pays de l'Islam ».

#### 14. Synoptique des situations des cinq grandes familles en 2008, 2025 et 2050

Si on ne veut retenir que quatre traits essentiels des différences entre familles en 2008, on soulignera :

- L'extrême jeunesse des pays d'Islam.
- La similitude des répartitions par âge au delà de l'âge 45 dans toutes les familles sauf l'Islam.
- La forte diminution des effectifs des pays centraux et du Sud
- La quasi égalité des volumes de population en dessous de l'âge 35 dans la famille Ouest

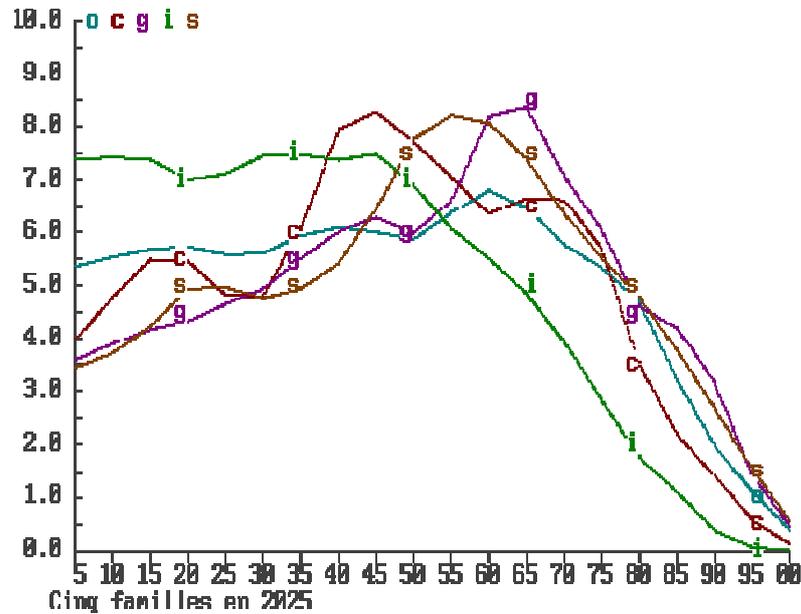
**Graphique 18 : Les répartitions relatives par âge en 2008 dans les cinq familles : Nord-Ouest (« o »), Centre, (« c »), pays germaniques (« g »), pays du Sud, (« s ») et Islam (« i »)**



En 2025, deux traits caractérisent l'Europe :

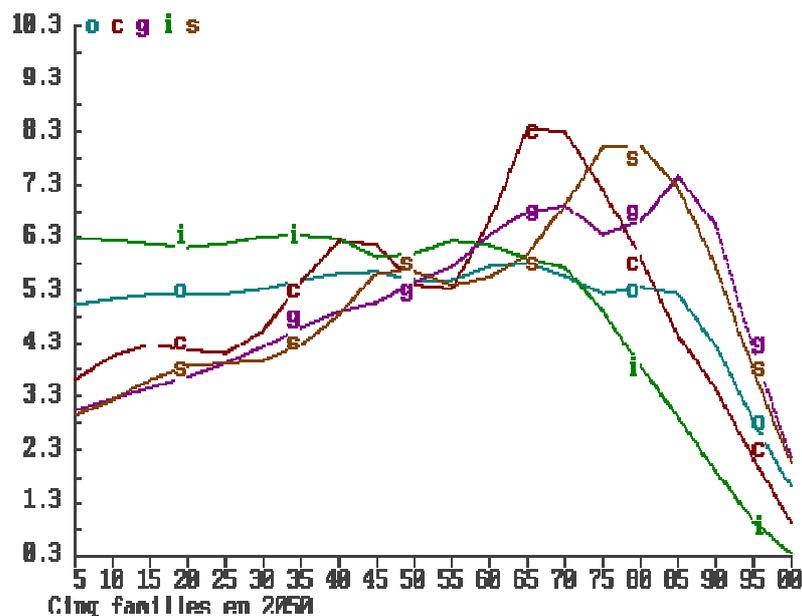
- La quasi égalité des volumes de population par âge en dessous de l'âge 50 dans la famille Ouest et en terre d'islam.
- La poursuite de la diminution des poids relatifs des âges jeunes partout ailleurs.

**Graphique 19 : Les répartitions relatives par âge en 2025 dans les cinq familles : Nord-Ouest (« o »), Centre, (« c »), pays germaniques (« g »), pays du Sud, (« s ») et Islam (« i »)**



En 2050, les pays de l'Ouest et ceux de l'Islam ont des profils assez comparables entre eux et très différents des trois autres familles.

**Graphique 20 : Les répartitions relatives par âge en 2025 dans les cinq familles : Nord-Ouest (« o »), Centre, (« c »), pays germaniques (« g »), pays du Sud, (« s ») et Islam (« i »)**



### **15. Les pays les plus vieillissants, c'est à dire avec une pyramide à la base rétrécie, vont-ils finir par voir disparaître toute population jeune ?**

Non ! Le processus de renouvellement d'une population dans laquelle la fécondité est constante et la mortalité régulièrement déclinante amène progressivement l'établissement d'une répartition relative par âge et sexe constante. Bien sûr, le volume de population continue alors de diminuer régulièrement mais les poids relatifs des tranches d'âge se modifient très faiblement.

### **16. Les migrations contribuent-elles à rajeunir la population ?**

Pas vraiment.

- Les immigrants, fussent-ils jeunes quand ils entrent dans un pays vieilli, vieillissent aussi d'un an par année. De plus, à supposer qu'ils viennent de pays à haute fécondité, ils adoptent très rapidement la fécondité du pays d'accueil. Et le nombre de régions du monde où la fécondité est franchement plus élevée que celle de l'Europe se résume quasiment à deux aires : l'Afrique noire et le Moyen-Orient. Mais au Maghreb par exemple, la fécondité est déjà très proche de deux enfants (Tunisie, Algérie et Maroc).
- A titre exemplatif, On a calculé le poids de l'immigration sur la population de la Belgique entre 1948 et 2008. On a constaté que sous l'action de la migration, le volume de la population s'est accru de plus d'un million de personnes. Mais les pourcentages de population de 0-19 ans n'ont augmenté que de 0,4% sous l'action de l'immigration, celle des 20 – 59 ans de 1% tandis que celle de 60 ans et plus n'a diminué que de 1,4%. On a réalisé un exercice prospectif à l'horizon 2050 qui montre que le ralentissement du vieillissement du fait des migrations est un tout petit peu plus net que par le passé ; la raison en est qu'on a programmé une fécondité plus faible entre 2008 et 2050 que ce que l'on a observé entre 1948 et 2008.

On peut en conclure que l'appel à l'immigration pour contrer le processus de vieillissement produit un très léger ralentissement du vieillissement mais produit de grands effets sur les volumes de population.

### **17. Vieux et âgés? Méfions-nous des apparentes évidences**

Dans tout le texte, on a sacrifié à l'habitude qui veut que soit vieille toute personne âgée de 60 ans et plus. On trouve parfois dans la littérature l'âge de 65 ans comme limite de la vieillesse.

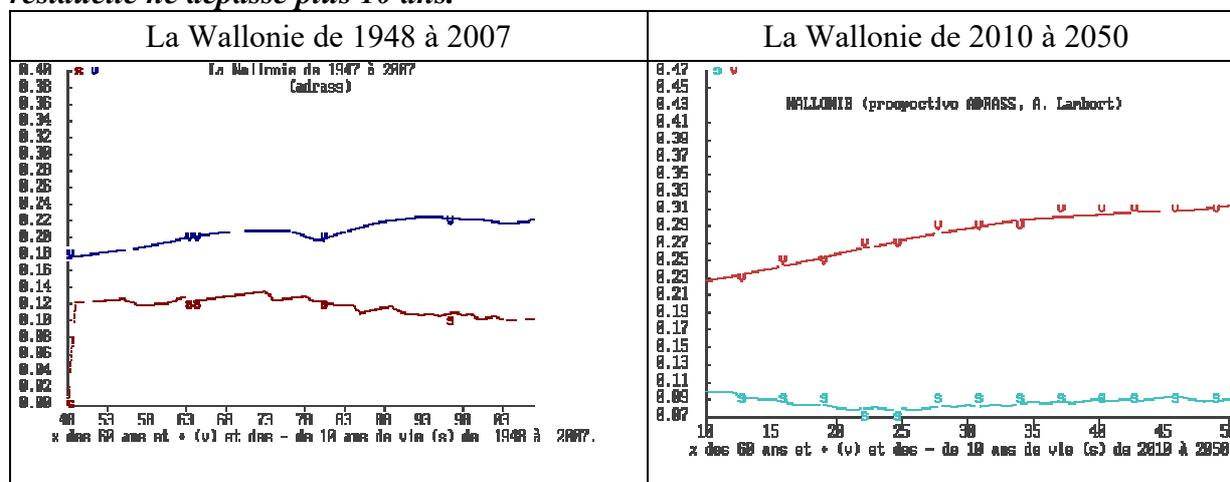
Or, le plus élémentaire regard sur notre histoire familiale et sociale nous indique que les personnes âgées de 70 ans aujourd'hui sont incontestablement plus jeunes et en meilleure santé que les personnes de 60 ans il y a 40 ans.

En effet, l'espérance de vie a augmenté et, à l'intérieur de celle-ci, l'espérance de vie en bonne santé aussi, même si aujourd'hui on peut se demander si le gain d'années de vie continuera à se traduire par la même proportion que par le passé d'années passées en bonne santé.

Pour illustrer le caractère fallacieux d'une limite intangible au calcul des « vieux », on a imaginé une définition de la vieillesse qui est fonction de l'espérance de vie. Par exemple, on déclare « vieille » toute personne dont l'espérance de vie résiduelle ne dépasse plus dix ans. Certes, cette limite est arbitraire, mais au moins elle est liée à une autre valeur, variable celle-là, qu'est l'espérance de vie totale.

Les résultats appliqués à la Wallonie (moitié méridionale de la Belgique, une des régions européennes vieillie depuis très longtemps) du passé et à celle de l'avenir sont éloquents. Comme on le voit dans les deux figures ci-dessous, si le pourcentage de personnes de 60 ans et plus croît de manière régulière, celui des personnes dont l'espérance de vie ne dépasse plus dix années demeure quasi constant.

**Graphique 21 : L'évolution observée et potentielle des pourcentages de personnes « vieilles » selon deux définitions : la ligne « v » représente les pourcentages de personnes de 60 ans et plus tandis que la courbe « s » ceux des personnes dont l'espérance de vie résiduelle ne dépasse plus 10 ans.**



## Faire des enfants, aujourd'hui comme hier ?

Éric VILQUIN

Une grande partie des valeurs qui inspirent les pensées et les comportements des Européens d'aujourd'hui ont leurs racines dans les bouillonnements philosophiques du XVIII<sup>e</sup> siècle : *Liberté-Égalité-Fraternité, Droits de l'Homme, Liberté de conscience, Citoyenneté, Solidarité, Tolérance*, etc. Deux siècles plus tard, les slogans sont encore vivaces, mais le contexte dans lequel on voudrait les voir incarnés a bien changé !

Les sociétés européennes du XVIII<sup>e</sup> siècle sont des sociétés d'Ancien Régime. Dans chaque pays coexistent, en gros, deux populations aux profils extrêmement différents : une petite minorité aristocratique, qui détient richesses et pouvoirs, et la masse du peuple, démunie et soumise ; si une classe intermédiaire émerge, elle est inféodée à la classe supérieure, dans laquelle elle rêve de s'intégrer.

Pour le riche comme pour le pauvre, il n'est pas question de maîtriser la mortalité. La médecine n'est pas plus efficace que les superstitions et les pratiques magiques qu'elle condamne ; on ne voit pas encore l'hygiène comme un moyen de préserver la santé. La mort, tant individuelle que collective (les pestes...), est décrétée par Dieu, et Dieu a toujours de bonnes raisons de faire ce qu'il fait. La seule attitude sensée est la résignation.

Du côté de la fécondité, les choses sont différentes. Pour les familles royales, le mariage et la procréation sont avant tout des stratégies politiques. Le choix du conjoint n'est jamais libre, il est imposé pour servir de sceau humain à des alliances politico-économiques. La conception, la grossesse, l'accouchement, le sexe de l'enfant et sa survie sont les résultats de jeux de hasard à l'enjeu exorbitant : il s'agit, d'abord, d'assurer la continuité dynastique (en ligne masculine dans la plupart des cas) en constituant un réservoir suffisamment fourni d'héritiers potentiels. L'expérience personnelle de Louis XIV, dont, à la fin de son règne, le seul successeur possible était son arrière-petit-fils – tous ses fils et petits-fils en position successible étant morts avant lui – montre bien que la seule stratégie logique dans ce système était la maximisation de la fécondité. D'où les mariages pubertaires, la mise sous surveillance étroite de la vie sexuelle des femmes, la hantise de l'infécondité (Napoléon 1<sup>er</sup> et Joséphine). Face à l'arbitraire de la mort, celle des pères comme celle des fils, un sentiment d'urgence préside à la constitution de la descendance. Si des pratiques anticonceptionnelles sont connues de tout temps, elles ne sont éventuellement utilisées que pour limiter la fécondité hors du mariage.

En général, les familles aristocratiques partagent avec les familles royales le souci dynastique : il faut transmettre son nom et son titre. Elles ont en outre une préoccupation économique : il faut transmettre la fortune, mais sans l'amoindrir en la morcelant. Pour être sûr d'avoir au moins un héritier survivant, on doit engendrer plusieurs enfants, mais il ne faut pas devoir partager la fortune entre un trop grand nombre de descendants. Cet impératif crée un dilemme, puisqu'il incite à avoir une progéniture à la fois nombreuse et peu nombreuse. Ce n'est que grâce à une gestion rigoureuse des mariages et en inventant des règles successorales complexes qu'on a pu concilier ce double besoin d'avoir une grande famille sans devoir émietter la fortune. Au final, si les classes supérieures de la société s'inquiètent de leur

fécondité, c'est surtout par crainte de manquer d'enfants. La régulation stratégique de la fécondité légitime passe d'abord par celle des unions ; ce n'est guère que hors du lit conjugal que l'on essaie d'empêcher la procréation.

Pour le pauvre, procréer est une évidence qui ne se discute pas. Le père de famille n'a ni titre ni fortune à transmettre. Il n'a aucun argument à opposer à ceux des représentants de l'État, qui réclame sans cesse de la main-d'œuvre, des contribuables et des soldats, ni à ceux de l'autorité morale, l'Église, qui contrôle sa pensée et ses comportements. Or l'Église a une doctrine claire en matière de fécondité : le Créateur a doté l'homme et la femme de la faculté d'engendrer des enfants pour que l'humanité se perpétue, pour peupler la terre et la travailler, pour peupler le Ciel aussi, et pour que les croyants soient plus nombreux que les hérétiques et les païens. En outre, chez le paysan et l'artisan, l'enfant est mis au travail très jeune, il contribue aux ressources du ménage, il rapporte plus qu'il ne coûte. Le couple qui n'a pas d'enfant n'a pas d'avenir : il n'aura pas de soutien si la maladie, l'infirmité ou la vieillesse l'empêche de travailler ; il sera réduit à la charité, publique ou privée, qui est aléatoire et parcimonieuse. L'enfant est facteur de soulagement de la misère et de sécurité pour les vieux jours. Quand le pauvre s'insurge contre sa misère, ce n'est pas le nombre excessif de ses enfants qu'il incrimine, mais les impôts et les lois et coutumes qui l'empêchent d'améliorer son sort. L'effroyable mortalité des enfants renforce encore la nécessité d'avoir une nombreuse progéniture. Ce n'est qu'aux franges extrêmes de la misère que les enfants peuvent être vus comme une charge insoutenable (*Le Petit Poucet*).

La classe moyenne dispose de ressources économiques sensiblement plus importantes que la masse du peuple. Elle aspire à accéder aux pouvoirs et privilèges dont l'aristocratie a le monopole, et elle est prête à consacrer beaucoup d'argent à cette ambition, si bien que, dans le budget du ménage, l'entretien d'une famille nombreuse est concurrencé par l'investissement dans l'ascension sociale. Ce sont donc, apparemment, ces familles bourgeoises qui ont commencé à soumettre leur fécondité à un calcul économique à partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle en France, et au XIX<sup>e</sup> dans les autres régions européennes. Les moyens mis en œuvre pour limiter la fécondité sont principalement le célibat définitif et le mariage tardif, les pratiques abortives et contraceptives étant rigoureusement proscrites par l'État et par l'Église. Mais à l'approche de la Révolution française, on a vu des attitudes et pratiques anticonceptionnelles, auparavant confinées aux milieux libertins, se répandre dans des couches de plus en plus larges de la population. Pour certains, il s'agissait de braver l'autorité de l'Église, que l'esprit des Lumières contestait de plus en plus vigoureusement ; d'autres imitaient le comportement « moderne » des familles socialement plus élevées dans l'espoir d'accéder à leur tour à l'ascenseur social. La diffusion de cette nouveauté a fait peu à peu baisser les taux de fécondité, à un rythme variable d'un pays à l'autre, mais irréversiblement.

Quelques embryons de politiques démographiques ont été mis en œuvre pour contrer ce mouvement. Avortement et contraception étant déjà interdits et durement réprimés, c'est au célibat et au mariage tardif que se sont attaqués certains gouvernements, mais apparemment sans grand succès. Sur ce point, l'attitude des autorités révolutionnaires ne diffère guère de celle des monarchies : si l'argumentation varie sur quelques points, le populationnisme reste bien la doctrine officielle de tous les gouvernements.

Dans la quasi-totalité des pays européens, qui ont entamé leur transition démographique plus tard que la France, au XIX<sup>e</sup> siècle, la baisse de la mortalité a précédé la baisse de la fécondité. La santé des populations s'est améliorée au moins autant grâce aux progrès de l'hygiène qu'à ceux de la médecine. L'avancement des sciences et des techniques a fait du *Progrès* une idéologie triomphale (la fée électricité...). Les chefs de famille, chaque jour plus nombreux, qui faisaient confiance au progrès pour guérir leurs maux et prolonger leur vie ont constaté le recul de la mortalité des enfants, et la nécessité d'avoir une nombreuse progéniture s'est faite de moins en moins impérieuse. N'ayant plus autant besoin, économiquement parlant, de tous

les enfants que la nature pouvait leur donner, ils ont cherché les moyens d'éviter les naissances qu'ils auraient jugées excédentaires. Malthus leur conseillait de s'en tenir aux seuls moyens acceptables aux yeux de la morale chrétienne du temps, le célibat chaste, le mariage tardif, et même la chasteté conjugale. Mais beaucoup se sont laissé convaincre par les divers mouvements anticléricaux que la contraception (avec les méthodes de l'époque) leur permettrait d'atteindre leur objectif plus simplement que les austères contraintes malthusiennes.

Aujourd'hui, en Europe, le contexte moral et économique de la procréation est radicalement différent. Il y a deux cents ans, le monde comptait 1 milliard d'habitants ; il en héberge plus de 7 aujourd'hui ! On craint davantage la surpopulation que le dépeuplement. L'État et la grande majorité de la population considèrent comme tout à fait naturelle, raisonnable et même indispensable la maîtrise de la fécondité. Tant le pur fatalisme, ou la soumission passive à la Providence, que la maximisation de la progéniture sont des attitudes définitivement dépassées. Mais entre l'État et le couple (ou l'individu ?), on peut discerner des différences d'argumentation. Les gouvernements européens d'aujourd'hui protestent unanimement de leur respect absolu pour la liberté de conscience et l'autonomie des citoyens en tout ce qui relève de la « sphère privée », à laquelle appartient la procréation. Mais, dans le même temps, ils tentent de promouvoir un certain relèvement de la fécondité, qui, les démographes et les économistes le démontrent facilement, les aiderait à atteindre un objectif économique et budgétaire qui a récemment grimpé dans l'échelle des priorités : alléger, tout au moins à moyen terme, les conséquences économiques automatiques du vieillissement démographique. Les démographes et les économistes ont également démontré que contrer le vieillissement démographique par la hausse de la fécondité (et éventuellement l'immigration) aboutit surtout à repousser le problème à plus tard tout en le grossissant, mais un gouvernement se préoccupe toujours davantage du futur proche que de l'avenir lointain. Les politiques démographiques explicites visent donc généralement à réduire la pénalisation financière qui frappe les familles plus nombreuses que la moyenne : aides financières directes (allocations familiales) ou mesures de facilitation de la procréation (crèches, congés...).

Du côté du citoyen, le point de vue est très différent. Fonder une famille, engendrer des enfants, décider du nombre de ses enfants, sont avant tout des libertés fondamentales, et il n'est pas concevable qu'une autorité quelconque, civile ou religieuse, scientifique ou morale, prétende dicter ou influencer ces choix. Même si on comprend les préoccupations de l'État, on n'en tient aucun compte dans la prise de décision. Tout compte fait, les aspirations de l'État et celles des citoyens pourraient peut-être se rejoindre sur le vieux rêve de Platon : que chaque union stable d'un homme et d'une femme donne naissance exactement à un garçon et une fille. Mais pour l'instant, cela est encore du domaine du rêve. Platon conférerait à l'État le droit (et même l'obligation) de redistribuer les enfants entre les familles et d'éliminer les enfants excédentaires pour assurer cette péréquation, condition nécessaire de son idéal de stationnarité perpétuelle de la population. Une telle politique démographique autoritaire n'est heureusement plus à l'ordre du jour...

Il subsiste, entre l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle et celle du XXI<sup>e</sup>, une différence largement sous-estimée jusqu'à présent : l'adaptation mutuelle entre les évolutions démographique et économique ne se fait plus du tout aujourd'hui comme autrefois. Sous les vieux régimes monarchiques, le système économique est organisé pour accueillir l'adolescent qui se présente sur le marché du travail. Il y a des terres à cultiver, des industries à développer, toute force musculaire est la bienvenue. Certes, la condition sociale du travailleur relève bien souvent de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais la société fait rapidement de chaque nouveau-né un consommateur et un producteur. Un peu plus tard, la société industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle va perfectionner le mode d'exploitation de la force de travail. Marx y diagnostiquera l'apparition d'un comportement nouveau de ceux qui tiennent les rênes de l'économie : l'exclusion des

« inutiles », le rejet des bras dont le système socio-économique n'a pas ou plus besoin. Cette gestion cynique de la main-d'œuvre que l'on peut soit exploiter soit exclure a connu progressivement des assouplissements considérables (réglementation du travail) et des compensations coûteuses pour les finances publiques (sécurité sociale et assistance publique), elle a même paru disparaître aux époques de plein emploi, mais elle ressurgit assez brutalement depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle. L'État prend conscience qu'il a de plus en plus de mal à faire de chaque citoyen un « consommateur-producteur-cotisant » à part entière, et que cela lui pose des problèmes budgétaires de plus en plus angoissants. Il commence à se rendre compte que la hausse de fécondité sur laquelle il mise encore pour assurer à court et moyen terme le financement de sa sécurité sociale (grâce aux cotisations de travailleurs jeunes et nombreux) n'aura sans doute pas l'effet escompté, car le « système économique » fait actuellement tout ce qu'il peut pour ne pas accueillir les candidats au travail. Les citoyens constatent qu'il n'y a plus de travail pour tout le monde, que le chômage prend des proportions dangereuses, que les jeunes en fin de formation ne vont pas trouver rapidement et facilement leur place dans la vie active, que les travailleurs plus âgés qui perdent leur emploi ont peu de chances d'en trouver un nouveau et seront mis durablement au chômage ou prématurément à la retraite. Ce sont les symptômes du refus du système économique de s'adapter à la situation et à l'évolution de la population. À force de vouloir convaincre les citoyens et l'État que ses principes (impitoyablement orientés vers les rendements financiers) sont aussi incontournables que l'étaient autrefois les décrets de la Providence et les lois de la Nature, le système économique a fini par croire lui-même qu'une autre logique est impossible. Il est donc actuellement incapable de se transformer, de se réorganiser pour faire en sorte que chacun ait une place décente dans la société. Cette attitude, extrêmement profitable pour un petit nombre, pousse de plus en plus de monde vers la marginalisation, l'exclusion, la paupérisation. Alors se diffuse peu à peu dans la population le sentiment qu'il n'y a plus de place pour chacun dans le monde actuel, et qu'il est bien hasardeux, sinon inconscient, de donner le jour à un enfant dont on est de moins en moins assuré que la société lui offrira les conditions de son épanouissement. C'est ainsi que, depuis peu, on entend de plus en plus souvent argumenter la frilosité quasi générale des Européens en matière de procréation.

## Désir d'enfants

Myriam TONUS

Agnès et Lucas n'auront pas d'enfant.

Non qu'ils en soient empêchés par la nature – tous deux sont normalement féconds. Agnès et Lucas n'auront pas d'enfants parce qu'ils ne le veulent pas. Ils sont tous deux parrain et marraine attentifs, chérissant leurs filleuls respectifs, les pouponnant avec joie. Mais lorsqu'on leur demande pourquoi ils ne veulent pas avoir eux-mêmes un bébé, ils répondent sereinement : *"Parce que nous estimons que le monde est tellement abîmé, déjà surpeuplé. Projeter un nouvel être humain dans un environnement aussi menacé, ce n'est vraiment pas un cadeau pour lui !"* Si ce discours est encore relativement peu répandu, il n'est cependant pas exceptionnel. Bien d'autres couples limitent volontairement leur fécondité à un seul enfant en avançant des arguments similaires.

Ces couples sont-ils *égoïstes*, comme ils se l'entendent parfois reprocher, voire *dégénérés*, au titre que l'être humain, comme tout animal, tendrait à se reproduire par instinct? Ces qualifications relèvent l'une et l'autre du jugement moral, puisqu'il s'agit moins de *comprendre* un comportement, de l'expliquer en raison, que de l'évaluer à l'aune de normes et valeurs considérées comme évidentes, à l'aune d'une "loi naturelle" à laquelle tout être humain devrait se soumettre pour justifier son humanité. On verra, plus avant dans cette réflexion, que l'on est loin d'être sortis de ces arguties.

Il n'est pas rare en effet que les observations relatives à la baisse de natalité se voient assorties de considérations qui, se voulant explicatives, quittent en réalité le champ des données objectives pour celui de la morale ; et d'évoquer l'*individualisme*, l'*hédonisme*, sinon l'*égoïsme* contemporains. Et ce pourrait, après tout, être une hypothèse explicative comme une autre, parmi d'autres. Mais en morale comme en politique, les *-ismes* risquent toujours d'avancer une explication globale, totalisante, qui laisse peu de place au jeu et à la plasticité des situations humaines. De plus, établir un lien causal direct entre dénatalité et repli sur l'individu, c'est affirmer implicitement que le désir d'une descendance multiple est une donnée à la fois naturelle et bonne.

Dans un premier temps, donc, nous allons interroger le caractère *naturel* du désir d'enfant : est-il instinctif ou bien a-t-il plutôt partie liée avec l'histoire de l'individu et de sa culture ? Ce n'est pas, on va le voir, sans incidence sur la représentation que l'on se fait de l'être humain. Par ailleurs, si le désir d'enfant a partie liée avec l'histoire, on peut émettre l'hypothèse que les changements profonds à l'œuvre dans nos sociétés pèsent sur ce désir. Dans un deuxième temps, nous interrogerons les *valeurs* qui sous-tendent implicitement la décision d'avoir ou non des enfants.

## Inscrit dans la nature ?

Si la *reproduction de l'espèce* est bien une donnée du vivant, puisque condition de sa survie, le *désir d'enfant* ne lui est ni tout à fait superposable, ni tout à fait opposé. Il ne lui est pas superposable, sauf à considérer qu'un être humain n'est qu'un animal comme un autre, dont les conduites sont déterminées par l'instinct ou la chimie des neurones, et donc prévisibles. Cette position philosophique (car c'en est une) n'est pas exempte d'ambiguïté, car elle implique alors que celui ou celle qui la professe n'émet là, en réalité, qu'une proposition qui lui est « dictée » par quelque facteur extérieur identifiable...

Mais l'on peut également penser que ce qui signe l'humanité en l'être humain, c'est précisément sa capacité à transgresser l'animalité, à user de ses instincts d'une manière propre. Cela peut être *par excès* : les violences inouïes de la torture répétée ou, dans un tout autre registre, la recherche de plaisirs insolites dans les pratiques sado-masochistes ne se rencontrent pas dans le règne animal. Mais cela peut être aussi *par limite* : l'enfant ne lape pas sa soupe comme un chiot et même ses besoins naturels, il va apprendre à les différer, les rendre socialement acceptables. On pourrait donc dire qu'en l'humain, tout est humanisé – y compris les pulsions et les instincts. Avec des fortunes variables, certes, et l'on peut comprendre que face à certains actes particulièrement odieux ou barbares, la raison ait du mal à identifier l'humanité en l'humain qui les a commis. Mais si l'on accepte l'horizon de ce principe d'humanité, alors l'instinct de reproduction, commun à toutes les espèces vivantes, se complexifie énormément – précisément parce qu'il touche au plus essentiel : la vie la mort, soi et l'autre, le même et le différent...

Pour autant, prétendre exempter le désir d'enfant de sa charge instinctive, c'est sans doute verser dans l'excès symétrique au déterminisme biologique. Reléguer les pulsions du côté de l'obscur, de l'animalité comme s'il s'agissait d'un mal à éviter à tout prix, c'est prêter le flanc à la critique pascalienne de l'*angélisme*... Postuler que chaque enfant qui naît est, peu ou prou (ou à tout le moins, devait être) le fruit d'un désir conscient et si possible amoureux, c'est sans doute méconnaître ou refuser les paradoxes et ambiguïtés qui habitent ce que l'on appelle encore parfois « la nature humaine » et qui en signent à la fois la grandeur et la fragilité.

Prenons donc d'abord acte que tout enfant n'est pas le fruit d'un désir, ni même d'une décision. Combien de naissances, aujourd'hui encore, sont dues à des circonstances hasardeuses, à la méconnaissance, à la violence ? Combien trouvent leur origine dans le magma de l'inconscient, comme chez ces (très) jeunes filles qui « oublient » leur pilule contraceptive pour s'attacher un copain, s'émanciper de la volonté parentale, se prouver qu'elles sont déjà femmes ? On dira que le fait de mener à terme une grossesse est déjà – sauf exception<sup>24</sup> le signe d'une décision. D'une décision, peut-être – mais d'un désir profondément ancré ?... Il est illusoire de penser que les campagnes d'information et d'éducation ont définitivement clarifié le lien entre activité sexuelle et fécondité. Les mentalités ont évolué, les pratiques aussi ; pour autant, les naissances « inattendues » ou non désirées demeurent une réalité qu'on ne peut purement et simplement ignorer.

Mais, objectera-t-on, il y a toutes les autres ! Tous ces enfants nés au terme d'un projet parental, fruits d'une décision partagée, voulus et accueillis dans la joie. Evidemment et bien heureusement. Mais ici encore, il faut se garder d'une vision simplifiée à l'excès. Le désir

---

<sup>24</sup> On pourrait évoquer ici ces "dénis de grossesse" : la femme enceinte (et parfois aussi son entourage) met inconsciemment en place un dispositif qui lui permet de justifier les modifications de son corps par des causes sans lien avec la grossesse – prise de poids, maladie... Jusqu'à l'accouchement qui survient et projette brutalement la mère dans la réalité. Au point que certaines femmes, prisonnières jusqu'au bout de leur déni, vont jusqu'à tuer le nouveau-né.

humain n'est jamais « chimiquement pur » ; reconnaître cela, une fois encore, ce n'est pas dévaloriser l'humanité, c'est au contraire reconnaître son statut d'*émergence* par rapport à la brutalité nue de l'instinct. Vouloir, décider de faire un enfant c'est sans doute l'un des actes les plus humains – et donc les plus complexes – qui soient. S'y mêlent la volonté la plus consciente (concrétiser la fécondité d'une relation, donner chair à un amour, rendre visible la foi en la vie, faire en sorte qu'un nom ne s'éteigne pas...), les désirs qui hantent l'inconscient (se prolonger, se dédoubler, faire barrage à la mort qui signe la disparition...) et peut-être aussi, selon les individus, des motivations encore bien plus obscures : remplacer un enfant disparu, tenter de sauver un couple en naufrage, compenser l'échec d'une vie professionnelle ou sociale<sup>25</sup>... Chacune et chacun, sans doute, voudrait pouvoir se dire qu'il/elle est un « enfant de l'amour » ; reconnaître que l'origine est peut-être, est sans doute moins claire et demeure comme une tache aveugle n'a rien de déshonorant.

Si donc le désir d'enfant s'inscrit bien dans la « nature », c'est dans une nature humanisée par le désir, et un désir foisonnant, multiforme, impossible à circonscrire dans les limites de la raison.



Par ailleurs, l'être humain n'advient à son humanité que par et dans la rencontre d'autres êtres humains : son entourage proche, évidemment, mais aussi ce qu'on appelle la socialité – toutes ces relations (certaines durables, d'autres éphémères) qui, au long d'une vie, in-forment, c'est-à-dire donnent forme à l'individu, s'entremêlent sur sa trame initiale en des motifs imprévisibles. *"Nous savons maintenant que ce système nerveux vierge de l'enfant, abandonné en dehors de tout contact humain, ne deviendra jamais un système nerveux humain. Il ne lui suffit pas d'en posséder la structure initiale, il faut encore que celle-ci soit façonnée par le contact avec les autres, et que ceux-ci grâce à la mémoire que nous en gardons, pénètrent en nous et que leur humanité forme la nôtre. Humanité accumulée au cours des âges et actualisée en nous. [...] Nous ne sommes donc rien sans les autres..."*<sup>26</sup>. Ainsi s'exprimait le biologiste Henri LABORIT, biologiste athée, peu suspect de complaisance envers les bons sentiments.

Si donc l'on parle de désir (ou non-désir) d'enfant, ce ne peut être qu'à la croisée de deux histoires : celle d'un être humain singulier avec son vécu propre, toujours singulier et celle de l'environnement social, économique, culturel où il a fait ses apprentissages. Nul-le n'est une île. Et le fait de chercher à évaluer dans quelle mesure, plus ou moins grande, l'environnement détermine les conduites d'un individu est un débat aussi vieux que la philosophie elle-même ! Nous n'y entrerons pas, mais cherchons à percevoir comment les évolutions de la société changent le cadre – et donc la configuration – de ce qu'on appelle communément le *désir d'enfants*.



Nous sommes en train de quitter la modernité, nous l'avons sans doute déjà quittée. A preuve : nous parlons désormais de *post-modernité* pour désigner l'époque qui est la nôtre, reconnaissant implicitement la fin d'une ère... et l'incapacité où nous sommes de désigner

---

<sup>25</sup> Révélateur à cet égard est le glissement qui s'est opéré, ces dernières années, du *désir* d'enfant vers le *droit* à l'enfant. Faire du projet d'enfant une revendication quasi juridique occulte encore un peu plus la charge affective inconsciente présente à ce projet. Le droit relève en effet très largement de la *culture* ; il a pour visée de réguler précisément ce que la *nature* pourrait engendrer en termes d'excès : violence, abus, atteinte à la sécurité, etc.

<sup>26</sup> LABORIT, H., *Éloge de la fuite*, éd. Robert Laffont, Paris, 1976, pp.80;83.

déjà positivement celle où nous entrons. Nous savons plus ou moins ce qui s'achève sans pouvoir déjà décrire ce qui ne fait que s'annoncer.

Ce qui s'achève, c'est la *modernité* qui a fait rupture d'avec le Moyen Âge. Une modernité marquée, entre autres, par l'autonomisation croissante de la sphère humaine par rapport au religieux, marquée aussi par la croyance en un progrès continu. Progrès des sciences et des techniques, mais aussi progrès sociaux qui ont connu de véritables *révolutions*, censées mener l'humanité à son achèvement démocratique. Liberté, égalité, fraternité ! Reconnaissance des droits humains. Grand soir à l'horizon... Deux guerres et quelques génocides effroyables ont sonné le glas de ce bel optimisme. Lorsque tombe le mur de Berlin en 1989, c'est non seulement un système politique oppressif, censément éternel, qui disparaît mais aussi tous les systèmes de pensée totalisants, tous les "grands récits" qui, des religions à la laïcité, entendaient faire le bonheur de l'humanité entière. Fin de l'Histoire, va jusqu'à annoncer le philosophe américain Francis FUKUYAMA. Précision intéressante : la fin de l'histoire, pour lui, c'est "*le point final de l'évolution idéologique de l'Humanité et l'universalisation de la Démocratie libérale occidentale comme forme finale de gouvernement humain.*"<sup>27</sup>

Intéressant, oui. Car ce qu'annonçait FUKUYAMA, c'était rien de moins que l'advenue d'une nouvelle idéologie qui refuse de s'avouer telle... Depuis lors, on a pu voir se préciser les contours de cette nouvelle "démocratie libérale", où le premier terme sert de cache-misère à la toute-puissance du second. C'est au nom d'une certaine vision du libéralisme que les frontières se sont progressivement effacées, facilitant des échanges économiques désormais mondialisés; c'est au nom de ce libéralisme aussi que se sont multipliés les échanges financiers, aboutissant à une forme d'économie virtuelle que l'on n'hésite plus désormais à opposer à l'"économie réelle". C'est encore au nom d'un libéralisme sain et fort que des plans d'assainissement ont été imposés, d'abord aux pays en voie de développement, puis désormais au sein même de l'Union européenne. Fini, le capitalisme de Marx : l'heure est aux méga-économies émergentes (Chine, Inde, Brésil) ; les États nationaux tentent désespérément de sauver des lambeaux des acquis sociaux ; l'ascenseur social issu des Trente Glorieuses connaît de fâcheux ratés et les inégalités sont criantes, au plan international comme au sein de chaque pays.

Et comme si cela ne suffisait pas, les idéologies du 20<sup>e</sup> siècle ont entraîné dans leur débâcle la croyance en la bonté essentielle du progrès. Certes, l'explosion des techno-sciences a apporté des avancées incontestables, qui ont grandement accru la qualité de vie. Allongement continu de l'espérance de vie, maîtrise de la fécondité, éradication de certaines maladies, traitement de la douleur, mais aussi : possibilités quasiment illimitées de communiquer en temps réel, de se déplacer dans le monde entier (et par-delà !), automatisation des tâches de travail les plus pénibles, prévention accrue des catastrophes naturelles... Il serait injuste de ne pas saluer ces avancées – et tant d'autres – qui, dans le principe, peuvent sans conteste améliorer voire sauver la vie de millions d'êtres humains.

Mais ces avancées réelles ne peuvent cacher les effets pervers qu'elles causent, lorsqu'elles sont au service des impératifs économiques et non du bien-être des populations. Les graves atteintes à l'environnement condamnent à terme l'expansion indéfinie d'un certain mode de vie. La philosophie du "prêt-à-consommer-prêt-à-jeter" commence à avoir du plomb dans l'aile, mais freine toute alternative d'une quelconque ampleur. Quant au travail, il se voit réduit à sa seule valeur économique : gagner de l'argent, pour pouvoir acheter des biens ; acheter des biens pour faire tourner la machine et ainsi garder des emplois... Tout se vend, tout s'achète, y compris ce qui paraissait, il y a peu, le patrimoine inaliénable de l'humanité :

---

<sup>27</sup> FUKUYAMA, F., *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, in *National Interest*, juin 1989. Trad. intégrale en français dans la revue *Commentaire*, n°47, automne 1989.

l'eau, les organes, demain peut-être l'air... Le désir humain semble conditionné pour n'avoir d'autre objet que celui-là : avoir, posséder. Avoir pour exister. Avoir pour être.

Caricatural, ce portrait ?

Oui, sans doute, en ce qu'il ne pointe que certains traits, laissant bien d'autres dans l'ombre.

Non, car la caricature assume sa fonction : donner à reconnaître à travers les distorsions les plus évidentes.



Parler de désir d'enfant, c'est parler aussi de désir.

Comment ce désir ne serait-il pas obscurément traversé, travaillé par ces ondes de choc qui secouent nos sociétés ? L'impératif de consommation induit un niveau et un mode de vie où, je l'ai souligné, ce que l'on *est* paraît à travers ce que l'on *a*. Les liens sociaux s'en trouvent affectés : concurrence (« *le voisin a une plus belle porte de garage que la nôtre* »<sup>28</sup>), dévalorisation (« *tu ne vas tout de même pas venir me chercher à l'école avec cette vieille voiture* »), séduction : tu seras une bonne épouse, bonne ménagère, bonne mère, bon père si tu utilises tel déodorant, tel produit pour nettoyer les toilettes, telle lessive qui sauvegarde les couleurs... On en arrive à cette forme de perversion où le lien affectif (par exemple parent/enfant) se mesure à l'aune de ce que l'on peut offrir au gamin ou à la gamine. L'enfant lui-même se voit marqué d'une valorisation telle qu'il devient une sorte de « produit de luxe », à qui rien ne saurait être refusé. S'il faut lui « offrir le meilleur », partout et toujours, alors l'idée même d'une fratrie élargie devient incongrue : le roi n'est roi que parce qu'il est unique ; par ailleurs, le coût élevé qu'entraîne l'enfant en tant que prescripteur d'achats n'incite pas à davantage à le déloger de cette position privilégiée. Le pouvoir d'achat des familles nombreuses est, de facto, moins élevé...

Comment le projet d' "*avoir un enfant*" pourrait-il se croire angéliquement indemne face à cette déferlante de possession ? Pourrait-on "*faire un enfant*" en ignorant que les techno-sciences permettent, en effet, de maîtriser le début (et la fin) de la vie? La stérilité, vieille malédiction biblique, n'est plus une fatalité et bientôt, sans doute, le choix du sexe de l'enfant à naître, voire d'autres caractéristiques, pourraient bien relever du vouloir des parents.<sup>29</sup>

Former un couple durable, vouloir un enfant, c'est aussi s'inscrire dans le temps des générations, se situer entre passé et avenir. Or, le rapport au temps se modifie et ce ne peut être sans incidence sur cette inscription. Ce nouveau rapport est induit par différents facteurs : allongement de la vie (quatre générations concomitantes !), mais aussi impératif de demeurer jeune pour les adultes ("jeunisme", "adulcescence") et de paraître adulte quand on ne l'est pas encore : préadolescence précoce, érotisation ambiguë des tenues enfantines... Sorte de brouillage des générations qui modifie, peu ou prou, les rapports familiaux.

Le brouillage de la fonction parentale commence, en particulier, à être bien identifié<sup>30</sup>. Outre la difficulté à assumer sa place dans la lignée des générations, on observe une fragilisation de la place du père, le désir de séduire l'enfant par crainte de ne plus être aimé... : quelques-uns des symptômes de ce qui pourrait bien être, en effet, une perversion inédite

---

<sup>28</sup> Tous les exemples ici cités se réfèrent à des publicités radio ou télé réelles.

<sup>29</sup> Dans certains pays (en Inde, notamment), une échographie proposée gratuitement aux femmes leur donne la possibilité d'avorter du fœtus si celui-ci est une fille. Choix *a posteriori*, mais choix déjà. Politique, ô combien !

<sup>30</sup> Voir par exemple LEBRUN, J.-P. *La perversion ordinaire. Vivre ensemble sans autrui*, Denoël, Paris, 2007, HALMOS, C., *Pourquoi l'amour ne suffit pas. Aider l'enfant à se construire*, NiL éditions, Paris, 2006 ou encore BELLET, M., *La seconde humanité. De l'impasse majeure de ce que nous appelons l'économie*, Desclée de Brouwer, Paris, 1993.

majeure du lien social. Ceci fait, les « enfants-roi », apparus en même temps que les promesses d'une économie qui se croyait à jamais triomphante, pourraient bien n'être qu'un épiphénomène – désagréable, sans doute, mais dont le règne ne survivra pas aux remises en question que l'on sent monter. Le pédiatre Aldo NAOURI estime<sup>31</sup> qu'on a sacrifié une génération d'enfants et d'adultes, mais que le balancier pourrait bien changer de direction. Discours qui n'est pas sans ressemblance avec celui des défenseurs de l'écologie environnementale ; écologie humaine et écologie de la nature ne sont évidemment pas sans rapport – faut-il que nous le (re)découvrons !

Du coup, on assiste à de profonds changements dans la conception et la structure des familles. En témoignent le nombre croissant de divorces et de familles monoparentales, les recompositions familiales... Mais aussi le choix de certaines femmes de devenir mère à un âge où, en principe, le corps ne le permet plus guère et le choix de certains hommes de s'unir à une nouvelle compagne qui a l'âge de leurs propres enfants.

Très au fond, c'est *l'identité* même du sujet qui est ainsi interrogée, remise en question. Au temps de la Modernité, il se définit par sa raison ("*Je pense, donc je suis*" – Descartes) et par ses appartenances sociales : on est né quelque part (race, patrie, langue...), on occupe une place dans la société (sexe, travail, classe sociale, hiérarchies...), on fonde une famille qui est comme la reproduction de cette société et qui lui assure stabilité et continuité<sup>32</sup>.

En 1979, l'historien et sociologue américain Christopher LASCH signe *The culture of narcissism*<sup>33</sup> où s'annonce déjà la figure de l'individu post moderne, artisan de sa propre vie, soucieux de son épanouissement et de son bien-être, adepte du *cocooning* et des relations proches, peu désireux de s'engager à long terme, hanté par la vieillesse et la mort, désenchanté et déniaut toute efficacité à l'action sociale. Trente ans plus tard, on est saisi par la clairvoyance anticipée du propos. Y compris celle de l'avertissement final, à propos des menaces qui pèsent sur les démocraties...

Peut-être – mais nous n'avons pas le recul suffisant pour en juger vraiment – peut-être ce "vertige de l'autodestruction", cette "ère du vide"<sup>34</sup> sont-ils en passe d'être franchis. Ici et là, des voix s'élèvent, des mouvements se créent, qui refusent de s'accorder à la pensée unique marchande ambiante. On parle de *consommation douce*, de *décroissance*, d'*indignation* et de *résistance*. Mais ce ne sont encore que des frémissements et pour une écrasante majorité d'êtres humains, y compris dans nos pays nantis, les difficultés de la vie quotidienne, la crainte de l'avenir et le sentiment d'être dépossédés de leurs moyens d'action pèsent sur leurs projets, barrent plus ou moins leur désir. Y compris celui d'avoir des enfants.

Pour autant, ce désir n'est pas éteint. Il y aurait, chaque seconde, trois enfants qui viennent au monde. Si la régulation des naissances gagne du terrain, y compris dans les cultures traditionnellement attachées aux grossesses multiples, ils sont encore peu nombreux celles et ceux qui, comme Agnès et Lucas, décident de ne pas tenter l'aventure.

---

<sup>31</sup> Conférence d'ouverture de l'Université d'été du SeGEC, le 22 août 2008 à Louvain-la-Neuve.

<sup>32</sup> D'où la condamnation, affichée en tout cas, de l'adultère, du divorce et de l'avortement.

<sup>33</sup> Traduit en français : *Le complexe de Narcisse. La nouvelle sensibilité américaine*, éd. Laffont, Paris, 1981.

<sup>34</sup> Titre de l'essai magistral d'un autre sociologue, français cette fois : Gilles LIPOVETSKY, *L'ère du vide. Essai sur l'individualisme contemporain*, Gallimard, Paris, 1983.

## Naturellement bon ?

Ceci ouvre l'espace d'un nouveau champ, celui des *valeurs*.

En effet, si le *désir* s'exprime à l'état brut, pourrait-on dire, comme impulsé à partir de lui-même, c'est la *décision* qui peut lui donner (ou non) réalité. Le désir d'enfant ne débouche pas nécessairement sur la décision d'en faire un... Si le désir apparaît dans le champ de l'affectif, la décision, elle, sera davantage fondée en raison ; si le désir est sans cause, la décision se réfère à des *motifs*. Sans doute, dans la situation vécue, les choses sont-elles moins clairement départagées et l'on n'est jamais assuré de ce que la décision que l'on prend "rationnellement" n'est pas, en réalité, un avatar du désir le plus irrationnel. Et par ailleurs, l'on peut très raisonnablement décider d'accéder à son désir !

Mais demeure ceci, que toutes les décisions personnelles et collectives sont traversées, portées, inspirées consciemment ou non par des *valeurs*. Par "valeur", entendons un principe considéré comme positif par un groupe humain et qui exerce une influence sur les comportements. Ainsi, la *justice*, le *bonheur*, la *réussite*, le *courage* ou la *solidarité* sont, dans la plupart des sociétés humaines, des principes directeurs.

Ces principes, néanmoins, sont marqués par la *relativité*, dans le temps et l'espace<sup>35</sup>. Considérée aujourd'hui dans nos sociétés comme une valeur à cultiver, la protection de l'enfant n'a pas toujours été considérée comme telle ! Il suffit, pour s'en convaincre, de se remémorer les pratiques d'abandon de nourrissons au 18<sup>e</sup> siècle<sup>36</sup> ou d'entendre cet aveu de Michel DE MONTAIGNE : « *J'ai perdu deux ou trois enfants en nourrice, non sans regrets, mais sans fascherie* »<sup>37</sup>... Quant à la relativité spatiale, songeons au sort réservé, de nos jours, à ces millions d'enfants soldats, esclaves sexuels, travailleurs forcés... Non, les valeurs ne s'imposent pas de nature partout, à tous et en tout temps.

Mais reconnues ou méprisées, consciemment revendiquées ou confinées dans l'obscurité de l'inconscience, les valeurs sont présentes et demandent à être interrogées.

Se pose dès lors la question : le désir et la mise au monde d'enfants sont-ils nécessairement, naturellement *bons* ? Autrement dit : la fécondité doit-elle devenir une norme morale ? A contrario, la refuser est-il le signe d'un dysfonctionnement d'humanité, ainsi que d'aucuns le prétendent ?

Impossible d'entrer, dans le cadre de la présente réflexion, dans une argumentation éthique rigoureuse, tant les présupposés et postulats sont nombreux et complexes. Je me contenterai donc de proposer quelques balises.

Si le désir d'enfant est porteur, on l'a vu, d'une lourde charge symbolique, le fait d'avoir de nombreux enfants n'est pas pour autant le signe d'un désir proportionnellement épanoui ; autrement dit, plus platement, ce n'est pas la quantité qui est le signe nécessaire de la qualité<sup>38</sup>. Voir, dans les progénitures abondantes du passé ou de certains pays aujourd'hui, le témoignage d'une meilleure qualité de vie ou d'une générosité plus grande, c'est faire

---

<sup>35</sup> D'où la remise en cause récurrente du caractère "universel" de la Déclaration des Droits de l'Homme. Pensés comme relevant d'une évidence universelle au moment de son écriture, elle se voit désormais régulièrement contestée en certains de ses articles, au titre qu'elle ne serait que l'expression d'une culture particulière et donc, non généralisable. Immense question philosophique à laquelle il conviendrait de se confronter courageusement...

<sup>36</sup> Voir par exemple Elisabeth BADINTER, *L'amour en plus. Histoire de l'amour maternel XVII<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècle*, Flammarion, Paris, 1998.

<sup>37</sup> DE MONTAIGNE, M., *Essais*, cité par ARIES, P., *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Seuil, coll. "Points Histoire", Paris, 1973, p.60.

<sup>38</sup> Il est amusant de constater que ce fait s'est imposé pour ce qui concerne la relation conjugale : la polygamie (ou la polyandrie) étant, dans les sociétés occidentales, considérées comme des formes boiteuses, inachevées, de cette relation. Et cela, alors même que la tradition vétérotestamentaire (Abraham, David, Salomon...) atteste qu'avoir de nombreuses femmes est aussi évident qu'avoir une nombreuse descendance !

l'impasse sur un fait pourtant bien identifié dans l'histoire : de tous temps, certains humains ont cherché à maîtriser le nombre de leurs enfants<sup>39</sup> ; lorsqu'ils ne le faisaient pas, pesait sur les femmes une charge qui contribuait au maintien de leur statut d'infériorité.

La possible maîtrise de la fécondité pourrait donc bien être, paradoxalement, l'aboutissement « naturel » d'une humanisation qui refuse le pur déterminisme de la nature. Et loin d'être le signe d'un désir pervers, elle pourrait au contraire offrir les conditions dans lesquelles le désir d'enfant trouve le mieux à s'exprimer. Ou, en d'autres termes, peut-être peut-on aujourd'hui comprendre mieux qu'il y a cent ans ce que signifie « donner la vie » – qui dépasse de si loin l'aspect strictement biologique. Reconnaître chaque enfant dans sa singularité, ne pas l'instrumentaliser (en en faisant, par exemple, un moyen de ressources financières ou une « assurance vieillesse »), vouloir lui offrir des conditions de vie décentes, refuser pour lui la misère, dira-t-on que c'est le signe d'un repli individualiste ? Nombreux sans doute sont aujourd'hui les couples qui souhaiteraient avoir un enfant de plus, mais s'y refusent parce qu'ils ne voient pas comment, dans les conditions de vie qui sont les leurs, ils pourraient l'accueillir et l'élever favorablement.

C'est ici qu'il faudrait s'arrêter pour considérer une fois encore quelles sont ces « conditions de vie » qui se sont insensiblement imposées comme de nouvelles contraintes, apparemment indolores et de ce fait, infiniment plus difficiles à identifier. C'est au sociologue à instruire cette partie du dossier... J'ai déjà indiqué d'indiquer ce qui me paraît la grande menace de nos sociétés du tout-à-l'économie : l'affolement du désir, sa réduction à la compulsion de consommation, son calibrage imposé. Il me semble que la judiciarisation du désir d'enfant (« droit à l'enfant ») ou son inscription dans l'échange économique (« ventres porteurs », pudiquement nommés « aide à la procréation »), voire dans une volonté solipsiste (« faire un bébé toute seule », choisir peut-être demain ses caractéristiques génétiques) posent des questions morales infiniment plus lourdes que le fait de refuser de passer au statut de « famille nombreuse ».

## **Du côté des Écritures judéo-chrétiennes**

Enfin, il nous a paru opportun de terminer cette réflexion – forcément partielle et partielle – par une évocation de la tradition judéo-chrétienne. Cela pour deux raisons. La première est qu'en dépit d'une baisse caractérisée de la pratique religieuse dans nos pays, les discours du magistère concernant la sexualité continuent d'alimenter le moulin des médias, et donc la discussion publique. Qu'on le veuille ou non, le christianisme hante l'inconscient historique occidental, comme son enfance hante l'inconscient de tout individu, pour le meilleur et pour le pire. Le pire occupant plus volontiers la première place, il n'est pas rare d'entendre encore des athées proclamés s'indigner de contenus bibliques... qui ne se trouvent pas tels quels dans les Écritures. Il n'est donc pas malvenu de réentendre ces textes dans leur saveur originelle.

La seconde raison est liée à ce qu'on appelle le "retour du religieux" – qui n'est pas, comme certains croyants l'espèrent, le retour à une situation de chrétienté telle que l'ont connue les siècles précédents, mais bien plutôt un phénomène, certes de grande ampleur, mais qui est lui-même un produit de la mutation, parfaitement adapté à elle d'ailleurs. Ce retour à des croyances simples, immédiates s'accompagne le plus souvent de normes morales d'une sévérité que ne s'autoriserait plus le christianisme officiel... et d'un encouragement renouvelé

---

<sup>39</sup> En témoignent les objets et pratiques clairement destinés à des fins contraceptives : préservatifs masculins, pratiques d'hygiène féminines ou objets destinés à empêcher la fécondation. On pourrait également évoquer les manœuvres, vieilles comme l'humanité, destinées à provoquer un avortement.

à la natalité, au nom de la Bible évidemment. Ici encore, il importe d'écouter les textes avec une attention renouvelée.

Ce qui suit est, nous le reconnaissons d'emblée, une *lecture* de croyant-es, une lecture d'un "Dit" venu du fond des âges. Une *proposition* qui ne prétend pas se poser en norme, qui ne parlera qu'à tel ou telle, croyant-e ou non. Mais notre conviction est que si la Parole chrétienne peut encore parler aux êtres humains, ce ne peut être qu'au cœur de ce qui fait leurs conditions de vie, de ce qui nourrit ou entrave leur désir, de ce qui leur donne souffle ou les épuise.

Le lien entre l'humain et la nature apparaît dès les premières lignes du livre de la Genèse.

*<sup>26</sup>Dieu dit : « Faisons l'homme à notre image, comme notre ressemblance, et qu'ils dominent sur les poissons de la mer, les oiseaux du ciel, les bestiaux, toutes les bêtes sauvages et toutes les bestioles qui rampent sur la terre. »<sup>27</sup> Dieu créa l'homme à son image, à l'image de Dieu il le créa, homme et femme il les créa.<sup>28</sup> Dieu les bénit et leur dit : « Soyez féconds, multipliez, emplissez la terre et soumettez-la ; dominez sur les poissons de la mer, les oiseaux du ciel et tous les animaux qui rampent sur la terre. »<sup>29</sup> Dieu dit : « Je vous donne toutes les herbes portant semence, qui sont sur toute la surface de la terre, et tous les arbres qui ont des fruits portant semence : ce sera votre nourriture.<sup>30</sup> A toutes les bêtes sauvages, à tous les oiseaux du ciel, à tout ce qui rampe sur la terre et qui est animé de vie, je donne pour nourriture toute la verdure des plantes » et il en fut ainsi.<sup>31</sup> Dieu vit tout ce qu'il avait fait : cela était très bon. Il y eut un soir et il y eut un matin : sixième jour. (Gn 1,26-31 - Traduction Bible de Jérusalem)*

« *Cela était très bon* » : l'exclamation qui clôt chaque vague créatrice de la grande geste divine répète une évidence théologique – qui, malheureusement, n'en fut pas toujours une au cours de l'histoire du christianisme : c'est pour le bonheur et la vie que l'humain et la nature ont été créés. Qui plus est, l'être humain se voit d'emblée accéder à une dignité incomparable, puisqu'il est *l'image* du Créateur lui-même, puisqu'il est appelé à parachever ce qui n'est bien, en effet, qu'une « genèse », c'est-à-dire une vie en devenir. La « maîtrise » de la nature est donc bel et bien présentée comme une obligation : soumettre la terre, dominer le règne animal (et tout ce qu'il représente symboliquement, en terme d'instinct), telle est la tâche de l'humain.

Les conditions de cette maîtrise sont elles aussi clairement exprimées<sup>40</sup>. La première concerne la *fécondité* : « Soyez féconds, multipliez, emplissez la terre » (v.28). Le premier verbe signifie littéralement « porter du fruit, fructifier » et c'est par analogie métaphorique qu'il désigne, chez l'être humain, la capacité de se reproduire. Sans aucun doute le *devoir* ici exprimé concerne-t-il bien le fait de mettre des enfants au monde ; mais le limiter à la seule reproduction est sans doute aussi raboter la portée de la « fécondité » inscrite dans le projet divin, en la privant de ses dimensions artistiques, spirituelles ou relationnelles. Quoi qu'il en soit, il me semble que l'on peut entendre de manière cohérente à la fois le devoir de maîtrise et celui de fécondité en les ordonnant tous deux à une injonction primordiale : celle de ne pas « garder pour soi », de ne pas céder à la tentation de la convoitise, qui est appropriation à des

---

<sup>40</sup> On lira avec intérêt la lecture détaillée que fait de ce premier chapitre de la genèse André WENIN dans *L'homme biblique. Anthropologie et éthique dans le Premier Testament*, Cerf, Paris, 1995, pp.18 sv.

fins personnelles (et souvent destructrices) de biens destinés à concourir à un bonheur commun, partagé.

La seconde condition de la maîtrise est en cela encore plus explicite. Il s'agit d'une maîtrise *non-violente*, symboliquement signifiée par le don de la nourriture végétale, aux humains comme aux animaux<sup>41</sup>. Vivre ensemble sans faire couler le sang : tel est le projet de vie pour l'humanité, toujours menacée par l'égoïsme et la convoitise, ces péchés tapis comme des bêtes prêtes à s'emparer de l'humain, selon l'image très forte utilisée par Yahweh lorsqu'il s'adresse à Caïn (Gn 4,5).

Accepter d'être fécond, c'est participer à la générosité de la vie ; maîtriser la nature, c'est l'empêcher de retourner au chaos (le « *tohu-bohu* ») originel ; c'est permettre à tous les humains d'habiter avec bonheur une commune maison. En ce sens, refuser de mettre des enfants au monde *peut* en effet être, en certaines circonstances, le signe d'une blessure de ce projet : perte de confiance dans l'humanité et/ou dans la vie, volonté de jouir égoïstement de biens dont nul-le n'est propriétaire. C'est en cela que ce texte fondateur peut interroger notre époque, menacée, comme Caïn, par la jalousie, l'envie et le désir de meurtre. C'est même l'une des spécificités de la tradition judéo-chrétienne : faisant de l'humain un co-créateur – et non une créature soumise passivement aux décrets d'une divinité ou du destin –, elle l'inscrit dans une *histoire*, avec un début et une fin, sa genèse et son horizon. Le chrétien devrait donc être, par définition, un être volontairement, obstinément inscrit dans le *progrès* et le *projet* ; jamais résigné, réaliste certes mais sans désespérance, convaincu que la création n'a pas de fin mais que c'est une tâche à poursuivre à tout instant. Convaincu aussi, même si c'est à travers des chemins obscurs et habités par le doute, que la mort ne l'emporte jamais sur l'acte créateur lorsque celui-ci veut une création bonne, et bonne pour tous les humains. C'est en cette foi que s'enracine sa fécondité et c'est par elle qu'il peut réguler sa maîtrise et s'imposer (comme Yahwé !) des temps de *shabbat*, de refus de tout maîtriser. En ces temps prométhéens, nous avons de quoi méditer à nouveaux frais...

Certes, on ne peut passer sous silence d'autres textes de la Tradition, dont le fameux verset : "*Elle [i.e. : la femme] sera sauvée en devenant mère*" (Paul, 1 Th, 2,15). On ne saurait ignorer non plus les innombrables documents du magistère romain relatifs au couple et à sa fécondité – l'encyclique *Humanae Vitae* (1968) étant sans doute celui qui provoqua le plus grand trouble, y compris et surtout chez les catholiques. Il y est réaffirmé avec force que "*le mariage et l'amour conjugal sont ordonnés par leur nature à la procréation et à l'éducation des enfants.*" Remarquons que le document évoque néanmoins la possibilité d'une régulation des naissances : "*Par rapport aux conditions physiques, économiques, psychologiques et sociales, la paternité responsable s'exerce soit par la détermination réfléchie et généreuse de faire grandir une famille nombreuse, soit par la décision, prise pour de graves motifs et dans le respect de la loi morale, d'éviter temporairement ou même pour un temps indéterminé une nouvelle naissance.*" Ouverture pleine de précautions, certes, mais qui reconnaît implicitement cet autre fondamental de la Tradition chrétienne : le primat final de la conscience individuelle.

En conclusion, il me paraît qu'invoquer les versets initiaux de la Genèse pour justifier des discours moraux condamnateurs au sujet de la baisse de fécondité, c'est en quelque sorte le dévoyer. Le désir d'être fécond, le désir d'enfant est, on l'a vu, inscrit peu ou prou au cœur

---

<sup>41</sup> C'est après la catastrophe du déluge, signe d'une rupture d'alliance, et avec le nouveau pacte scellé avec Noé qu'apparaît, comme une concession, le don d'une nourriture carnée. Comme si le créateur « se résignait » à ce que la violence habite désormais sa création.

de chaque être humain. Porter ce désir, le bénir (c'est-à-dire en reconnaître la bonté intrinsèque) ainsi que le fait la Genèse, c'est signifier la confiance faite à l'humain par sa Source jusqu'en ses replis les plus intimes. Rien de moins... mais rien de plus ! Voir en ce texte une norme précise, qui imposerait un nombre d'enfants en deçà duquel l'ordre moral serait perturbé, c'est l'utiliser, le détourner, en réduire gravement la portée. C'est même réinscrire dans l'ordre *individuel* (voire individualiste) une histoire qui dépasse infiniment l'individu ; une histoire qui invite au contraire l'individu à prendre ses responsabilités (y compris en matière de fécondité humaine), au service d'un projet collectif commun à toute l'humanité. Si les textes des Écritures parlent encore aujourd'hui, ce ne peut être que tout à fait en amont, à la racine de ce qui fonde l'humain, bien avant l'éthique et la morale, là où se joue le devenir de l'humanité. Et c'est peut-être bien en ce lieu que nous sommes aujourd'hui.

# Mort et longévité : un couple infernal ?

André LAMBERT, Louis LOHLÉ-TART, Michel LORIAUX  
(avec la complicité d'Anne CALCAGNI et de Philippe van den BOSCH de AGUILAR)

[www.adrass.net](http://www.adrass.net)    [adrass@skynet.be](mailto:adrass@skynet.be)    juillet 2016

---

Quand ils s'ingénient à dessiner les contours démographiques futurs d'une population, les démographes semblent dotés d'une excellente faculté à percevoir les souhaits implicites des individus qui la composent. De plus, comme ils sont généralement assez bien informés de la teneur des débats – ou des a priori - des responsables des politiques sociales, ils se montrent très "tendance" au point de ne guère produire de scénarios (trop) dérangeants.

Ainsi, lorsqu'ils esquissent les contours de la mortalité à venir, ils ont le bon goût de proposer une poursuite de la croissance de l'espérance de vie (Ouf : nous mourrons un peu plus tard que prévu) quoique de manière de plus en plus ralentie (Ouf : c'est le soupir de soulagement de Conseils des Ministres rassurés sur l'avenir de la Sécurité Sociale).

Et pourtant ! Des biologistes nous annoncent que des avancées prodigieuses pourraient nous conduire aux franges de l'éternité.

Et pourtant ! Des biologistes nous avertissent que nous ne sommes pas à l'abri de ravages épidémiques. D'ailleurs, nos politiques en sont convaincus qui dépensent des sommes astronomiques pour nous vacciner contre des gripes aviaires pourtant seulement à l'état de menaces vagues.

Nous avons voulu dessiner les contours de notre avenir au cas où ces évolutions se réalisent peu ou prou. Pour ce faire, nous nous sommes donc résolument placés dans une optique de prospective exploratoire et systémique en vue d'analyser les contours potentiels de notre longévité, et partant, de la mort, des dégâts qu'elle produit ...et peut-être aussi de certains de ses avantages collatéraux !

## 1. Un étalon

Tout scientifique possède son unité de mesure, à laquelle il rapportera les résultats de ses expériences. Nous aussi. Nous avons créé pour l'occasion un pays impossible : Eurolande. Ce pays n'a pas besoin de démographes car sa population est immuable. Il compte éternellement un million d'habitants. « Les moins de vingt ans » représentent imperturbablement 25% de la population totale, les « potentiellement actifs », c'est à dire les « 20-59 ans » comptent toujours pour 48,8 % et les « âgés », soit les « 60 ans et plus » représentent constamment 26,2%.

L'âge moyen de cette population est de 41,1 ans et la charge en termes de « jeunes » et de « vieux » qui pèse sur les épaules de chaque millier de « potentiellement actifs » est égale à 1050.

Pour maintenir les caractéristiques de cette population démographiquement figée, les femmes font 2,07 enfants et les espérances de vie à la naissance sont de 76,89 ans pour les hommes et de 82,32 ans pour les femmes. Il n'y a pas de migrations. Notons que notre « étalon », bien qu'il soit une vraie population stable stationnaire selon la terminologie des démographes, n'est pas complètement irréaliste: sa mortalité est celle de la Belgique en 2007-2009 et sa fécondité est quasi celle de la France...

## **2. De quelques perturbations pouvant affecter le meilleur étalon du monde**

Commençons par nous poser deux questions étrangères à notre propos sur la mort en étudiant les impacts respectifs de la fécondité et de la migration.

Parlons d'abord de la fécondité. Alors qu'en Eurolande, les femmes font 2,07 enfants, soit un peu plus que les françaises, on imagine maintenant que, tandis que les hypothèses de mortalité et de migration restent constantes, la fécondité descende en moins de cinq ans à 1,5 enfants. Ce niveau est représentatif de celui réellement observé aujourd'hui dans la Grande Europe, qui va de l'Atlantique à l'Oural.

Cent ans plus tard, la population est quasi divisée par deux et le pourcentage de jeunes passe de 25,0% à 18,0%. Le pourcentage de personnes d'âge actif (les 20-59 ans) diminue peu (de 48,8% à 46,5%) et les âgés, qu'ils soient définis comme les personnes de soixante ans et plus ou comme les personnes dont l'espérance de vie est au maximum de dix ans, acquièrent un poids relatif très important : en pourcentages, les « soixante ans et plus » passent de 26,2% à 35,5%.

Si on examine rapidement le tableau synthétique qui clôture ce texte, on constate que cette variation de la fécondité, pourtant tout à fait plausible dans un contexte occidental, produit sur le volume total de la population et sur sa répartition par âge des effets plus considérables que les hypothèses beaucoup plus folles que l'on présentera bientôt en termes de mortalité.

Examinons ensuite l'impact de la migration. Alors que dans la Grande Europe, on peut considérer que l'immigration est quasi nulle, elle est extrêmement forte dans les pays européens du Nord-Ouest. Sans rien changer aux hypothèses initiales de fécondité et de mortalité, on simule maintenant l'hypothèse que le solde migratoire d'Eurolande est positif et vaut 0,5% soit des valeurs semblables à celles observées ces dernières années dans quelques pays tels que la Belgique.

En termes de volume, l'impact est encore plus considérable que celui de la fécondité : 100 ans plus tard, la population a été multipliée par 2,2 alors que dans l'hypothèse de basse fécondité, la population avait été quasiment divisée par deux ! Toutefois, le trait le plus remarquable est l'extrême faiblesse des conséquences migratoires sur la structure d'âge, alors que les migrants sont par définition quasi tous âgés de moins de 45 ans. On observe certes un rajeunissement de la population mais il est très léger au regard des flux migratoires mis en œuvre. Il n'y a là rien de paradoxal si l'on veut bien se rappeler que les migrants...vieillissent d'un an par année. Mais curieusement, cette évidence ne frappe pas tous les esprits...

Considérons la « charge démographique », définie comme étant le rapport des moins de 20 ans et des 60 ans et plus aux personnes âgées de 20 à 59 ans : sous l'effet de l'immigration, cette charge évolue peu. Elle grandit en cas de recul de la fécondité. Admettons que cette charge est une représentation du taux d'emploi même si l'on sait que tous les potentiellement

actifs ne sont pas réellement occupés – loin s'en faut - et qu'il existe quelques actifs parmi les jeunes ou les âgés. Considérons même plus largement que la charge est une représentation commode des besoins à satisfaire, que ce soit par le biais de l'emploi ou de la fiscalité.

A ce stade de notre investigation, étonnons-nous : des variations parfaitement réalistes de fécondité produisent des changements extraordinaires en termes de volume et de composition par âge de la population. Des variations de la migration aussi réalistes que celles relatives à la fécondité aboutissent certes à des modifications faibles de la composition par âge mais ont cependant un effet considérable en terme de volume des effectifs. Or, il nous semble que toute l'attention des citoyens, des analystes et des décideurs se focalise sur le recul de la mortalité. Ce dernier produirait-il des effets encore plus sensibles que les baisses de fécondité ou les hausses des migrations ?

### 3. L'odyssée de l'espérance de vie

Revenons maintenant dans notre paisible Eurolande caractérisée depuis des temps immémoriaux par une absence de migrations, une fécondité de 2,07 enfants et des espérances de vie de 76,9 ans pour les hommes et de 82,3 ans pour les femmes.

Nous allons maintenant changer uniquement les paramètres de la mortalité afin d'en tester les effets. Ce n'est pas simple parce qu'on ne connaît pas de mortalité vers laquelle nous nous dirigerions qui serait réellement beaucoup plus faible que celle que nous expérimentons; nous devons donc nous en créer une. Or, une mortalité est un ensemble de plus de deux cents probabilités de décès, puisqu'on tient compte de plus de cent âges et qu'on distingue les sexes. Et cet ensemble, qu'on appelle « table de mortalité » évolue tous les ans. Il nous est donc indispensable de nous donner les moyens de pouvoir transformer une table existante de la manière la plus plausible possible si nous voulons explorer les confins desquels nous sommes susceptibles de nous rapprocher.

Pour cela, commençons par observer le passé :

- En termes globaux, l'espérance de vie à la naissance n'a cessée d'augmenter, si pas à un rythme constant, en tous les cas de manière monotone.
- Les probabilités de décès ont évolué de façon différente selon l'âge et la période considérée : ainsi, il y a plus de cent ans, on a d'abord vu une diminution lente des valeurs aux âges jeunes, s'accroissant ensuite pour s'amortir enfin. Pendant ce temps, les probabilités de décès aux âges supérieurs sont restées relativement constantes, voire croissantes. Au fur et à mesure qu'on se rapproche de la période actuelle, on voit les valeurs aux âges jeunes d'abord continuer à diminuer de façon de plus en plus lente puis devenir quasiment constantes tandis que les valeurs aux plus grands âges expérimentent à leur tour un déclin de forme logistique, modéré d'abord, extrêmement rapide par la suite puis de plus en plus lent.

Forts de ces observations, nous avons créé une table de mortalité « évolutive » qui possède les qualités suivantes:

- La croissance de l'espérance de vie est dans le parfait prolongement de la tendance du passé.

- Les évolutions des courbes de probabilités de décès par âge sont d'allure logistique, dans le droit fil de l'observation passée.
- Au départ de la simulation, elle représente le niveau de la mortalité caractéristique d'Eurolande.

Soulignons qu'en procédant de la sorte, on n'établit donc plus LA table de mortalité limite dont on croit qu'elle dessine l'état ultime de la durée de vie humaine mais bien une « table limite évolutive » produite selon les spécifications décrites ci-dessus, donc contingente à l'environnement initial sur lequel elle s'appuie.

Certes, on finit par aboutir à une limite : dans Eurolande, on atteint 121,6 ans d'espérance de vie au bout de 605 ans (l'essentiel étant acquis après 200 ans) ; mais on abandonne en quelque sorte la question presque philosophique de la durée de la vie humaine au profit d'un outil robuste d'estimation de la mortalité future pour au moins un siècle à venir, compte tenu de ce que nous savons de l'évolution de la mortalité depuis au moins un siècle. On accepte donc l'idée que la « limite » ainsi calculée est le résultat du « state of the art » et qu'en toute vraisemblance, cette limite... évoluera !

A titre d'avantage collatéral, ce procédé permet d'éviter les déboires des extrapolations de probabilités aux grands âges. Il permet surtout de réaliser des scénarios séculaires aptes à rendre compte du vieillissement en sauvegardant tant l'allure caractéristique des probabilités de décès à tout moment que la continuité de leur évolution telle qu'elle a été observée dans le passé.

#### **4. Business as usual : en route vers le paradis**

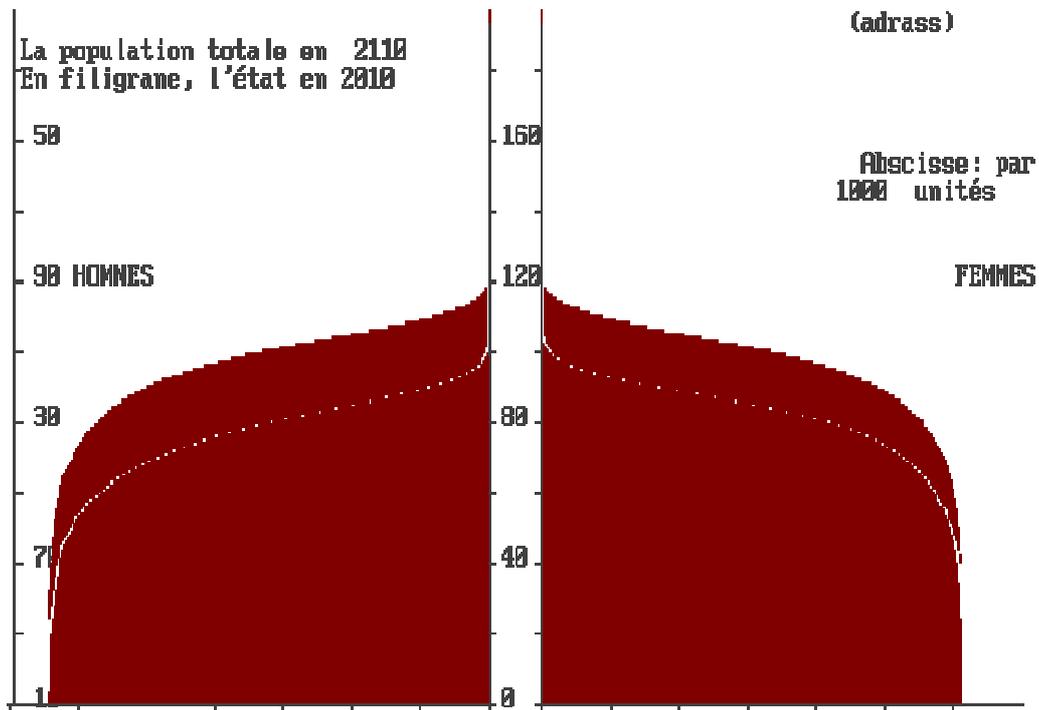
Dans une Eurolande sans migration et avec 2,07 enfants par femme, voilà que la mortalité baisse selon le schéma décrit ci-dessus. C'est donc un scénario tout à fait présentable mais pas plus vraisemblable que n'importe quel autre, sauf à penser que le futur est nécessairement la continuation du passé. L'histoire nous apprend pourtant que ce n'est pas toujours le cas. Si on a produit ce scénario de déclin de la mortalité, c'est d'abord pour rassurer les dirigeants sur les lendemains qui chantent et nous conforter dans nos désirs personnels de longue vie. Mais par la suite, nous introduirons un ver dans ce beau fruit à venir.

Que se passe-t-il cent après ? La population a augmenté de 21% et bien évidemment, le poids des âgés a cru, tant en valeurs absolues que relatives. Les hommes ont gagné 21 ans d'espérance de vie et les femmes 16 ans. L'égalité des sexes est enfin atteinte en ce domaine.

La figure 1 dessine la pyramide d'Eurolande cent après. En pointillés, on a dessiné la situation de départ.

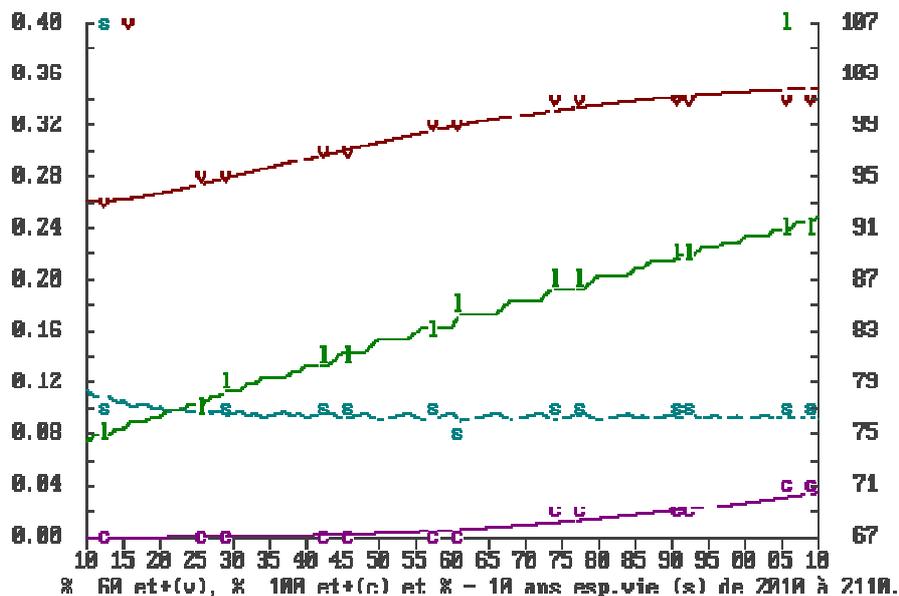
En effectifs absolus, la seule différence avec la pyramide de départ est une croissance des très âgés. On distingue bien l'effet de l'hypothèse d'un rattrapage par les hommes des niveaux d'espérance de vie des femmes.

**Figure 1 : Eurolande 100 ans après, dans l'hypothèse socialement attachante d'une poursuite d'un déclin de la mortalité en accord avec celui observé dans le passé.**



A la figure 2, on dessine les évolutions des pourcentages d'âgés selon qu'on les définit comme les « 60 ans et plus », les centenaires ou les personnes ayant moins de dix ans d'espérance de vie et considérées comme étant cette partie de la population réellement sujette aux inforts du vieillissement.

**Figure 2 : Les âgés selon trois définitions ; la courbe indiquée « l » (échelle de droite) est l'âge auquel on a au maximum une espérance de vie de 10 ans.**



Le plus curieux n'est pas la croissance relative des « soixante ans et plus », qui est bien évidemment attendue (courbe indicée « v », échelle de gauche) mais bien la quasi-constance de la courbe des « moins de dix ans d'espérance de vie » (courbe indicée « s », échelle de gauche) ; cette constance est la conséquence du recul de l'âge à partir duquel on est considéré comme « âgé » (courbe indicée « l », échelle de droite) du fait de la hausse de l'espérance de vie. Si donc on accepte de considérer comme « âgé » toute personne de « moins de dix ans d'espérance de vie » on doit se réjouir, du moins à ce stade de notre exploration, que le recul de la mortalité ne se traduirait pas par une augmentation désastreuse à tous égards du poids des personnes nécessitant des soins considérables.

L'avenir serait-il idyllique? Nos sociétés ne seraient pas promises à des charges exorbitantes du fait du vieillissement... et chacun d'entre nous aurait la perspective de vivre longtemps en bonne santé.

En fait, derrière ces lendemains apparemment radieux, un cauchemar est tapi. Et il est tout autant vraisemblable que le beau rêve !

## **5. Les scénarios contrastés de biologistes, de généticiens ou d'ingénieurs peu ou prou trans-humanistes**

« Mille ans qu'ils disaient ». Pas pour une super Jeanne Calment mais pour un grand nombre de personnes qui boivent modérément, ne fument pas, ne sniffent pas, font du sport, mangent sainement, évitent la circulation automobile, respirent de l'air pur, travaillent dans la plus grande harmonie avec leurs collègues et leurs chefs éminemment gentils, serviables et discrets, vivent une parfaite relation amoureuse avec leur partenaire, ont des enfants agréables, intelligents, sont abrités des bombardements des ondes, ...et sont suivis en permanence par une voiture (électrique bien entendu) équipée de tout l'attirail de premiers soins assurés par les meilleurs urgentistes, eux-mêmes révisés tous les trois mois afin de s'assurer de leur efficacité.

Mais voilà : d'autres biologistes disent que l'organisme humain est fait de différentes populations de cellules qui expriment chacune une séquence particulière du patrimoine génétique, toutes semblables en ce qu'elles concernent l'humain mais toutes différentes pour chacun de ses organes. Ces cellules se renouvellent au cours du temps à des taux variables : certaines, comme les cellules du sang, tous les jours tandis que d'autres, comme les cellules nerveuses, peuvent vivre le temps de vie de l'humain. Cette capacité de renouvellement repose sur la fonction des télomères, parties terminales des chromosomes qui permettent leur répartition dans les cellules nouvellement formées. Sur cette base fondamentale génétique, ce sont les performances des interactions entre les différentes cellules de l'organisme qui déterminent son espérance de vie, estimée (théoriquement !) à 140 ans. On pourrait évidemment intervenir au niveau génétique et espérer ainsi prolonger la vie humaine, mais dans quelles limites et dans quelles conditions ? Une telle intervention pourrait détruire l'harmonie mise en place car au-delà du substrat génétique la vie humaine est modulée par

différents facteurs extérieurs, agents pathogènes, agressions, ...qui en limitent l'expression. Réaliser la plénitude du potentiel de longévité de l'humain reviendrait donc à contrôler drastiquement toute interaction avec son environnement et l'isoler ainsi du processus qui a permis son émergence au cours de l'évolution.

## **6. ...où l'on découvre que le paradis proposé est truqué...**

« Mille ans ? » : peut-être un truc de certains scientifiques désireux de tenir une heure sur France 3 ! « 140 ans au maximum ? » C'est déjà plus acceptable compte tenu de l'extraordinaire complexité de notre « agencement et renouvellement cellulaire » et de notre relation parfois conflictuelle avec nos multiples environnements. Sans même intégrer la question de savoir ce que feraient les « peuples délaissés » placés devant la vision de notre capital de longue vie, ni même nos héritiers potentiels peut-être intéressés à ce que nous « dégagions » en temps utile...

« 140 ans vraiment ? » Non si on accepte l'actuel prolongement des tendances ; on a vu au paragraphe « business as usual » qu'on arriverait « seulement » à 121 ans, mais qu'il nous faudrait attendre 200 ans pour obtenir 90% de ce niveau si nous nous basons sur l'observation de l'évolution, pourtant considérablement positive, dans notre proche passé.

« 121 ans ? » Nous espérons que le lecteur ne nous a pas cru lorsque nous lui avons fait croire que nous étions en route vers ce paradis. Car, honte à nous, nous avons caché un détail. Nous avons oublié de dire que la charge démographique qui pèse sur les potentiellement actifs allait s'exacerber : en effet, d'une valeur de 1 050 au départ dans l'immuable Eurolande, elle devrait atteindre cent ans plus tard la valeur énorme de 1 445.

En fait, cela ne se passera pas comme cela, comme on le constate en survolant le siècle à venir. La charge a certes commencé par augmenter. Et les ministres, les partenaires sociaux et les journalistes, tous membres du Cercle Pour la Paix Sociale ont berné le citoyen lambda en faisant croire que de conclure budgétaire en grandes conférences sociales, ils trouveraient toujours les rustines nécessaires aux colmatages des petites fuites bien évidemment inévitables mais contrôlées.

Or voilà qu'au printemps 2053, le premier ministre monte à la tribune de la Chambre d'Eurolande et fait une très courte déclaration annonçant que le système de Sécurité sociale d'Eurolande a implosé et qu'en conséquence, la médecine devenait payante tandis que toutes les allocations sociales étaient supprimées. Les pensions étaient remplacées par un minimum vital. La seule chose que pouvait encore faire l'Etat était d'allouer des subsides à « Médecins Sans Frontières » en vue de fournir des soins de base, généralement ambulatoires, aux nécessiteux.

Pourquoi cette catastrophe ? Parce qu'en 2053, la charge a atteint le niveau – insupportable – de 1 200. Certes, le vieillissement de la population avait contribué à développer l'emploi dans

les services aux personnes âgées si bien que presque tous les potentiellement actifs étaient maintenant employés. N'empêche : chacun de ces travailleurs devait « supporter ...dans tous les sens du terme » 1,2 personnes en plus de lui-même.

Dès 2054, on constate que les espérances de vie qui étaient, juste une année avant, de 87,3 ans pour les hommes et de 90,2 ans pour les femmes, avaient déjà baissé de plus d'un quart d'année. Et tout le monde de se rappeler que la chute du régime soviétique avait enclenché une baisse phénoménale de l'espérance de vie, alors que son niveau initial était bien médiocre en regard des niveaux observés en Eurolande.

Evidemment, la hausse de la mortalité n'a pas enclenché immédiatement une baisse significative du niveau de charge. Et même quand celui-ci atteint de nouveau son niveau initial de 1050, ce n' »tait pas encore assez bas pour ré-enclencher la machinerie sociale car entre-temps, tout avait changé : les élites s'étaient réfugiées en Chine, mille et un gouvernements d'affaires courantes ou cruciales s'étaient dissous à peine formés, l'alcoolisme s'était développé, l'extrémisme religieux aussi; ainsi, des officines musulmanes fondamentalistes avaient eu quelque succès à proclamer que si la Charia avait été appliquée, on ne se serait pas trouvé dans cet état; dans le même temps, des catholiques conservateurs avaient évoqué un châtiment divin en conséquence d'une philosophie outrageusement égoïste et hédoniste tandis qu'il s'était même trouvé des libres penseurs pour dénoncer l'obscurantisme et le dogmatisme des piliers socio-économiques de notre société.

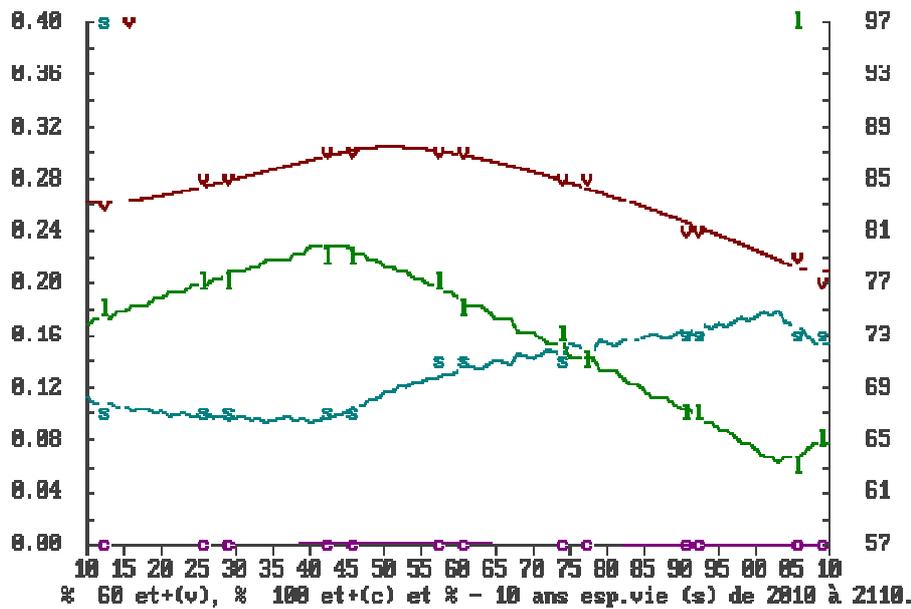
Bref, l'espérance de vie avait continué à dégringoler. Cent ans plus tard, hommes et femmes maintenant égaux dans l'adversité, avaient une espérance de vie de 72,8 ans, comme on peut le voir dans la colonne « DECLIN » du tableau synthétique.

On peut évidemment voir la vie du bon côté : la désorganisation sociale a produit cent ans après, une répartition en grands groupes d'âge un tantinet plus supportable du point de vue de la charge démographique puisqu'on atteint la valeur de 917 au lieu de 1 050 initialement...

Les évolutions dessinées à la figure 3 pourraient faire croire que la catastrophe sociale survenue au milieu du siècle a produit quelques avancées collatérales : en effet, les centenaires disparaissent tandis que les pourcentages des « soixante ans et plus » diminuent (courbe indicée « v », échelle de gauche). Mais il y a des épines sur les plus belles roses : les pourcentages d'« âgés » définis comme ceux dont l'espérance de vie ne dépasse plus dix ans augmentent (courbe indicée « s », échelle de gauche), simplement parce que l'âge auquel subsistent ces dix ans d'espérance de vie a baissé (courbe indicée « l », échelle de droite).

Scénario ridicule ? Peut-être mais pas plus que celui où on fait semblant de vous emmener en paradis, car l'un n'est pas plus assuré que l'autre. Evoquons la chute de l'Union soviétique et demandons-nous si ce scénario n'est pas déjà en train de se développer en Grèce...

**Figure 3 : les âgés selon divers points de vue, dans l'hypothèse d'un collapsus du système de sécurité sociale**



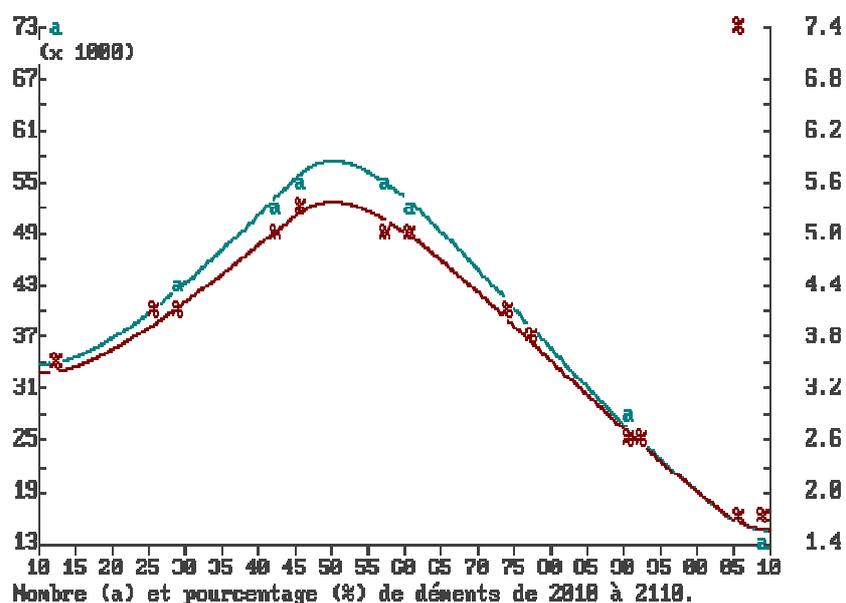
### 7. Après les trucages, un oubli peut-être ?

Comme par hasard, nous avons oublié de nous intéresser à la population des déments dont on dit qu'environ les trois-quarts sont des personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer. Jusqu'à ce jour, on peut croire l'opinion relativement consensuelle des neuro-biologistes selon laquelle les pourcentages de déments sont des (quasi-)constantes par âge : ces pourcentages sont nuls à 60 ans et croissent exponentiellement jusqu'à représenter environ 50% des personnes âgées de 80 ans et plus. En plus, on serait fort démuni devant ces maladies et on ne devrait pas trop croire que l'activité intellectuelle puisse faire mieux que retarder de quelques mois l'expression des symptômes. Mais voilà qu'on aurait peut-être réussi à découvrir une brèche en se concentrant non plus sur le développement des plaques amyloïdes mais sur le cholestérol qui imbibe nos cerveaux et qui pourrait devenir une arme contre la dégénérescence mentale.

Peut-être ! Mais à supposer que cet espoir soit vain, du moins dans l'immédiat, nous devons bien nous rendre compte que le pourcentage de déments va croître puisqu'il est directement fonction du vieillissement. Ainsi dans le scénario où nous vous avons fait rêver de longévité, le pourcentage de déments, de 3,4% au départ s'élèverait jusqu'à 9,5% cent ans plus tard. Si on admet qu'il faut adjoindre à chaque dément une personne à son service, cela fait presque 20% de la population « occupée » d'une manière ou d'une autre par la maladie. Dantesque !

Heureusement, comme on le voit à la figure 4, un recul de l'espérance de vie du à l'explosion du système social élimine presque complètement cette vision cauchemardesque. En effet, 100 ans plus tard, les déments ne seraient plus que 1,5%, certes mal soignés par un personnel souffreteux dans des instituts délabrés...

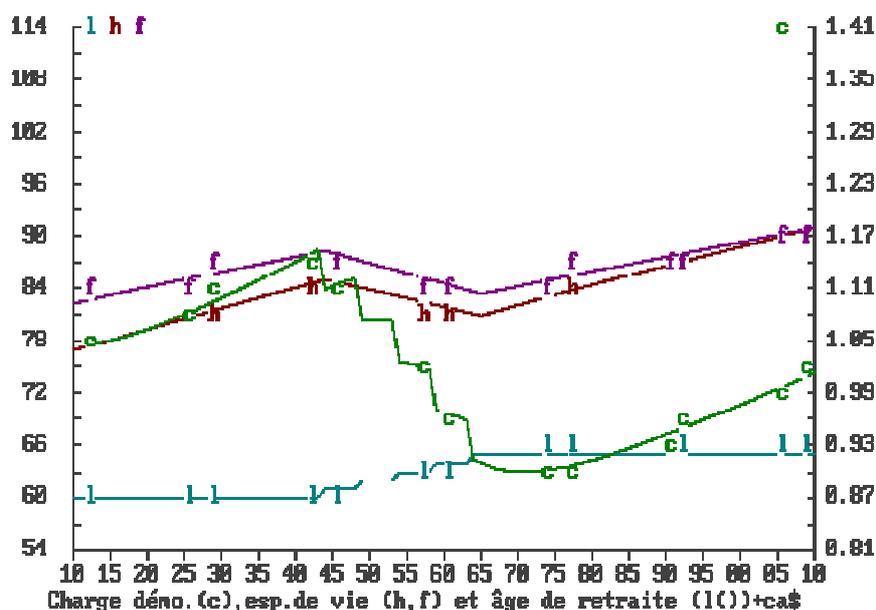
**Figure 4 : les nombres et pourcentages de déments si l'espérance de vie s'effondre.**



### 8. Heureusement, une majorité d'humains cultive une certaine vigilance

Les décideurs, des ministres aux partenaires sociaux, avertis par leur vision du collapsus social et la médiocrité ainsi engendrée ont juré qu'ils ne permettraient jamais la survenance d'une immense catastrophe et on développé non pas encore une culture politique prospective et systémique mais toutefois une culture réactive : selon celle-ci, on corrige les dérives du système dès la prise de conscience d'un début de dérapage. Concrètement, dès que la charge atteint le niveau 1150, l'espérance de vie commence à décroître, parce que le système social peine à répondre à l'ensemble des demandes de soins et services. Il faut attendre quatre ans avant que la pleine mesure des dangers soit perçue ; dès cette perception acquise, un recul d'un an de l'âge de retraite est mis en œuvre. Le mécanisme est visualisé à la figure 5 : Dès que la charge (courbe indiquée « c », échelle de droite) atteint le niveau 1150, l'espérance de vie (courbes « h » et « f », échelles de gauche) diminue. En réaction à la perception de la dégradation, l'âge de retraite augmente d'un an (courbe « l », échelle de gauche). De ce fait, le niveau de charge baisse. L'espérance de vie continue toutefois à baisser jusqu'au moment où la charge atteint le niveau 900, propice à un redéploiement des couvertures sociales qui entraîne à son tour un redémarrage de la croissance de l'espérance de vie.

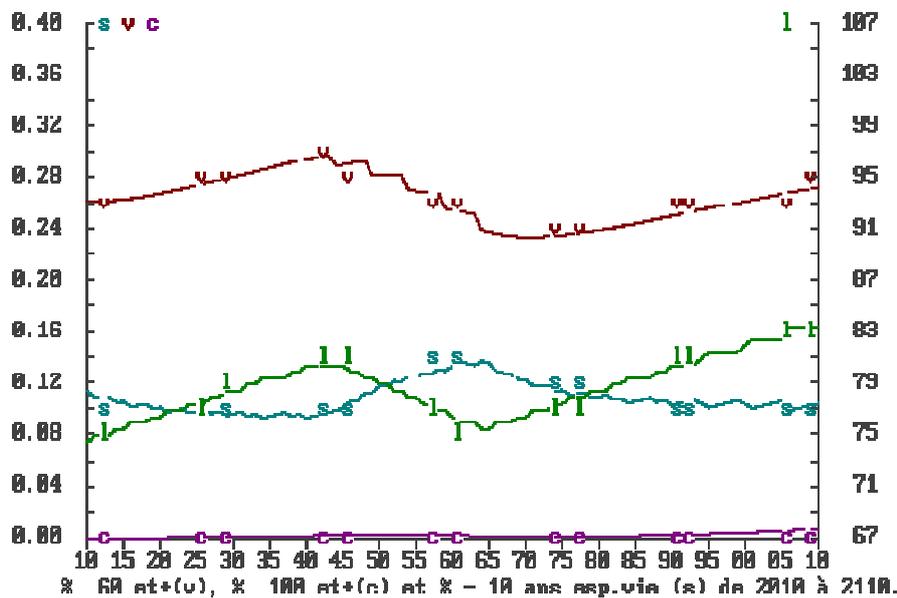
*Figure 5 : Le mécanisme d'ajustement de l'âge à la retraite en fonction de l'évolution du niveau de charge, et de son impact sur l'espérance de vie*



Ce mécanisme produit les résultats listés dans le tableau de synthèse sous l'intitulé « DECLIN CORRIGE ». On voit que la réactivité programmée produit une population plus importante et des niveaux d'espérance de vie plus élevés que dans le cas où aucune n'intervention n'est activée, même si ces niveaux sont plus faibles que ceux obtenus dans le cas où on penserait que le niveau de charge n'influence pas ceux-ci. On découvre à la figure 6 qu'en conséquence, les pourcentages de personnes « âgées » évoluent dans des proportions raisonnables.

On en vient à penser que de relativement graves dérèglements dans le système social, entraînant une diminution de l'espérance de vie produisent certainement beaucoup de douleurs aux niveaux individuels mais ne mettent pas réellement la population en danger ; les bouleversements sont en tous les cas moindres qu'en cas d'altération de la fécondité ou de la migration. Ces bouleversements sont en tous les cas adoucis si une réaction survient dès l'apparition de signaux d'alarme.

*Figure 6 : Les conséquences sur les pourcentages d'âgés du mécanisme d'ajustement de l'âge à la retraite en fonction de l'évolution du niveau de charge, et de son impact sur l'espérance de vie*



Imaginons, un court instant seulement, que les décideurs passent d'une culture réactive à une culture proactive. Alors, plus question de laisser la charge s'envoler, même temporairement. Mais la contrepartie est une élévation régulière de l'âge de retraite qui passerait de 60 ans en 2010 à 68 ans en 2100.

Le dicton selon lequel on ne peut avoir à la fois le beurre, l'argent du beurre et le sourire de la crémière, semble se vérifier : on voit que «laisser aller les choses» peut mener à perdre beaucoup; réagir permet de garder l'essentiel de notre mode de vie (symbolisé ici par un gain d'espérance de vie) sans trop d'efforts (symbolisé ici par un âge de retraite un peu plus tardif) ; pro-agir permet une plus longue espérance de vie mais à un coût représenté par un âge de retraite encore plus tardif. Quant au sourire de la crémière...

**9. Mais dans la vie, il n'y a pas que le social : il y a aussi les saloperies...**

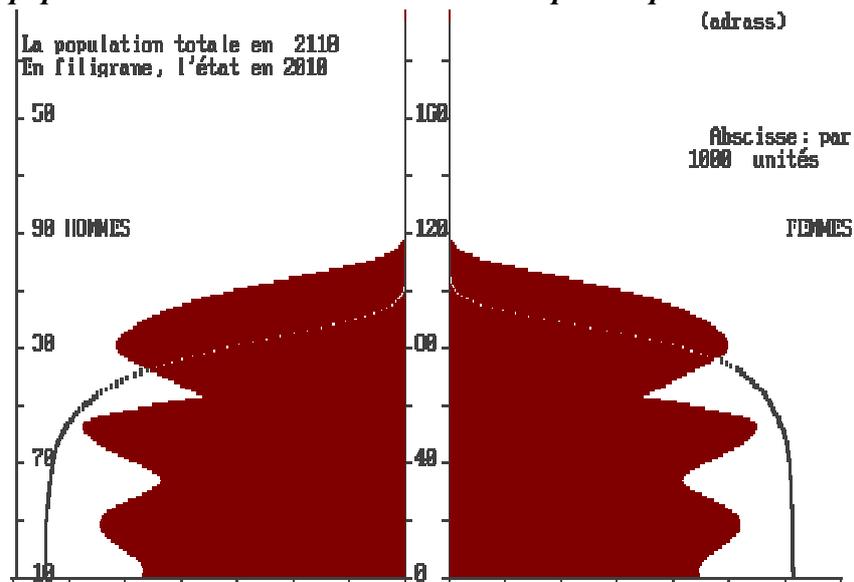
Imaginons maintenant qu'en 2048, sans doute pour le 700<sup>e</sup> anniversaire de la Grande Peste qui tua un tiers de l'Occident en quelques années, se propage un virus extrêmement dangereux que les vulgarisateurs comparent à un condensé du SRAS et d'EBOLA : ce dernier est tellement virulent qu'il fait le vide autour de lui et de la sorte, s'interdit de se communiquer longtemps à d'autres populations ; SRAS est beaucoup moins agressif mais vit longtemps. Pour notre malheur, SRAS et EBOLA ont fêté des noces infernales et leur descendance s'est propagée à une vitesse folle, ne faisant bientôt plus de différences entre populations pauvres et populations riches.

Certes, après quelques mois de désorganisation complète causés par les ravages de l'épidémie, on crée des sanctuaires purifiés des attaques de la maladie et on finit par éradiquer le virus. Mais les conséquences ont été presque aussi dramatiques que lors de La Grande Peste : plus d'un quart de la population est décédé et il a fallu 10 ans pour que l'espérance de vie atteigne de nouveau le niveau qu'elle avait à la veille de l'épidémie. Seul avantage, si l'on peut dire : la charge a diminué de moitié..

Tout cela ne serait-il que verbiage, délire de vieux savant ou rouspéte de sansonnet ? Pas sûr quand on constate la grande peur qu'ont eue les politiques à la vue de quelques oiseaux morts, porteurs du virus H1N1 ; cette peur a fait la fortune des fleurons de nos industries pharmaceutiques. Et les biologistes de rappeler que nous ne sommes à l'abri de rien.

A la figure 7, on découvre, un demi-siècle plus tard, une pyramide des âges assez particulière. Les échancrures résultent de la disparition d'un grand nombre de femmes en âge de fécondité, qui produisent donc moins de filles qui donc feront, au total, moins d'enfants et ainsi de suite pendant longtemps, quoique avec un estompement progressif.

**Figure 7 : La population d'Eurolande un demi-siècle après l'épidémie**



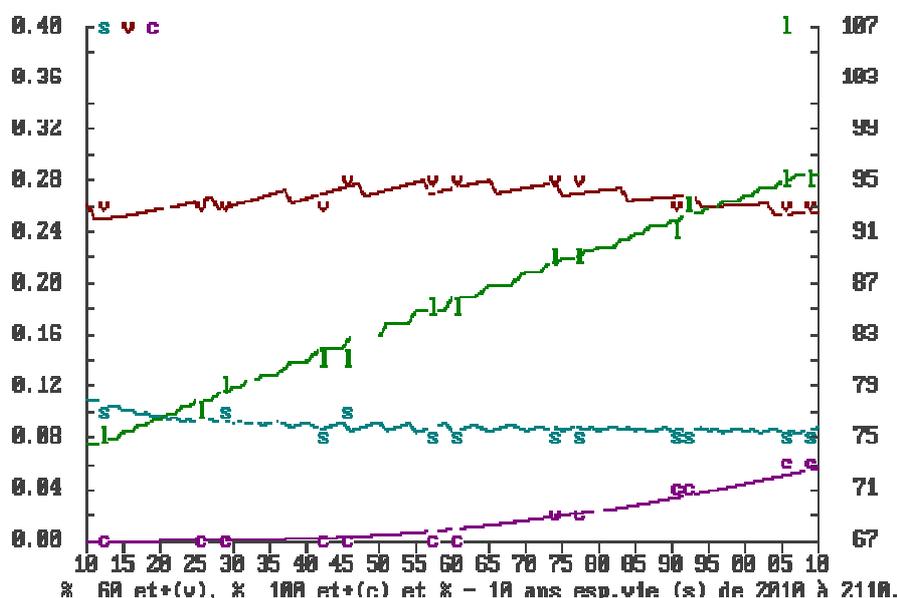
Le plus remarquable est l'évolution du volume de la population : cinquante après l'épidémie et la terrible diminution de la population, le volume est quasi celui de la population initiale. Dira-t-on qu'au moins en termes de volume, le déchaînement de la mort produit moins d'effets que la contraction de la fécondité ? Observons cependant qu'en termes de répartition en grands groupes d'âge, le virus produit à peu près les mêmes effets qu'une faible fécondité !

## 10. Et si au pays des sages, les biologistes avaient quelque peu raison...

Admettons qu'à partir de demain, sous les effets des progrès scientifiques, Eurolande voie ses espérances de vie croître plus vite que par le passé et dépasser de la sorte 100 ans dans un siècle et plus de 157 ans à terme mais que les gouvernants, parfaitement éclairés par les démographes, aient pris soin d'empêcher tout collapsus social, grâce à une politique proactive.

Dans la figure 8, on observe à la fois un léger déclin de la part de la population dont l'espérance de vie ne dépasse plus dix ans ET une croissance insignifiante non plus des 60 ans et plus mais de la population qui avait 60 ans et plus au début et qui est devenue celle de 70 ans et plus cent ans plus tard.

Figure 8: les âgés selon plusieurs définitions



Comme on le voit au tableau final, la part des personnes de 0 à 19 ans passe de 25,0% à 19,9% ; celle des 20-59 ans demeure stable (de 48,8% à 49,0% tandis que les « soixante ans et plus » croissent en passant de 26,2% à 31,1%, du fait de la montée en puissance des centenaires. Cependant, la charge demeure modérée (1041) parce qu'on a pris soin de reculer progressivement l'âge d'activité jusqu'à 70 ans.

Une croissance de l'espérance de vie d'un quart d'année par an, au lieu d'un cinquième d'année, ne se traduit finalement, un siècle plus tard, que par une augmentation de cinquante mille habitants, soit 5% de l'effectif initial. On peut donc dire que la croissance de l'espérance de vie, même soutenue, n'est pas dramatique...à condition que des ressources soient disponibles pour conserver les équilibres sociaux.

## 11. La faiblesse de la mortalité

Au terme de ces scénarios, force est de constater que la mortalité peine à produire autant d'effets que la fécondité ou la migration, même si pour ces dernières, les hypothèses qu'on a posées sont plausibles et d'ailleurs réalisées dans bien des pays européens.

Soulignons que malgré des hypothèses très fortes en mortalité, que d'aucuns taxeront de fantaisistes, les effets – aussi effroyables soient-ils pour les victimes et leurs proches – ne produisent pas des conséquences aussi apocalyptiques qu'on pourrait l'imaginer. Plus encore, les bouleversements engendrés sont moins spectaculaires qu'une fécondité typique des pays d'Europe méditerranéenne ou centrale.

Et pourtant, nos sociétés semblent se désintéresser de la fécondité. N'imaginons même pas une politique nataliste visant à produire plus de deux enfants mais constatons qu'aucun soutien réel n'est apporté aux futurs parents, ou à ceux et celles, jeunes, qui désireraient élever un ou deux enfants sans craindre de perdre leur emploi ou leur niveau de vie.

Et pourtant, nos sociétés se désintéressent des conséquences des migrations si ce n'est de la crainte du renforcement de l'extrême droite; elles refusent de voir le potentiel énorme de croissance – ou de décroissance - que ces mouvements peuvent avoir mais croient à tort qu'un apport migratoire est susceptible de rajeunir la population, voire de freiner le vieillissement ; c'est oublier que les migrants, jeunes pour la plupart, vieillissent d'un an par année comme les autochtones.

Du reste, l'impact de la hausse continue de l'espérance de vie n'est toutefois pas anodin, même si on découvre que le pourcentage d'âgés calculés en tenant compte du déclin de la mortalité demeure constant. Cependant, la population s'accroît et si l'on veut que la charge qui pèse sur les gens d'âge actif ne devienne pas trop lourde, il faudrait par exemple augmenter l'emploi. Dans le scénario « croissance renforcée », les postes de travail devraient augmenter d'un tiers en un siècle.

Non seulement nous pensons que c'est faisable mais nous voudrions souligner que la croissance de l'emploi n'est pas la seule réponse à apporter au vieillissement. En effet, comme on l'a esquissé ci-dessus, on peut considérer l'évolution de la charge démographique comme un indicateur simple des nécessités auxquelles l'évolution démographique nous confrontera. D'une part, ce coefficient de charge n'est qu'une approximation du taux d'emploi ; d'autre part, il n'est pas dit que notre avenir soit dépendant de ce taux. On pourrait très bien imaginer que le coût du vieillissement soit supporté par une taxation de capitaux ...ou par une modération des services offerts aux personnes vieillissantes. L'intérêt de la prise en compte de ce coefficient de charge n'indique finalement que l'ampleur des efforts qu'il faudra consentir dans le domaine du travail et/ou du capital et/ou de l'offre de services pour répondre aux évolutions entraînées par le vieillissement. En gardant à l'esprit que la fécondité et la migration pourraient apporter des bouleversements beaucoup plus importants...

**Tableau synthétique des principaux résultats des scénarios esquissés ci-dessus.**

Cent ans après	ETALON	Action d'un seul mouvement			Gain de vie : +1/5 d'année par an et équilibre social		Gain de vie : +1/5 d'année par an mais SRAS-EBOLA	Gain de vie : +1/4 d'année par an et pro-activité
	2,07 enfants Migration=0 Mortalité constante	1,5 enfant	Immigration. de +0,5% an	Gain de vie : +1/5 d'année par an	Age de retraite constant	Age de retraite adapté		
Nom scénario	DEPART			TENDANCE(*)	DECLIN	DECLIN CORRIGE	SRAS-EBOLA	TENDANCE RENFORCEE
Population	1 000 000	501 399	2 212 970	1 213 838	928 390	1 118 702	966 365	1 262 080
% 0-19	25,0	18,0	26,1	20,7	26,9	22,4	20,2	19,9
% 20-59	48,8	46,5	51,0	40,9	52,2	49,6	40,5	49,0
% 60+	26,2	35,5	22,9	34,9	20,9	27,3	35,4	25,5
% 100+	0,0	0,0	0,0	3,5	0,0	0,7	3,9	5,6
Age moyen	41,1	47,2	39,5	49,5	38,1	45,6	50,9	51,4
Charge	1050	1149	962	1445	917	1020	1471	1041
Age de retraite	60	60	60	60	60	65	60	70
Age sénilité	74	74	74	92	65	83	92	96
% séniles	11,4	16,5	9,4	9,2	15,3	10,5	10,5	8,8
Déments	33 576	24 451	60 216	115 681	14 038	73 912	104 959	137 780
% déments	3,4	4,9	2,7	9,5	1,5	6,61	10,9	10,9
%vie 80 ans		59,9		87,5	27,1	79,6	87,5	90,7
%vie100 ans		1,3		50,3	0,0	20,1	50,3	64,3
Esp.vie atteinte		76,9		98,3	74,0	90,9	98,3	102,7
		82,3		98,3	74,0	90,9	98,3	102,7
Esp.vie finale		76,9			121,6			157,7
		82,3			121,6			157,7

(\*) : Dans le cas d'une politique proactive, les mêmes résultats seraient engrangés SAUF que la charge aurait été cantonnée aux environs de la valeur 1050 tandis que l'âge de retraite se serait élevé régulièrement jusqu'à la valeur 68 à partir de 2100.

#### *Résumé des hypothèses sur la mortalité*

**TENDANCE** : La mortalité continue à décliner comme par le passé, mais de façon de plus en plus faible. L'espérance de vie finale est de 121,6 ans. Elle atteint déjà 98,3 ans après cent ans.

**DECLIN** : Le système social ne résiste pas à la hausse de la charge reposant sur les épaules des potentiellement actifs. Vers 2050, l'espérance de vie commence à décroître parce que la charge atteint 1 200. IL faudra attendre plus de cinquante ans pour que la charge, redescendue à 800, permette au système de redémarrer (en Wallonie, la charge est de 867 en 2010).

**DECLIN CORRIGE** : Le déclin se produit mais, au vu de la catastrophe sociale pressentie, on prend des mesures pour que la charge ne dépasse jamais plus la valeur 900. On repart donc dans un scénario TENDANCE mais on doit absolument dégager des ressources nouvelles.

**SRAS-EBOLA** : un virus puissant et inattendu frappe en 2048 (pour le 700<sup>e</sup> anniversaire de la Grande Peste ?) avec virulence. Il faiblit et disparaît en 2052 mais a fragilisé la santé de la population si bien qu'il faut attendre une dizaine d'années avant que la surmortalité cesse de frapper les enfants et les aînés. Un tiers de la population meurt en quelques années.

**TENDANCE RENFORCEE** : L'espérance de vie grandit un peu plus rapidement et surtout plus longtemps. Par sagesse, l'activité économique est requise pour des personnes de plus en plus âgées.

## PAVÉS

Un enfant par femme...qu'est-ce que ça veut dire quand on est médecin ?

Les premières images qui me viennent :

Sylvie T. 46 ans qui élève seule Alexandre son gamin depuis 20 ans,

Sonia L. 38 ans qui élève seule aussi Jade d'une union libre avec un homme qui s'est avéré violent ensuite et qui depuis vit en fusion avec sa fille Jade (elle a 12 ans maintenant)

...et Fabienne S. 40 ans qui s'est fait larguer pour avoir voulu garder ce qui était pour elle l'enfant de la dernière chance : ce petit bout de 3 mois à peine opéré du cœur qui me sourit déjà.

Sophie 25 ans...SDF pendant des années, après avoir quitté père et fille, psychotique et bipolaire, je me demande si elle s'en sortira un jour et si je la verrai plus d'une fois par an...et autrement que bourrée de neuroleptiques quand ce n'est pas bourrée tout court (pourvu qu'il n'y ait pas d'autre enfant me surprends-je à penser !),

Nini B. (Véronique) 17 ans enceinte à 15 mais ne voulant pas avorter et qui élève Alexis avec sa maman dont le dernier a à peine 9 ans de plus que son neveu...

Tiens elles sont donc toutes seules ?

Ah non !

Sylvie C. 40 ans mariée à Denis déjà papa d'un grand et qui ont ensuite ensemble un petit Ellouen...le troisième serait bien venu mais : fausse couche tardive et depuis Sylvie et Denis n'ont plus osé...

J'ai un autre cas comme ça ...un remariage fécond du monsieur...et puis d'autres cas :

Corinne C., 45 ans mariée, une grande fille de 22 ans, apparemment le choix du couple.

Caroline E. 28 ans juste mariée et nouvelle maman d'une petite Justine et bien décidée à ne pas s'arrêter là mais « pas de suite ! ».

Bref...un petit florilège d'une statistique quand elle est regardée à l'échelle du micro....

ooOoo

Le 21 janvier 2013, Taro Aso, Ministre japonais des Finances, a déclaré que : *les personnes âgées devraient être autorisées à « se dépêcher de mourir » afin qu'elles cessent d'être un trop lourd poids financier. « Dieu interdit d'être forcé à vivre alors que vous souhaitez mourir. Pour ma part, je me sentirais bien coupable de savoir que les soins palliatifs que je reçois sont payés par l'État », a annoncé le ministre des finances lors d'une réunion du Conseil des réformes de la sécurité sociale. « Le problème ne sera pas résolu tant qu'on ne les laissera pas mourir au plus vite », parlant de personnes « reliées à un tube ».*

ooOoo

## **Médaille de la famille, prix Cognacq-Jay... En France, plusieurs récompenses viennent récompenser les familles nombreuses les plus “méritantes”. Et ce depuis 1920...**

Aux familles nombreuses, la patrie reconnaissante ! La ritournelle est la même, année après année, depuis la création du prix Cognacq-Jay. C'était au lendemain de la première guerre mondiale, en 1920...

Ernest Cognacq et Marie-Louise Jay, un couple de commerçants parisiens fortunés, n'ayant pas pu avoir d'enfants, ont l'idée de créer une aide financière pour les familles nombreuses, pauvres ou ne disposant que de faibles ressources. Le prix Cognacq-Jay est né. Il va vite devenir une véritable institution.

Dans les villes et villages, chaque remise du prix créé alors l'événement, suscite l'engouement populaire et fait les choux gras de la presse locale. Une sorte de grand-messe médiatique qui exalte, en pleine période d'entre-deux-guerres, une certaine idée de la famille française, de la droiture morale et du mérite.

Elle est alors attribuée à une seule famille par département. Les parents devaient être nés français, ne pas être séparés et avoir au moins neuf enfants du même lit. Le montant du prix s'élevait à 25 000 francs.

Très vite, en raison de l'afflux des candidatures, une limite d'âge est instaurée. Et à partir de 1939, les prix ne sont plus attribués que tous les deux ans. Et si le prix a réussi à traverser les âges c'est aussi qu'il a évolué avec son temps.

En 2001, compte tenu de l'évolution sociologique de la population française, les conditions d'attribution ont subi de nouvelles modifications. Désormais il peut être décerné aux familles à partir du quatrième enfant à charge, du même lit. Les pères et les mères doivent toujours être de nationalité française, mariés ou pacés. En tout cas être non imposable.

### **La croix des mères et Putin Awards**

Outre-Rhin, le mécénat social à l'attention des familles nombreuses a quant à lui fait long feu. Les Allemands se souviennent, de sinistre mémoire, de la « Mutterkreuz » (la croix des mères). Une distinction mise en place sous le Troisième Reich pour exalter les valeurs du national-socialisme.

Selon l'idéologie nazi, les mères devaient alors être « de sang allemand, héréditairement en bonne santé et respectables. Depuis 1957 cette médaille a disparu au cours de la dénazification.

En ancienne union soviétique il existait jusqu'en 1991 la médaille “**gloire de mères**“. Quinze ans après sa disparition, en 2008 Dmitry Medvedev remis au goût du jour cette breloque pour les familles à partir de quatre enfants.

La récompense s'élève à 50 000 roubles, soit 1150 euros. Cette année elle a été attribuée à **dix familles**.

<http://www.arte.tv/sites/fr/leblogueur/2013/10/13/> Manuel Vicuña et Fabienne Winter

**Ils ont fait le choix de la stérilité. En Grande-Bretagne, plus de 20 % des hommes en couple auraient recours à la vasectomie. Une méthode de contraception radicale devenue courante en Allemagne et qui n'est dépénalisée en France que depuis 2001.**

« *Nous avons eu nos enfants sans grande difficulté. Après la naissance du troisième s'est à nouveau posée la question de la contraception...* » confiait, en août 2012, Jean-Philippe dans un témoignage au journal belge **Le Soir**. Ce quadragénaire, en couple depuis de nombreuses années et père de quatre enfants, a fait un choix radical : celui de la vasectomie. Derrière ce nom quelque peu barbare se cache une technique de contraception définitive par stérilisation. Le pendant masculin de la ligature des trompes.

### **Pratique méconnue**

Concrètement, l'intervention consiste à sectionner à la base des testicules les canaux permettant le transport des spermatozoïdes. Un acte chirurgical considéré comme léger et réalisé en milieu hospitalier ou en cabinet selon les méthodes.

« *Avant de me lancer, j'avais quelques appréhensions : la peur d'avoir mal, les effets sur ma sexualité...* », reconnaît Jean-Philippe, « *mais le médecin a été très clair et pédagogique. L'opération s'est finalement très bien passée : c'était léger, peu douloureux et sans effets secondaires.* » Selon lui, cette opération n'a absolument eu « *aucune incidence* » sur sa vie sexuelle. De fait la vasectomie n'est pas censée altérer l'érection ni l'éjaculation.

Comme lui, en Belgique environ 7500 hommes ont subi cette opération chirurgicale pour ne plus procréer. Un chiffre relativement stable depuis dix ans. Courante dans certaines cultures, notamment anglo-saxonne (au Royaume-Uni, où elle est utilisée par 20% des couples ayant recours à une méthode de contraception selon *les statistiques 2011* des Nations Unies), la vasectomie est encore tabou par chez nous.

### **Réticences**

Longtemps assimilée à une forme de castration, elle n'est autorisée en France que depuis la loi du 4 juillet 2001. Un délai de quatre mois de réflexion est imposé à tout homme sollicitant l'opération. La vasectomie n'est pas un choix qu'on fait à 20 ans, au risque de le regretter un jour. Les médecins recommandent d'ailleurs fortement de déposer au préalable son sperme dans une banque (CECOS, Centre d'étude et de conservation des œufs et du sperme humains).

Moins lourde (anesthésie locale) et moins coûteuse que son équivalent féminin – la ligature des trompes – elle reste pourtant moins pratiquée et se heurte encore aux réticences d'une partie de la population et des médecins. « *Dans nos sociétés (...), la contraception reste d'abord et avant tout une affaire de femmes* » déplore le Dr Kim Entezari, urologue au Centre hospitalier universitaire Saint-Pierre, à Bruxelles, cité par *Le Soir*.

Ce n'est pas le cas de Marc. Dans « *Ces hommes stériles par choix* », un article publié en 2011 par *Libération*, ce père de famille expose les raisons qui l'ont poussé à choisir la vasectomie : « *Ma femme prenait des contraceptifs divers et variés depuis vingt ans* ». Peu avant ses 40 ans, il s'est dit que c'était à son tour de participer et qu'après tout, la contraception était « *une question de couple, pas une question de femmes* ».